

## Le bon sens en politique, un redoutable contresens démocratique

Enquête : Si la notion de « bon sens » a créé un terrain idéologique favorable à l'émergence des démocraties libérales, ses contours flous permettent aujourd'hui à des acteurs politiques peu scrupuleux, en particulier d'extrême droite, d'en user comme d'une arme, aussi insidieuse qu'efficace, contre le pluralisme et la démocratie elle-même.



### Extraits :

Depuis West Palm Beach, en Floride, dans la nuit du mercredi 6 novembre, tandis que Donald Trump prononce son discours de victoire, sa voix prend soudain le ton de l'évidence : « [Cette campagne] a constitué un réalignement historique. Nous avons réuni des citoyens de tous horizons autour d'un noyau commun de bon sens. Vous savez, nous sommes le parti du bon sens. » En effet, qui ne souhaiterait pas, comme le candidat victorieux à l'élection présidentielle américaine l'énumère ensuite, la « sécurité », « une excellente éducation », une « puissante armée », bref, « que les choses aillent bien » ? (...)

Le milliardaire américain n'est bien sûr ni le seul ni le premier acteur politique à y avoir recours : depuis des décennies, voire des siècles, hommes et femmes de tous bords idéologiques se sont régulièrement servis de cet argument d'autorité pour justifier leurs politiques. Mais, en érigeant le Parti républicain en parti du « bon sens », le futur président illustre une dynamique qui semble spécifique au XXI<sup>e</sup> siècle : celle qui voit nombre de d'acteurs populistes de droite, voire d'extrême droite, utiliser la référence au bon sens de manière quasiment systématique. (...)

En France, le mouvement politique Sens commun (souvent synonyme de « bon sens »), créé à la suite de l'échec de la Manif pour tous à faire reculer le gouvernement sur le mariage entre personnes de même sexe, avait réussi à influencer la ligne de l'UMP en faveur des mêmes valeurs conservatrices lors de l'élection présidentielle de 2017.

Déjà, en 2010, Marine Le Pen se positionnait comme la représentante de cette capacité à juger apparemment pragmatique et consensuelle : interrogée par *Le Journal du dimanche* sur ses bons résultats dans les sondages, elle avait ainsi déclaré : « C'est le vrai choix d'une autre politique. J'incarne le bon sens. » (...)

La référence au bon sens, pourtant, n'a pas seulement pour vertu politique de rendre le monde apparemment plus intelligible : elle permet aussi de créer une division entre ceux qui en possèdent, et ceux qui n'en ont pas ;

ceux qui se reconnaissent dans la vision du monde traditionnelle qu'elle dessine, et ceux qui ne s'y reconnaissent pas.

Or cette capacité à cliver présente, pour les premières figures conservatrices qui l'utilisent, plusieurs avantages. « *Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la référence au "vrai peuple", aux "vraies gens" et à ce qu'ils tiennent pour vrai comporte une connotation nativiste et xénophobe : elle permet d'exclure les étrangers, les élites, les minorités de la communauté politique* », explique Sophia Rosenfeld. Puisque, grâce au bon sens, la réalité crève les yeux, tous ceux qui nient cette évidence – c'est-à-dire tous les porteurs de visions alternatives du monde – se trouvent en effet automatiquement relégués du côté de la bêtise, de l'incapacité, du fanatisme ou de la perversité. (...)

Selon la logique conservatrice, revenir au « *bon sens du village* », à des solutions politiques consensuelles et pragmatiques permettrait de retrouver une communauté unie et apaisée, étant donné que ce qui relève du bon sens n'est pas sujet à débat – il est en quelque sorte déjà là, et partagé par tous. « *C'est une politique qui souhaite dépasser la politique, et qui pour ce faire se dépeint elle-même comme apolitique, sans idéologie* », conclut Sophia Rosenfeld.

En servant aujourd'hui encore à court-circuiter le débat public propre aux sociétés démocratiques, l'appel au bon sens trahit effectivement une certaine vision du corps social et du corps politique, estime Florent Guénard, professeur de philosophie politique à l'université Paris-Est-Créteil et directeur de la rédaction de *La Vie des idées*. « *Il gomme d'abord le fait qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours des divisions dans le corps social, et que ce sont ces divisions qui organisent le débat public. Mais il révèle aussi une conception très minimale de la démocratie, dans laquelle la politique n'a pas à se justifier.* »

En effet, si la politique relève du bon sens, la démocratie n'est en fin de compte plus une question de choix entre des valeurs fondamentales, mais de choix entre les personnalités qui paraissent les mieux pourvues de cette qualité. « *L'idée sous-jacente est qu'il ne s'agit pas de choisir des politiques, mais des hommes politiques, des gouvernants, à qui doit être laissé l'exercice du pouvoir, et dont le mandat sera évalué par une réélection – ou pas. C'est réduire la démocratie à un certain type d'électoratisme* », continue le philosophe. (...)

L'épidémie de « bon sens », pourtant, progresse inexorablement dans le champ politique – et offre même à ceux qui s'en servent, comme le résultat de l'élection du 5 novembre l'a encore prouvé outre-Atlantique, de francs succès. (...)

« *Tous ces problèmes appellent des solutions globales ; or celles-ci sont extrêmement difficiles à imaginer, et plus encore à mettre en place. Alors les gens se tournent vers des solutions alternatives, parce qu'elles sont présentées comme simples et naturelles.* » Et si l'on n'y prend garde, la petite musique du bon sens pourrait bien finir par être le chant funèbre de la rationalité démocratique.

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/22/le-bon-sens-en-politique-un-redoutable-contresens-democratique\\_6409310\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/22/le-bon-sens-en-politique-un-redoutable-contresens-democratique_6409310_3232.html)

---

*The Guardian*, 26 novembre, [libre accès](#)

### **Shock in Romania as hard-right Nato critic Calin Georgescu takes lead in presidential election**

Georgescu, who has called Nato's ballistic missile defence shield a 'shame of diplomacy', will likely head into a run-off with leftist prime minister Marcel Ciolacu



Shock as pro-Russia candidate comes first in Romanian election first round - video

### Extraits :

A little-known, far-right populist took the lead in Romania's [presidential election](#) on Sunday, electoral data showed, and will probably face leftist prime minister Marcel Ciolacu in a runoff in two weeks, an outcome that has rocked the country's political landscape.

Calin Georgescu, who ran independently, led the polls with about 22% of the vote after nearly 93% of votes were counted, while Ciolacu of the Social Democratic party, or PSD, trailed at 21%. Elena Lasconi of the Save [Romania](#) Union party, or USR, stood at about 18%, and George Simion, the leader of the far-right Alliance for the Unity of Romanians, or AUR, took about 14%. (...)

Georgescu, 62, ran independently and was not widely known. He outperformed most local surveys, sending shock waves through Romania's political establishment as he ascended to pole position.

After casting his ballot on Sunday, Georgescu said in a post on Facebook that he voted "For the unjust, for the humiliated, for those who feel they do not matter and actually matter the most ... the vote is a prayer for the nation."

Cristian Andrei, a political consultant based in Bucharest, told The Associated Press that Georgescu's unexpected poll performance appears to be a "large protest or revolt against the establishment." (...)

Georgescu lacks an agenda, Andrei said, and has a vague and populist manifesto with positions that are "beyond the normal discourse." His stances include supporting Romanian farmers, reducing dependency on imports, and ramping up energy and food production.

Georgescu has called Nato's ballistic missile defense shield in the Romanian town of Deveselu a "shame of diplomacy". He has said the North Atlantic alliance will not protect any of its members should they be attacked by Russia. (...)

<https://www.theguardian.com/world/2024/nov/25/calin-georgescu-romania-election-hard-right-candidate>

---

*Neue Zürcher Zeitung, 25 novembre, article payant*

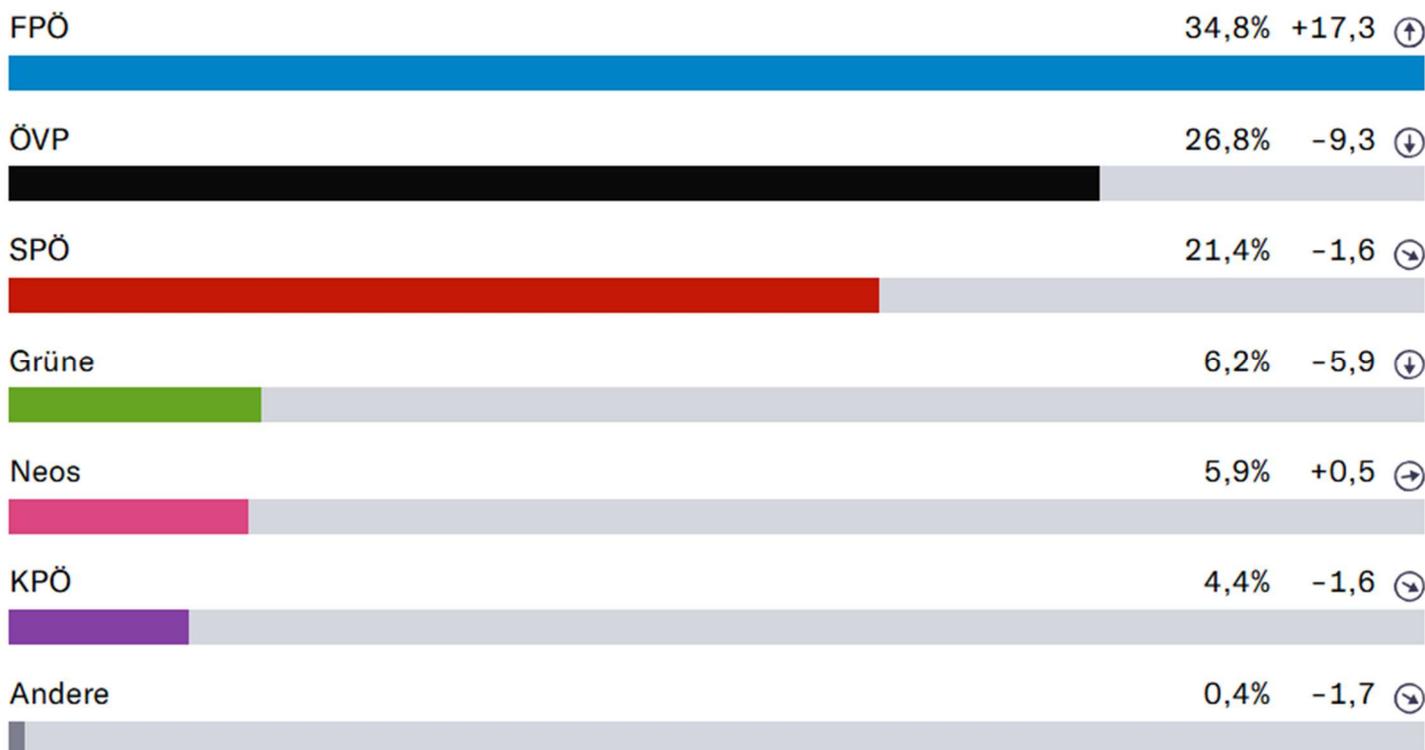
**Wahlen in der Steiermark: Die FPÖ setzt ihren Höhenflug fort und sendet Schockwellen nach Wien**

Im zweitgrössten Bundesland Österreichs gewinnen die Rechtspopulisten erdrutschartig und könnten den ersten Landeshauptmann seit Jörg Haider stellen. Das Resultat ist wohl auch eine Quittung für die Ausgrenzung auf Bundesebene.

Extraits :

## Grosse Verschiebungen in der Steiermark

Wähleranteile in Prozent



Auszählungsgrad 100 Prozent, Prognose für die Briefwahl  
Quelle: ORF

NZZ / bam.

Zwei Monate nach ihrem Sieg bei der österreichischen Nationalratswahl gelingt der FPÖ ein weiterer historischer Triumph. Sie erreicht bei der Landtagswahl in der Steiermark knapp 35 Prozent der Stimmen und landet damit erstmals auf Platz eins. Das zweitgrösste Bundesland ist erst das zweite überhaupt, in dem die Rechtspopulisten stärkste Kraft werden und damit den Anspruch auf das Amt des Landeshauptmanns stellen können. Zuvor war ihnen das nur in Kärnten gelungen, wo der Erfinder der FPÖ als Massenpartei, Jörg Haider, jahrelang regierte und seine Hochburg hatte.

Derweil stürzt ebenfalls wie vor acht Wochen auf Bundesebene die konservative ÖVP ab und erreicht nur noch knapp 27 Prozent der Stimmen. Die SPÖ, die in den vergangenen Jahren gemeinsam mit den Konservativen in einer grossen Koalition regierte, kommt nur auf den dritten Platz – auch das ist eine Premiere. (...)

Die Erschütterung wird bis nach Wien zu spüren sein, wo nach einer langen Sondierungsphase seit knapp einer Woche die ÖVP, die SPÖ und die liberale Partei Neos offiziell Koalitionsverhandlungen führen. Ein Zusammengehen mit der von Herbert Kickl geführten FPÖ lehnten alle anderen Parteien ab, weshalb erstmals ein Dreierbündnis Österreich regieren könnte – oder eine «Koalition der Verlierer», wie die Rechtspopulisten seit Wochen höhnen.

Dass Bundespräsident Alexander Van der Bellen nicht wie üblich den Chef der stimmenstärksten Partei mit der Regierungsbildung beauftragte, wird nicht nur von der FPÖ als undemokratisch bezeichnet. Obwohl Van der Bellen Gespräche anordnete und sich dabei bestätigte, dass Kickl keinen Partner findet, inszeniert sich die Partei seither als Opfer eines von ihr stets kritisierten «Systems».

Ob das zu ihrem Erfolg in der Steiermark beitrug, ist unklar. (...)

<https://www.nzz.ch/international/oesterreich-die-fpoe-triumphiert-in-der-steiermark-und-sendet-signale-nach-wien-ld.1858915>

---

*L'Express, 15 novembre, article payant*

### **Nous nous demanderons un jour pourquoi les populistes ont gagné, par Chloé Morin**

Tribune. Pour l'essayiste, ceux qui s'opposent au populisme tombent souvent dans deux excès opposés : soit censurer leurs idées, soit au contraire les valider pour ne pas paraître déconnecté de la réalité.

Extraits :

(...) En vérité, ceux qui se revendiquent du progressisme sont tombés dans un piège dont il leur est de plus en plus difficile de s'extirper. Car plus ils cèdent à la tentation de censurer les populismes, faute de savoir combattre leurs idées et convaincre de leur inefficacité, plus ces derniers sont jugés crédibles quand ils dénoncent le politiquement correct, et font passer leurs idées les plus odieuses pour la forme la plus vertueuse (car la plus sulfureuse) de la liberté d'expression.

L'observation du débat public français a de quoi déprimer les plus optimistes : les opposants médiatiques et politiques du Rassemblement national semblent désormais se diviser entre ceux (souvent de droite) qui, de peur de se voir reprocher d'être déconnectés des réalités quotidiennes vécues par nos concitoyens, vont jusqu'à valider toutes leurs opinions, y compris celles qui relèvent du fantasme ou d'une vision paresseuse et purement émotionnelle du réel. Et de l'autre, on trouve ceux qui, ne sachant plus comment lutter efficacement contre les idées conservatrices, réactionnaires et populistes, décident de faire sécession avec le réel, de s'absoudre totalement de toute obligation de parler à tous nos concitoyens, et ne parlent plus qu'à ceux dont les conditions de vie privilégiées et l'éducation leur permet encore de souscrire aux préceptes progressistes.

Entre ces deux pôles, le vide se fait peu à peu. Car ceux qui essaient d'habiter cet espace se voient intimer l'ordre de choisir leur camp : le bien ou le mal, l'idéal ou le réel, les gauchos ou les fachos. Il est étonnant de voir combien une par une, toutes les grandes figures médiatiques, mais aussi les plus grands médias se plient peu à peu à cette mécanique inéluctable qui appauvrit le débat public et nous conduit collectivement dans l'impasse. (...)

L'erreur est la voie royale vers le succès, nous rappelle *The Economist* cette semaine, en citant *Ulysses* de James Joyce : "Mistakes are the portals of discovery" ("les erreurs sont les portes de la découverte"). Oui, mais à condition de se rendre compte que l'on a commis des erreurs et d'être capable d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Or, c'est bien cela qui est sublime chez une partie des nouveaux procureurs médiatiques qui cherchent à remplacer nos lois par leur idée de la morale : ils ne se rendront jamais compte qu'ils ont tort, et même si c'était le cas, ils n'en tireront aucune conclusion. Et nous nous demanderons un jour pourquoi les populistes ont gagné.

*\*Chloé Morin est politologue et essayiste. Elle a cette année publié Quand il aura vingt ans : À ceux qui éteignent les Lumières chez Fayard.*

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/nous-nous-demanderons-un-jour-pourquoi-les-populistes-ont-gagne-par-chloe-morin-CEX4LBU4AZCBZCARXBOOAEFBDI/>

---

*Le Point, 12 novembre, article payant*

### **Giorgia Meloni, l'atout européen face à Trump**

L'ÉDITO DE LUC DE BAROCHEZ. Forte de sa popularité et de sa ligne atlantiste, la présidente du Conseil italien pourrait bien être l'ancre de stabilité d'une Europe divisée.



Giorgia Meloni, présidente du Conseil italien, à Rome (Italie), le 5 novembre 2024. © Remo Casilli/Reuters

### Extraits :

Telle Blanche-Neige entourée des sept nains, l'Italienne Giorgia Meloni domine de la tête et des épaules le groupe des dirigeants européens, dont la plupart sont restés pantois devant le résultat de l'élection présidentielle américaine du 5 novembre. Elle seule est en position de constituer un précieux trait d'union entre une Europe ballottée par les événements et l'Amérique de Donald Trump.

Emmanuel Macron a perdu une grande part de sa crédibilité depuis sa dissolution ratée de l'Assemblée nationale ; les sarcasmes que Trump lui a adressés pendant sa campagne laissent comprendre que leurs rapports seront compliqués. L'Allemand Olaf Scholz est hors jeu après [l'effondrement de sa coalition tripartite](#) ; il devra se soumettre à des élections anticipées début 2025.

Le Britannique Keir Starmer est novice sur la scène internationale ; en outre, son pays a quitté l'Union européenne. Il y a bien [le Hongrois Viktor Orban, trumpiste militant](#), qui se verrait volontiers en pont transatlantique. Mais aucun de ses pairs au Conseil européen ne lui fait confiance.

Reste l'Italienne pour prétendre jouer le rôle qui fut dévolu, il y a quatre décennies, à Margaret Thatcher auprès de Ronald Reagan. Le fait que la Péninsule apparaisse comme une ancre de stabilité politique en dit long sur la fragilité actuelle des grandes démocraties européennes et sur l'impotence de ceux qui les gouvernent.

Depuis deux ans qu'elle s'est installée au Palazzo Chigi, le siège de la présidence du Conseil à Rome, Giorgia Meloni a mené sa barque avec habileté, adoptant une posture proeuropéenne et atlantiste sur la scène internationale, tout en promouvant à l'intérieur une politique conservatrice sur le plan des mœurs. Ceux qui se bornaient à voir en elle une post-fasciste en sont pour leurs frais. Elle est plutôt apparue, à la tête d'une coalition d'union des droites, comme une post-populiste.

Comme l'a écrit le directeur du quotidien libéral *Il Foglio*, Claudio Cerasa, « *le gouvernement Meloni a réussi dans tous les domaines où il a ignoré l'ordre du jour de l'extrême droite* ». L'Europe tête de turc est devenue une vache à lait à caresser dans le sens du poil ; [l'immigration est une réalité à réguler par des accords](#) avec les pays de transit plutôt qu'une menace à combattre par un irréaliste blocus naval ; les finances publiques sont une réalité à gérer en bonne mère de famille plutôt qu'une pompe à subventions inconsidérées.

Les électeurs lui en sont reconnaissants. À l'heure où le dédagisme progresse partout sur le continent, son parti, Fratelli d'Italia, fait exception. Il récolterait plus de voix en cas de législatives aujourd'hui qu'il y a deux ans : 30 % au lieu de 26 %, [selon la moyenne des sondages calculée par le site Pagella Politica](#). (...)

L'Europe doit désormais mettre les bouchées doubles pour se montrer à la hauteur du défi. Il s'agit en priorité d'améliorer la compétitivité de son économie, d'amortir le choc commercial que provoquerait une guerre des droits de douane, mais aussi de prendre au sérieux sa propre sécurité, de renforcer sa base industrielle de défense et d'accentuer l'aide militaire et économique qu'elle fournit à Kiev.

Rien de tout cela ne pourra se faire sérieusement sans un minimum d'entente avec la prochaine administration Trump. Diffamée lors de son élection en 2022, Giorgia Meloni pourrait finalement s'avérer un atout salubre.

[https://www.lepoint.fr/editos-du-point/giorgia-meloni-l-atout-europeen-face-a-trump-12-11-2024-2575029\\_32.php](https://www.lepoint.fr/editos-du-point/giorgia-meloni-l-atout-europeen-face-a-trump-12-11-2024-2575029_32.php)

---

*Le Monde, 10 novembre, libre accès*

**Yascha Mounk : « Le problème n'est pas seulement l'existence des populistes, mais l'impopularité des alternatives au populisme »**

Le politiste analyse, dans un entretien au « Monde », les raisons de la défaite des démocrates américains, qui se sont coupés des réalités de la société, et leurs conséquences pour l'Europe, qui ne s'est pas suffisamment préparée après 2016.



Extraits :

Le politiste américano-allemand Yascha Mounk, professeur à l'université Johns-Hopkins de Baltimore (Maryland), a publié, en 2018, *Le Peuple contre la démocratie* (L'Observatoire), avant de dénoncer les dérives de la gauche radicale dans *Le Piège de l'identité* (L'Observatoire, 2023).

(...) Au lendemain de la présidentielle américaine, vous soulignez, sur le site « [Persuasion](#) », que l'argument de la défense de la démocratie n'a pas été opérant dans cette élection. Que s'est-il passé pour qu'un tel appel ne touche plus les électeurs ?

Si on regarde les sondages de sortie des urnes en Pennsylvanie, on voit qu'une majorité d'électeurs considèrent que la démocratie est en danger. Or, une bonne partie d'entre eux sont des électeurs de Trump ! Cela fait dix ans que j'essaie d'alerter contre les dangers bien réels que posent les populistes autoritaires comme Donald Trump. Mais il faut que la gauche commence à se regarder dans le miroir.

Si non seulement cet argument n'influence pas les gens, mais que ceux qui incarnent cette menace peuvent se l'approprier, c'est parce que les électeurs se méfient tellement des élites actuelles qu'ils sont prêts à tout pour les faire tomber. Cela montre que le problème n'est pas seulement l'existence des populistes, mais l'impopularité des alternatives au populisme. (...)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/09/yascha-mouk-le-probleme-n-est-pas-seulement-l-existence-des-populistes-mais-l-impopularite-des-alternatives-au-populisme\\_6384642\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/09/yascha-mouk-le-probleme-n-est-pas-seulement-l-existence-des-populistes-mais-l-impopularite-des-alternatives-au-populisme_6384642_3232.html)

---

👉 *Le Monde, 10 novembre, article payant*

### **Le livre de Jordan Bardella, un objet marketing propulsé par Vincent Bolloré**

« Ce que je cherche », qui paraît samedi 9 novembre, est un ouvrage à peine politique, encore moins littéraire, dans lequel le président du Rassemblement national étale ses inquiétudes identitaires et appelle son camp à l'union des droites, à rebours de la stratégie prônée par Marine Le Pen.



Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, au Danemark, le 28 septembre 2024. INGRID RIIS / AFP

#### Extraits :

(...) C'est le risque, lorsque l'on écrit une autobiographie à 29 ans : sauf à évoquer les disputes de cour d'école et deux mandats traversés comme une ombre, on se trouve assez vite la plume dans le vide. A la lecture de *Ce que je cherche*, (Fayard, 324 pages) le livre de Jordan Bardella paru samedi 9 novembre, l'on comprend les montagnes de précautions apportées par le Rassemblement national (RN) à maintenir le secret autour de son contenu : ses fans n'apprendront pas grand-chose qu'ils ne sachent déjà, et qui cherche à comprendre la pensée politique de Jordan Bardella aura perdu 22,90 euros. « *J'entends déjà mes détracteurs. Ils jugeront ce livre médiocre, indigent et sans intérêt* », écrit le président du RN en conclusion, comme pour désamorcer

d'éventuelles critiques à mettre sur le compte du militantisme supposé de la presse, l'un des fils directeurs de l'ouvrage.

A peine politique, encore moins littéraire, cet objet marketing est propulsé à l'approche de Noël par le milliardaire conservateur Vincent Bolloré, qui a mis la main sur tout ce qui permet de vendre un livre : une maison d'édition puissante, un groupe médiatique et le réseau de distribution Relay. « *Ni un essai, ni un programme* », prévient d'emblée Jordan Bardella, le livre se veut « *le reflet de [son] existence* ». Mais les 324 pages sont dénuées de toute introspection, révélation ou anecdotes nouvelles sur la courte vie d'un homme déjà ausculté par la presse et sujet d'une biographie fouillée (*Le Grand Remplaçant*, de Pierre-Stéphane Fort, Studiofact Editions, 240 pages, 20 euros), publiée en mai. (...)

Ses racines italiennes et son enfance dans une cité de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) n'occupent finalement qu'une petite partie de l'ouvrage. Le député européen manque de s'interroger sur les contradictions entre les conditions de l'intégration réussie de ses parents et grands-parents italiens – titre de séjour, logements proposés par l'Etat, naturalisation – et le programme qu'il défend à la tête du RN. Il s'attarde sur les difficultés de la vie quotidienne dans sa cité – qui n'est, pour autant, pas un coupe-gorge –, mais reconnaît aussi les facilités dont il a bénéficié pour s'extraire de ce milieu : scolarité dans le privé catholique, environnement familial protecteur.

Jordan Bardella ne perce pas vraiment le mystère de son engagement, qui l'a vu passer des cours d'alphabétisation donnés à des étrangers au militantisme pour renvoyer du pays ces mêmes personnes. C'est là, écrit-il, qu'il a compris l'impossible « *assimilation* » de nombreux immigrés, en même temps qu'il se passionnait pour Marine Le Pen, comme sa mère. (...)

Jordan Bardella, qui n'a jamais caché son admiration pour Nicolas Sarkozy, a quelques mots doux pour l'action de l'ancien président de la République (2007-2012), quelques regrets aussi. Mais il réserve ses piques à la gauche, responsable d'avoir fabriqué « *une société qui ne croit en rien* », coupable d'avoir privatisé la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques au bénéfice d'« *une secte qui cherche à imposer ses dérivés prétendument progressistes* », et surtout à Jean-Luc Mélenchon, le leader de La France insoumise. (...)

L'heure ne semble plus au confusionnisme lepéniste, au « ni droite ni gauche ». Jordan Bardella glisse cette adresse à son camp : « *Les victoires futures passeront par l'unité du camp patriote, par une capacité à agréger les orphelins d'une droite plus orléaniste. Je veux aller plus loin dans cette direction et tendre la main.* » Plus tôt, il professe « *l'indispensable jonction (...) entre la classe populaire et une partie de la bourgeoisie conservatrice* », dans les mêmes termes qu'Eric Zemmour.

C'est là une pierre dans le jardin de sa mentor. Jordan Bardella préconise la stratégie prônée par le journaliste et idéologue Patrick Buisson (1949-2023), chantre de l'alliance entre droite et extrême droite, dont Marine Le Pen ne veut pas entendre parler. Surtout, il assume le rapprochement avec une « *droite plus orléaniste* », libérale et modernisatrice. Il y a là le ferment d'un débat stratégique, l'ébauche d'une réflexion, hélas jamais poursuivie ni argumentée. (...)

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/11/10/le-livre-de-jordan-bardella-un-objet-marketing-propulse-par-vincent-bollore\\_6386048\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/11/10/le-livre-de-jordan-bardella-un-objet-marketing-propulse-par-vincent-bollore_6386048_823448.html)

---

*New York Times, 9 novembre, quelques articles gratuits / semaine*

## **The Long Global Trail of Resentment Behind Trump's Resurrection**

Disillusionment with the world that emerged from the Cold War has fueled a long-gathering revolt against the established order.

Extraits :

As the Cold War wound down almost four decades ago, a top adviser to the reformist Soviet leader, Mikhail S. Gorbachev, warned the West that “we are going to do the most terrible thing to you. We are going to deprive you of an enemy.”

In the celebrations of the triumph of Western liberal democracy, of free trade and open societies, few considered how disorienting the end of a binary world of good and evil would be.

But when the spread of democracy in newly freed societies looked more like the spread of divisive global capitalism, when social fracture grew and shared truth died, when hope collapsed in the communities technology left behind, a yearning for the certainties of the providential authoritarian leader set in.

“In the absence of a shared reality, or shared facts, or a shared threat, reason had no weight beside emotion,” said Nicole Bacharan, a French political scientist. “And so a dislocated world of danger has produced a hunger for the strongman.”

A different Russia, briefly imagined as a partner of the West, eventually became an enemy once more. But by the time it invaded Ukraine in 2022, disillusionment with Western liberalism had gone so far that President Vladimir V. Putin’s tirades against the supposed decadence of the West enjoyed wide support among far-right nationalist movements across Europe, [in the United States](#) and elsewhere. Western allies stood firm in defense of Ukrainian democracy, but even that commitment is wobbling. (...)

The curious resurrection and resounding victory of Donald J. Trump amounted to the apotheosis of a long-gathering revolt against the established order. No warning of the fragility of democracy or freedom, no allusion to 20th-century cataclysm or Mr. Trump’s attraction to dictators, could hold back the tide. (...)

It was the perfect storm for rabble-rousing. Far from an anomaly, Mr. Trump now looks like an inevitability, the answer, not once but twice, to the shattering of hopes for liberal democracy that accompanied the fall of the Berlin Wall.

<https://www.nytimes.com/2024/11/08/world/americas/trump-foreign-policy-assessment.html>

---

*Neue Zürcher Zeitung, 9 novembre, article payant*

### **Trump ist überall: Die populistische Revolution erschüttert den Westen**

Das wichtigste innenpolitische Phänomen des 21. Jahrhunderts ist der Populismus. Trump ist der Führer einer freien Welt, die von ihren Ängsten überwältigt wird.

#### *Extraits :*

Donald Trump hat die Wahl gewonnen, und das hat einen Grund. Der Republikaner ist der empfindlichste Seismograf unserer Epoche. Der Mann, der alles bis zur Karikatur vergrössert und vergrößert, dessen Reden vor Entgleisungen, haltlosen Unterstellungen und irren Übertreibungen strotzen, besitzt ein feines Sensorium. Früher als andere erkannte er den gewaltigen Umbruch in den westlichen Industriegesellschaften.

Im Wahlkampf 2016 erschreckte der alte und neue Präsident die liberalen Eliten mit seinen aggressiven Vorschlägen zur Bekämpfung der Migration. Eine Mauer wollte er bauen an der Grenze zu Mexiko. Der Zeitgeist war damals noch ein anderer.

Angela Merkel propagierte zur gleichen Zeit ihre Willkommenskultur und verkündete, Grenzen liessen sich nicht überwachen. In wenigen Monaten strömte eine Million Menschen nach Deutschland. Merkel wurde dafür als «Führerin der freien Welt» gefeiert. Trump musste sich anhören, [dass eine Steuerung der illegalen Migration nicht möglich sei](#).

Heute kontrolliert Deutschland seine Grenzen zu den Nachbarstaaten, und Italien richtet Lager in Albanien ein. Finnland weist Asylsuchende ab, weil Russland diese als Waffen im hybriden Krieg mit dem Westen missbraucht. (...)

Trendsetter Trump. Er spürte frühzeitig, wie sich in den westlichen Gesellschaften Widerstand gegen ungesteuerte Einwanderung und jede Form utopischer Politik aufbaute. Die zentristischen und linksliberalen Parteien frohlockten über die «Bereicherung» durch Asyilmigranten. Die Wähler aber sahen den Sozialstaat und die kulturelle Identität bedroht. (...)

Weil die Altparteien die Sorgen zu spät aufgreifen, hat sich der Populismus als das innenpolitisch wichtigste Phänomen des frühen 21. Jahrhunderts etabliert. Es ist eine kleine Revolution. Trump ist der Führer der freien Welt, die von ihren Ängsten überwältigt zu werden droht.

Auch in den Niederlanden und in Österreich haben Rechtspopulisten die nationalen Wahlen für sich entschieden. Auch in Ostdeutschland schnitten sie zuletzt sehr gut ab.

Die USA und Europa unterscheiden sich gar nicht so sehr, obwohl die Europäer verächtlich auf das vom Morbus Trump heimgesuchte Amerika herabblicken. Alles, was Trump zum allgemeinen Entsetzen ins Rampenlicht zerrt, findet sich auch auf dem alten Kontinent. (...)

Die Unzufriedenheit speist sich aus wirtschaftlichem Abstieg und kultureller Zurücksetzung. Sie entlädt sich in den Demonstrationen der französischen Gelbwesten, in Bauernprotesten und dem republikanischen Triumph im US-Hinterland.

Selbst die Umweltpolitik ist der Polarisierung zum Opfer gefallen. In ihrem moralischen Furor hat es Mitte-links geschafft, die Klimafrage ideologisch so aufzuladen, dass bereits das Wort Erderwärmung als Frontalangriff auf eine traditionelle Lebensweise mit Auto und Eigenheim verstanden wird. Wie bei der Migration auch hier ein Übermass an utopischen Erwartungen, die mit der Realität der meisten Menschen wenig zu tun haben. (...)

Auf unterschiedliche Weise haben die Bürger in den Industrieländern das Gefühl, Verlierer zu sein. Sie suchen daher Schutz und Sicherheit. Die Europäer wollen weniger Migration, weniger Personenfreizügigkeit. Das Schengen-Regime wird nur in abgespeckter Form überleben. (...)

Die Grundströmung, die Trump nach oben gespült hat, wird nicht verschwinden. Ihn als Faschisten zu titulieren, wie es Kamala Harris in Torschlusspanik tat, ist daher so sinnlos wie eine entsprechende Etikettierung von Marine Le Pen, Giorgia Meloni oder Alice Weidel. Die vernünftige Mitte sollte sich überlegen, warum der weisse alte Mann und die Frauen so erfolgreich sind. Denn nach der Wahl ist vor der Wahl. (...)

Die Zukunft gehört weder Nostalgikern noch Apokalyptikern. Sie gehört denen, welche die realen Probleme anpacken und die Menschen dabei mitnehmen – ohne dauererhobenen Zeigefinger und ohne populistischen Krawall.

<https://www.nzz.ch/meinung/trump-ist-ueberall-der-populismus-erschuettert-nicht-nur-die-usa-ld.1856139>

---

*L'Opinion, 7 novembre, article payant*

**Dominique Reynié (Fondapol) : « Les élites intellectuelles considèrent les succès populistes comme accidentels ou pathologiques, elles se trompent »**

Pour le politologue, l'Europe doit se regarder dans le miroir de l'élection présidentielle américaine et en tirer vite des leçons sur la façon dont la politique répond aux angoisses profondes des citoyens

*Dominique Reynié est politologue, universitaire et directeur de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).*

Extraits :

Le résultat de l'élection présidentielle américaine nous dit-elle quelque chose, à nous, Européens ? Pouvons-nous nous y regarder, comme dans un miroir ?

L'Europe et les Etats-Unis sont deux entités de taille démographique et de développement comparables. Elles font partie du même écosystème politique, fondé sur la démocratie compétitive, l'Etat de droit. Ce qui se passe en 2024 aux Etats-Unis, avec la réélection de Donald Trump, est une confirmation de ce qui se déroule sous nos yeux en Europe depuis une vingtaine d'années : une poussée électorale populiste profonde, qui porte de réelles préoccupations, mais dont la légitimité est niée. Les messages est exprimé

clairement au fil des élections, qu'elles soient européennes ou nationales. Le bloc constitué des droites en général et l'extrême droite populiste en particulier a atteint une représentation record de 45% au Parlement européen en 2019, il est désormais à 52%. La poussée se décline nationalement, avec les succès électoraux des populistes nordiques, néerlandais, autrichiens, allemands français, etc. Et pourtant, les élites politiques, intellectuelles, médiatiques continuent à considérer que ces succès sont accidentels ou pathologiques.

Vous dites qu'ils n'ont rien d'anormaux. On peut déplorer ces poussées populistes et ce qu'elles produiront...

Mais elles ont des raisons. Les populismes ont des points communs des deux côtés de l'Atlantique. Ils sont patrimoniaux : ils défendent un niveau et un style de vie menacés. Ce que les chercheurs Pippa Norris et Ronald Inglehart décrivaient dans leur ouvrage *Cultural Backlash : Trump, Brexit and Authoritarian populism*. Il décrit un malaise existentiel des peuples auxquels les élites urbanisées expliquent que leur niveau de consommation et de vie va baisser pour des raisons écologiques, que leurs repères culturels doivent laisser place aux considérations wokistes, que le sentiment d'appartenance à une nation doit s'effacer dans le débat sur l'immigration. Tous ces concepts, très moraux, sont imposés d'en haut. Il n'y a pas vraiment d'électeurs pour les soutenir... Mais comme il n'y a pas non plus d'offre politique raisonnable, rationnelle, non populiste pour tenir compte des préoccupations profondes. Ceux qui les expriment se sentent méprisés. il y a un boulevard pour les populismes, qui sont les seuls à s'en saisir.

Le résultat de cette élection présidentielle américaine préfigure-t-elle le futur politique de l'Europe ?

Aux Etats-Unis, on a fait la morale aux électeurs, on les a réprimandés, on leur a demandé de se conformer à un dogme dont ils ne savent pas trop d'où il sort, qui n'a jamais été validé électoralement. L'électorat dit clairement non. Et il le dit de façon radicale, en votant massivement pour Trump, pourtant condamné en justice et qui raconte n'importe quoi. L'Europe doit s'inquiéter. Le message des électeurs a été clair à de multiples reprises, comme en France au premier tour des législatives. Les électeurs ont aussi dit « non ». Et pourtant, la superstructure politique fait la sourde oreille. Elle met en place un front Républicain, écarte les élus RN des commissions parlementaires, en expliquant qu'ils ne sont pas légitimes, pas acceptables. Les citoyens ont le sentiment que leur vote ne compte pas dans le processus démocratique. Cela ne fait que nourrir les chances du populisme de l'emporter vraiment et nettement, comme cela s'est produit aux Etats-Unis. Si Donald Trump se saisit, par exemple, l'immigration, sans se soucier des commentaires moraux des élites intellectuelles, cela aura un effet puissant jusqu'ici, en Europe. Ce sera un accélérateur de la droitisation populiste de notre politique.

<https://www.lopinion.fr/politique/dominique-reynie-fondapol-les-elites-intellectuelles-considerent-les-succes-populistes-comme-accidentels-ou-pathologiques-elles-se-trompent>

---

*The Economist, Essay, 1 novembre, article payant*

### **Anti-politics is eating the West**

When politics is about hating the other side, democracy suffers

Extraits :

Nothing is more nakedly partisan than an [American political](#) convention. So it was all the more striking that, at the Democrats' jamboree in Chicago in August, Barack Obama chose to put party aside for a moment and address the whole country: "Our politics have become so polarised these days", the former president said, "that all of us across the political spectrum seem so quick to assume the worst in others unless they agree with us on every single issue." As delegates waved their banners, he launched an impassioned appeal for Americans from both sides to stop the rot. "The vast majority of us do not want to live in a country that's bitter and divided," he said. "We want something better. We want to be better."

"Negative partisanship" is the dry academic term for the fraught, emotional and damaging phenomenon that Mr Obama describes afflicting American politics. It is the inclination of people to vote not for a party in which they

believe, but against another one that they fear or despise. This way of doing politics has seen a marked rise in democracies around the world since the end of the cold war, a rise that has accelerated noticeably over the past decade. It is a bad thing.

The politics of being anti is a tactic. It is not focused on a set of issues, nor does it draw on a political philosophy. It is available to the right and left alike: although the right may be more susceptible to it, it can frequently be used to the benefit of the left. Mainstream voters feel hostility to the extreme right more often than to the extreme left. (...)

The electoral benefits of encouraging the “anti-” more than the “pro-” are obvious. Anger stirs people and gets them involved. It is often easier to gin up contempt than enthusiasm. If that riles supporters of the other party, so be it. Motivating your own voters to turn out is easier than persuading the other lot to switch sides. Hatred also creates useful elbow room for policy. Because it makes voters care about party-political outcomes more than anything else, they are sometimes willing to support plans that cut against their interests merely for the satisfaction of seeing their enemies suffer.

But a magic potion for elections can be a poison for democracy—and America is a good example of a place that is suffering its ill effects. (...)

Given its baleful fruits, why then has negative partisanship spread? “Because it works” is too simple an answer. Politicians have been denigrating their opponents ever since Cleon slandered Pericles in ancient Athens. So long as candidates can exploit atavistic fear and suspicion to trigger hostility towards the other side, they always will. For partisan animosity to be growing today, something must be making the benefits higher or the costs lower.

The grievance culture has many explanations, including the professionalism of today’s political campaigning and the fragmentation and consequent partisanship of the media market. But something deeper has changed, too. This essay is about what that something might be, and what politicians can do about it. (...)

To understand the deeper reasons for the worsening politics of antipathy—and perhaps, thereby, to see ways to make things better—*The Economist* has taken a broader view. We have put together what we believe is the biggest-ever dataset of voters’ feelings about the parties they support and oppose by tracking 274 elections in 50 democracies, ranging from West Germany in 1961 to the Netherlands in 2021. (...)

The other broad correlation (see chart below) is with a set of beliefs about politics itself. When voters believe that politics creates economic and social gains in which everyone can share, regardless of their party, they feel more warmly towards the other side. By contrast, when they see politics as a fight over a limited set of resources, they are susceptible to campaigns that set them against each other. (...)

When people think their government is effective they tend to feel better about politicians. Likewise, if they expect to thrive in the coming years and if they feel good about their lives then they tend to look on political parties more sympathetically. In all these cases, the improvement in voters’ sentiment is greater towards rival parties than their own. (...)

All this helps explain why negative partisanship often seems to begin with the right’s ill feelings towards the left. By and large, the right is inherently more sceptical about the good works of government. It is also more likely to see society in terms of competing groups. If the right is quicker to attack this way, though, the left is inclined to respond by disqualifying its critics’ views as bigoted, immoral and fundamentally illegitimate. Thus it begets tat. (...)

Negative partisanship is not simply unseemly; it can drive politics into a downward spiral. In a healthy system everybody has something to gain from working together. Government presents a whole landscape of possibilities, some of which can appeal to factions in rival parties. The anti-politics of negative partisanship collapses this into a one-dimensional, zero-sum spectrum between us and them. (...)

Across the world’s democracies, the task is to restore faith in politics. If voters believe that politics can be fair and for the common good, they will be less angry. If they think about policies instead of heroes and villains,

they are more likely to treat both parties as legitimate. People need to believe that politics is not just about deciding who gets what, but making life better or worse for everyone, and that the outcome depends on their own choices.

It surely counts for something that, whatever the merchants of grievance pretend, voters' choices do in fact make a difference. Politics is often denigrated as cynical and dirty, but as Mr Obama argued in Chicago, it doesn't have to be like that. *Bernard Crick, a political theorist, celebrated politics as a sublime human achievement. It enables complex societies to settle their differences and allocate scarce resources for the common good without resorting to violence. Compromise in politics creates the stability for people to be uncompromising in chasing their dreams.*

The idea that the vote in America on November 5th could determine the path of history is the sort of grandiose claim you would expect from partisans trying to stir up their base. This time it might just be true.

<https://www.economist.com/interactive/essay/2024/10/31/when-politics-is-about-hating-the-other-side-democracy-suffers>

---

### **The Election Will End. The World Won't** (WSJ, opinion, 31 octobre, article payant)

Both sides warn of an apocalypse if they lose. But there's plenty of life left in Lady Liberty.

#### Extraits :

(...) The political world, like the natural one, is ripe with anticipation. Some Americans will wake up next Wednesday in despair. Half the country—or at least a sizable part of the losing half—will feel that all is lost, every ounce of their hope and hard work has been wasted. The candidates themselves trade on these themes.

Kamala Harris says it's time to turn the page. By this she means the nation needs to excise the cancer of Trumpism. If allowed to metastasize with electoral success, the MAGA worldview will destroy decades of hard-won social progress. It will bend the moral arc of history away from justice, and this we can't abide. Her campaign promise is that she'll save the country from that fate. Choose her and avoid fascism.

Donald Trump's campaign, as always, is about making America great again. He pledges to restore the nation's economic health and civic pride. His vision involves running off the progressive menace, purging the deep state, and inoculating society against wokeism. That means tariffs and border walls to protect Americans from destructive external forces. The Chinese are coming. Opioids will take your children. His social-media accounts remind supporters how many days remain "to save America."

Both sides are treating this election as a potential apocalypse. Everything is on the line. The party is over for good if the wrong party wins. But is it? Is the American experiment really so close to the edge?

Not from where I'm sitting. If you zoom out—and I mean *way* out—things are going pretty well in the land of the free and the home of the brave. We are on the cusp of our 250th birthday. We still have our republican form of government, our Constitution and Bill of Rights, despite some close calls. Roughly 2% of the population lost their lives in the Civil War—the equivalent of 6.5 million people today. In the 20th century we made it through two world wars, a great depression, the assassination of two presidents and the resignation of another, the trauma of Vietnam and the fall of communism. Even after all that we stood tall as the world's sole superpower.

The U.S. boasts an innovative and resilient economy that is the envy of the world. We live longer and better than our grandparents did. Our universities and companies are magnets for global talent. We invented the telephone, the airplane, the automobile, and the internet. We've given the world jazz, rock 'n' roll and hip-hop. We have Hollywood and Silicon Valley. Wall Street is still top dog. The dollar is the world's reserve currency and U.S. Treasuries are the world's safest investment.

Face it: This country is far from average. It'd be hard for one person or one election to ruin it. (...)

Whatever happens in the weeks and months ahead, don't get carried away and don't despair. Take, if you can, the long view. Winter is coming, but spring is always around the corner.

*Mr. Hennessey is the Journal's deputy editorial features editor.*

[https://www.wsj.com/opinion/the-election-will-end-the-world-wont-politics-history-america-f4d996bf?mod=opinion\\_lead\\_pos7](https://www.wsj.com/opinion/the-election-will-end-the-world-wont-politics-history-america-f4d996bf?mod=opinion_lead_pos7)

---

**Présidentielle américaine: pourquoi des républicains informés et rationnels votent Trump** (Le Figaro, 31 octobre, article payant)

ANALYSE - Ils ont beau ne pas goûter les extravagances du candidat républicain, nombre d'électeurs de droite « modérés » sont prêts à voter pour le milliardaire new-yorkais pour des raisons économiques et par rejet de Kamala Harris.

Extraits :

En dépit d'une campagne assez décousue, articulée autour de discours fleuves où [Donald Trump](#), égocentrique et caricature de lui-même, donne l'impression de raconter tout ce qui lui passe par la tête, le candidat républicain fait toujours [jeu égal avec Kamala Harris](#). Les Américains sont-ils devenus fous ? La moitié des électeurs américains admirent-ils vraiment ce personnage outrancier, affabulateur, inconscient de la portée planétaire de ses propos ? En d'autres termes, peut-on être intelligent, informé et voter pour un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche ?

*« Il est fou. Il n'écoute personne. Il raconte n'importe quoi. D'accord. Mais on ne peut pas dire que les politiques qu'il a appliquées de 2017 à 2021 étaient mauvaises »,* explique Paul Hodey, juriste, conseiller fiscal, républicain bon teint, septuagénaire de la région de Washington. En deux phrases voilà résumées les raisons pour lesquelles des conservateurs reaganiens, des libéraux, des partisans de « l'ordre et de la loi », des chrétiens fondamentalistes, des diplômés, des chefs d'entreprise - en majorité des hommes - sont prêts à voter pour un tel personnage. (...)

Les républicains traditionnels semblent immunisés face aux outrances du candidat populiste. Ils ne prennent pas au pied de la lettre ses promesses de droits de douane de 60 % frappant les produits chinois, mesure qui relancerait l'inflation et provoquerait des rétorsions massives de Pékin. Quant à son engagement à mener « *des déportations massives* » de millions d'immigrants illégaux, il est perçu comme de l'hyperbole électoraliste.

Les conservateurs se souviennent en revanche des quatre années d'administration Trump. Au-delà du chaos, des revirements et des incohérences, beaucoup ont malgré tout trouvé leur compte dans son bilan. Donald Trump a réduit les impôts, fait nommer des conservateurs à la Cour suprême, préservé la croissance et le plein-emploi sans inflation, fait grimper Wall Street, aboli des réglementations honnies par les industriels, limité l'immigration, dopé la production nationale d'énergie et inauguré une nouvelle politique commerciale protectionniste finalement maintenue et même complétée sous Joe Biden.

La thèse d'un second mandat qui détruirait la démocratie, par un Donald Trump qui ne serait plus entouré que de fanatiques incompetents, ne convainc pas la majorité des républicains modérés. Ils jugent les contre-pouvoirs nombreux aux États-Unis. (...)

Ces électeurs traditionnels de droite, mal disposés à l'égard du populisme, se félicitent in petto que les délires démagogiques de campagne du septuagénaire séduisent un électorat populaire lassé du mondialisme élitiste des leaders démocrates. (...)

Leur démarche est renforcée par la conviction que le numéro de centriste interprété par Kamala Harris n'est guère crédible. On sait qu'elle vient de la gauche démocrate de San Francisco, laquelle la finance largement. La vice-présidente a toujours été fière d'être « *progressiste* » et « *woke* », sauf depuis le début du mois d'août. Son programme non chiffré est une collection de crédits d'impôt et d'aides fiscales destinés à rallier des hésitants mais n'est pas particulièrement centriste. Elle prétend réconcilier un peuple américain déchiré. Pour autant, elle

propose des aides directes à la création d'entreprises réservées aux non-Blancs. En outre, elle ne regrette rien de l'action politique de Joe Biden, dont elle se dit en tous points solidaire. (...)

<https://www.lefigaro.fr/elections-americales/pourquoi-des-republicains-informes-et-rationnels-votent-trump-20241030>

---

### **Is Kamala Harris right to call Donald Trump a fascist?**

The f-word helps explain him, but may not help beat him (The Economist, 25 octobre, article payant)

*Voir "Article du Jour"*

<https://www.economist.com/the-economist-explains/2024/10/24/is-kamala-harris-right-to-call-donald-trump-a-fascist>

---

### **The tightrope walker : Giorgia Meloni would make Machiavelli proud**

Italy's prime minister is far more popular than Emmanuel Macron and Olaf Scholz (The Economist, 24 octobre, article payant)

*Extraits :*

THE POLITICS of Italy have long been trapped in a cycle of rancid interaction between judges and prosecutors on the one hand and conservative politicians on the other. It dates from at least 1994, when the then-prime minister, the late [Silvio Berlusconi](#), was served with a subpoena while hosting a conference in Naples on organised crime. Berlusconi and [his outraged supporters](#) claimed he was a victim of politically motivated jurists—and repeated that claim *ad nauseam* over the years that followed.

On October 21st similar accusations were heard as Giorgia Meloni's right-wing cabinet met to discuss its response to another dramatic judicial intervention. A court in Rome had ruled that 12 migrants, shipped to [Albania](#), should be removed and taken forthwith to Italy. The ruling came just days after two Italian-built centres for receiving and holding asylum-seekers had been proudly unveiled at the launch of a €670m (\$730m) scheme for outsourcing Italy's immigration problems. The government's response was to pass a decree that aims to get around the problem by designating a list of countries as "safe" for the return of people who are not assessed as genuine refugees; but there is no guarantee that the courts will not overturn it. (...)

The abrupt suspension of the scheme is the most embarrassing rebuff that Ms Meloni has suffered since taking office two years ago. Until last week indeed, she and her Brothers of Italy (FdI) party had enjoyed a remarkably smooth ride. Partly that is a matter of luck. The opposition to her government is rancorously split between the centre-left Democratic Party and the maverick Five Star Movement. The Brothers' coalition partners, the more moderate Forza Italia party led by Antonio Tajani and the more radical League headed by [Matteo Salvini](#), bicker incessantly but show no sign of defecting. Italy's economy has grown, albeit modestly considering the amount of money thrown at it: some €208bn is coming from the EU as part of its programme for reversing the post-pandemic slump; yet more is being pumped out of the treasury into the real economy in the form of lavishly generous home improvement subsidies introduced by a previous government.

But her good luck should not detract from a recognition of Ms Meloni's skills as a political and diplomatic tightrope walker. (...)

By not backing Mrs von der Leyen, Ms Meloni not only pre-empted sniping from the more hardline League; she also equipped herself with an insurance against Donald Trump's return to the White House, getting into his good books by siding with the right.

At home, Ms Meloni has played a similarly deft, ambiguous game (...)

At least three questions hang over the remainder of Ms Meloni's term. One is whether the cumulative effect of such "culture war" incursions could turn Italy into a much less liberal country, aligning it more with central than western Europe. Another is whether, in the absence of reform, a slow-growing economy could cause the government problems in the financial markets. Public debt, which had fallen, is expected to rise to almost 140% of GDP by the end of 2026. But tax revenues this year have been higher than forecast and analysts seem untroubled. On October 18th Fitch, a ratings agency, revised its outlook for Italy's long-term debt from "stable" to "positive". (...)

A less quantifiable risk concerns Ms Meloni's micro-managerial style. "She wants to control everything," says Giovanni Orsina, professor of contemporary history at the LUISS university in Rome. "And she doesn't trust anyone. She could overload herself—or lose touch with reality."

But for the moment the reality is that Ms Meloni enjoys an approval rating of more than 40%—twice as high as those of President Emmanuel Macron of France and Chancellor Olaf Scholz of Germany. Not bad for a prime minister approaching the mid-term point at which leaders' popularity often crashes. ■

[Giorgia Meloni would make Machiavelli proud](#)

---

### **The disrupter-in-chief : Germany's populist superstar demands peace with Russia**

In an interview Sahra Wagenknecht trashes the consensus on Ukraine—and much more (The Economist, 24 octobre, article payant)

*Extraits :*

FEW GERMAN politicians divide opinion like Sahra Wagenknecht. A Putin-loving demagogue to her detractors, simply "Sahra" to her legions of adoring fans, Ms Wagenknecht has injected a high-octane blast of populism into a country that prefers its politics staid and consensual. Invariably decked out in her trademark high-necked jackets, Ms Wagenknecht rules the airwaves with her brainy but pointed polemics on Ukraine, immigration and other prickly subjects. Her political formula is unorthodox, yet the success of her [Sahra Wagenknecht Alliance \(BSW\)](#), a party she launched only in January, proves a talent for political entrepreneurship. And she has developed an uncanny knack for forcing other politicians to dance to her tune.

In an interview in her parliamentary office in Berlin, Ms Wagenknecht outlines her political philosophy and her aims. "Without a prominent face, no one knows what young parties stand for," she says, explaining why she launched a party with her image and under her name (the BSW will eventually be renamed, she says). "It is simply a programme that corresponds to what many people want. On the one hand, social justice. On the other, a conservative politics based on cultural traditions and reduction of migration, and which addresses the question of war and peace."

What Ms Wagenknecht calls her "left-conservative" politics blends a traditional left-wing menu—higher taxes on the rich, more generous pensions and minimum wage, scepticism towards big business—with a nationalist concern for cultural identity and a healthy dose of woke-bashing. The holder of a doctorate in microeconomics, she strongly backs [Germany's industrial model](#) and its backbone of the *Mittelstand*, small and medium-sized business she credits with providing ordinary Germans with decent wages and careers. She says Germany's government, which she has called the "stupidest in Europe", has hobbled firms by putting sanctions on [Russian gas](#), and she laments the "foolishness" of, for example, climate activists who wish to kill off the combustion engine, the source of so much of Germany's past prosperity. And she is vocal about the "major problems" of irregular migration, which she says is "overwhelming Germany".

Front and centre of her offer is [Ukraine](#), or what she calls "peace". Long steeped in the NATO- and America-bashing of the German hard left where she served her political apprenticeship, Ms Wagenknecht has found in the war an issue that clearly sets her aside from Germany's pro-Ukraine mainstream. She condemns Vladimir Putin's invasion, but says it sprang from Russia's legitimate concerns over NATO expansion. In June, together with the hard-right Alternative for Germany (AfD), BSW MPs boycotted a Bundestag address by Volodymyr

Zelensky, whose “uncompromising attitude” she blames in part for the ongoing fighting. There is a market for these views, especially in Germany’s east. (...)

Sarah Wagner, a BSW-watcher at Queen’s University Belfast, believes that Ms Wagenknecht does not want compromises over state governments to jeopardise her campaign for next year’s federal election, her real priority. “The basis of this party is opposition, and that isn’t going to work if they’re in government,” she says. One insider says the party would be delighted to retain its current polling level of around 9% at that election. That would be enough to turn the BSW into a spoiler, making the business of forming coalitions yet more complicated than it already is, but not enough to move Ms Wagenknecht’s party out of her oppositional comfort zone. Perhaps that is fine with her. ■

[Germany’s populist superstar demands peace with Russia](#)

---

### **Poll position : Why Donald Trump has moved ahead in our election forecast**

With two weeks to go, the Republican candidate now has a slight lead (The Economist, 23 octobre, article payant)

*Extraits :*

FOR THE first time since August, Donald Trump has overtaken Kamala Harris in *The Economist’s* [statistical model of America’s presidential election](#). Our latest forecast shows that Mr Trump has a 54% chance of returning to the White House, up six percentage points during the past week. Although the race still remains more or less a coin toss, it is now weighted slightly in Mr Trump’s direction.

The shift in our model reflects a steady narrowing of Ms Harris’s lead in national polls during the past month. Shortly after she became the Democrats’ presumptive nominee in July, a chunk of respondents who had previously said that they were undecided or [backing third-party candidates](#) started supporting her, increasing her national vote share from 46% to 49%. Many of these voters were probably disillusioned Democrats.

Now, Mr Trump appears to be benefiting from similar partisan consolidation, as Republican-leaning undecided voters “come home” to their party’s nominee. Whereas Ms Harris’s support has been flat for two months, Mr Trump’s has ticked up from a low of 45% in August to 47% now. This has cut his deficit in the national vote from a high of 3.7 percentage points to just 1.6.

Our forecast still gives the vice-president a 74% chance of winning the popular vote. However, the reason that Mr Trump has pulled ahead is his advantage in the electoral college. State-specific polls published in the past week confirm that Mr Trump’s position has strengthened slightly in the plausibly decisive states, just as it has nationwide (see chart below). (...)

With just two weeks left in the campaign, there is little time left for polling averages to move much. That is no guarantee that the election will be close. It would take only a modest polling error, well within the range of historical variation, for either candidate to sweep the swing states and win a decisive victory. In fact, our model finds that there is a nearly 50/50 chance that one of the two candidates gets at least 306 electoral votes—the number that Mr Biden won in 2020, and that Mr Trump did in 2016. ■

[Why Donald Trump has moved ahead in our election forecast](#)

---

### **Jean Quatremer : La dernière tentation antisémite de la gauche**

Les actes antisémites ont augmenté de 192% en un an, selon la Direction nationale du renseignement territorial. La gauche doit aussi combattre l’antisémitisme qui s’est dissimulé sous le drapeau de l’antisionisme. (Libération, 19 octobre, article payant)

*Voir « Article du Jour »*

## **Die Menschen in Ostdeutschland wollen wieder eine Wende. Dieses Mal soll sie aber nicht von den Wessis diktiert sein**

Sie sind enttäuscht, das Versprechen des Westens von sicherem Wohlstand, von Freiheit, von parlamentarischer Demokratie hat ihnen nicht gebracht, was sie wollten. Sie sehnen sich nach der DDR, der Berechenbarkeit des Lebens, der straffen Führung von oben. Eine Fahrt durch den Osten Deutschlands. (NZZ, 16 octobre, article payant)

*Extraits :*

Ein hässlicher Ausblick? «Man gewöhnt sich dran», sagt Thomas, der Tiefbauunternehmer. Manchmal, wenn das Abendrot auf die beiden dampfenden Meiler hinter seinem Haus fällt, werde ihm richtig warm ums Herz. Der 52-Jährige kramt sein Handy hervor und zeigt ein Foto. Stimmt schon: Die untergehende Sonne verleiht selbst dem Braunkohlekraftwerk «Schwarze Pumpe» eine gewisse Schönheit.

Thomas hat sich mit seinem Nachbarn zu einem Feierabendbier auf dem Parkplatz vor dem Haus getroffen, auf der Ladefläche seines Pick-ups steht eine Kiste Lausitzer Pils. Die beiden leben seit Kindesbeinen hier neben der Schwarzen Pumpe im südbrandenburgischen Spremberg. Er erzählt gerne von früher, von der DDR. Schmutziger sei es gewesen. Nach der Wende wurde dann ein neues Kohlekraftwerk gebaut, eingeweiht von Helmut Kohl, dem Kanzler der Einheit. Seither regnet es in Spremberg keine Asche mehr, auf den Apfelbäumen in seinem Garten wachsen Flechten und Moos. Lebt es sich heute besser? «Besser nicht», sagt Thomas. «Es ist anders.» Die Luft mag klarer sein, dafür fehle der Zusammenhalt. Früher hätten sich die Menschen mehr umeinander gekümmert, es habe weniger Egoismus gegeben. «Ham ja auch alle mehr oder weniger gleich viel verdient. Da war keiner mehr wert als der andere.» Ein wenig von der guten, alten Ordnung – das wünscht er sich jetzt zurück.

34 Jahre sind seit der Wiedervereinigung vergangen. Aber die DDR, der ehemals sozialistische Osten Deutschlands, ist in den Köpfen vieler Leute immer noch allgegenwärtig. Wer durch Brandenburg, Sachsen, Thüringen fährt, um zu verstehen, warum hier die in Teilen rechtsextreme AfD so erfolgreich ist, hört überall Anekdoten von früher. Nicht von den Foltergefängnissen, dem Schiessbefehl an der Grenze oder der Bespitzelung durch die Stasi. Sondern davon, dass das Leben berechenbarer war. Ehrlicher. Man hört von scheinbar Banalem, von Küchengeräten und Mopeds, die so gebaut wurden, dass sie möglichst lange funktionierten. Keine Wegwerfprodukte mit eingebauten Sollbruchstellen. Viele fühlen sich betrogen. (...)

Besonders im Osten Deutschlands ist die AfD mit ihren Parolen weit in die Mitte der Gesellschaft vorgedrungen. Sie ist zu einer bestimmenden Kraft geworden: stärkste Partei in Thüringen, wo der besonders radikale Scharfmacher Björn Höcke als Spitzenkandidat antrat. Nur knapp auf den zweiten Platz verwiesen bei den Landtagswahlen in Brandenburg und Sachsen. (...)

Thomas, den Bauunternehmer, frustriert das. Die Ausgrenzung der Rechten sei undemokratisch, sagt er, sie solle ihre Chance zum Mitregieren bekommen. Kriegt sie aber nicht. «Es spielt keine Rolle, wie wir wählen. Am Ende schliessen sich die anderen Parteien zusammen.» Seine Stimme und die vieler anderer werde nicht ernst genommen. (...)

Die Sehnsucht nach den alten Verhältnissen schwingt bei vielen Rednern in Gera durch. Man trauert nicht dem Kommunismus nach, wohl aber der straffen Führung. Mehr noch als über die liberale Einwanderungspolitik, die Sanktionen gegen Russland und die teuren Klimaschutzmassnahmen schimpfen sie über die Schwäche der Regierenden. Über deren halbherzige Kompromisse – dem Wesen der parlamentarischen Demokratie geschuldet. Und ein Vorwurf kommt immer wieder: Als die DDR vor 35 Jahren am Ende war, sei man vom Westen «annektiert» worden. Nun aber liege das System der liberalen Demokratie, der «woke Wertewesten», in Trümmern. Und der Osten werde sich revanchieren. Es ist «payback time». Wendezeit, wie schon 1989. Der Osten will nicht werden wie der Westen. Er wollte es nie. (...)

Aber wurde die ehemalige DDR von der Bundesrepublik annektiert? Kein anderes Land des Ostblocks ist nach der Wende so weich gelandet. Immer noch liefert ein Teil der deutschen Steuerzahler 5,5 Prozent ihres Einkommens als «Soli» für den Aufbau der Wirtschaft im Osten ab. Grossstädte wie Dresden, Leipzig oder Jena haben sich in blühende Metropolen mit starker Industrie und Hightech-Konzernen verwandelt. Die Wirtschaftsleistung wächst in den neuen Bundesländern, während sie in den alten schrumpft. Die Transformation, also der Umbau der DDR in eine nach den Prinzipien der Marktwirtschaft ausgerichtete Demokratie, ist eine Erfolgsgeschichte. Einerseits.

Andererseits bleibt das Lohnniveau im Osten um gut ein Viertel niedriger als im Westen. Und es gab im Zuge der Wiedervereinigung tiefe Kränkungen. Darüber, dass westdeutsche Beamte, die in den Osten geschickt wurden, eine monatliche Prämie bekamen, die im halboffiziellen Sprachgebrauch «Buschzulage» hiess. Dass die einst staatlichen Unternehmen fast ausschliesslich von westdeutschen Firmen übernommen wurden, die in vielen Fällen bloss die Filetstücke herauslösten und dann den Grossteil der Belegschaft kündigten. Auch das ist Kapitalismus. Aber so hatten sich das die Menschen nicht vorgestellt, als am Abend des 9. November 1989 die Grenzen geöffnet wurden. (...)

[Von DDR zu AfD: Die Sehnsucht der Ostdeutschen nach Sicherheit und Führung \(nzz.ch\)](#)

---

### **Pour la première fois, l'extrême droite belge conquiert une ville en Flandre**

Avec 47,4% des voix, Guy D'haeseleer et ses colistiers disposent d'une majorité absolue de sièges au conseil communal de Ninove, ville de 40.000 habitants à l'ouest de Bruxelles. (Le Figaro, 14 octobre, libre accès)

*Extraits :*

La ville de Ninove, à l'ouest de Bruxelles, va être la première commune de Belgique gérée par l'extrême droite flamande, après la victoire dimanche d'un député du Vlaams Belang (VB) à l'élection communale. «*Je pense que l'on a écrit l'histoire*», a réagi l'élu, Guy D'haeseleer, devant ses militants. Le cordon sanitaire «*est définitivement jeté à la poubelle*», a-t-il ajouté. Une référence au principe appliqué en [Belgique](#) - pays gouverné par des coalitions -, voulant que l'extrême droite soit systématiquement exclue des majorités.

La liste «*Forza Ninove*», déclinaison locale du VB, a remporté l'élection dans cette ville de 40.000 habitants avec 47,4% des voix, contre 30,8% pour la maire sortante, une libérale. Ce résultat assure à Guy D'haeseleer et à ses colistiers une majorité absolue de sièges au conseil communal. (...)

[Pour la première fois, l'extrême droite belge conquiert une ville en Flandre \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Die Deutschen lassen die Juden im Stich: Das Land der Nachfahren der Täter ist auch heute kein sicherer Hafen**

Ein Menschenalter nach dem Terror der Nazis müssen sich Juden in Deutschland wieder davor fürchten, als Juden erkannt zu werden. Das ist die Lage. Sie ist zum Schämen. (NZZ, 8 octobre, article payant)

*Extraits :*

Olaf Scholz schickte den Juden in Deutschland am ersten Jahrestag des Terrorangriffs der Hamas auf Israel [eine so gutgemeinte wie wirklichkeitsfremde Botschaft](#): «Es darf niemals sein, dass Bürgerinnen und Bürger jüdischen Glaubens hier in Deutschland in Angst und Schrecken leben müssen. Dass Juden sich nicht mehr trauen können, mit ihrer Kippa aus dem Haus zu gehen. Dass Jüdinnen und Juden an deutschen Hochschulen lieber nicht mehr sagen, dass sie jüdisch sind.»

Wie nennt man das, wenn einer sagt, die Realität sei etwas, das nicht sein dürfe? Naiv wäre naheliegend. Tapfer oder idealistisch wären wohlwollende Alternativen.

Richtig ist: Sehr viele Juden leben in Deutschland heute in Angst. Niemand, der noch bei Trost ist, trägt in Berlin, Hamburg, München oder Stuttgart für alle sichtbar eine Kippa auf dem Kopf (höchstens unter dem Hut

oder der Kappe); er würde, ohne verletzt zu werden, nicht weit kommen. Und wer wissen möchte, wie düster die Lage an den Hochschulen ist, muss nur den Mitgliedern der Jüdischen Studierendenunion zuhören. Die antisemitische Minderheit könne sich an den Universitäten förmlich «austoben», berichtete einer von ihnen kürzlich [im Interview mit dieser Zeitung](#). Die meisten Studenten und Professoren zeigten «nicht einmal mehr einen Hauch von Gegenwehr».(...)

Solidarität reicht nicht. Was fehlt, ist ein Staat, der mit Antisemiten kein Pardon kennt. Gefängnisstrafen für judenfeindliche Volksverhetzer und Abschiebehaft für judenfeindliche Asylbewerber wären ein Anfang. Vor allem braucht es eine Migrationspolitik, die die Zahl der Antisemiten im Land nicht erhöht, sondern reduziert.

Ein Menschenalter nach dem Ende der nationalsozialistischen Terrorherrschaft und dem millionenfachen Massenmord an den Juden haben die Vertreter der etablierten politischen Parteien in Deutschland einen Jargon perfektioniert, der zu jedem Anlass die vermeintlich richtigen Worte findet. Egal, ob [ein Rechtsextremist in einer Synagoge](#) mit selbstgebauten Waffen ein Blutbad anrichten will oder [muslimische Einwanderer auf Demos](#) gegen Israel und Juden hetzen: Die erste Reihe der Politik ist zur Stelle, mit ernsten Mienen und Solidarität. Man verurteilt, man mahnt, man hakt sich unter. Und es ändert sich: nichts. Im Gegenteil. Es wird schlimmer, erst recht seit dem 7. Oktober 2023. (...)

[Antisemitismus nach dem 7. Oktober: Die Deutschen lassen die Juden im Stich \(nzz.ch\)](#)

---

### **Antisémitisme: le «passage de témoin maléfique» entre le RN et LFI**

DÉCRYPTAGE - Un an après l'attaque terroriste du 7 octobre, l'antisémitisme a explosé en France. Le parti de Jean-Luc Mélenchon est accusé de souffler sur les braises. (Le Figaro, 7 octobre, article payant)

*Extraits :*

À l'heure où le monde s'apprête à commémorer l'attaque du Hamas contre Israël, qui a fait près de 1200 victimes, dont 43 Français, un constat domine : l'antisémitisme a fait depuis un an son grand retour dans l'Hexagone. Dans les actes, bien sûr. Mais aussi dans les mots. Un climat délétère pour lequel un mouvement est tenu pour responsable : [La France insoumise](#).

Du communiqué publié dans les heures qui ont suivi [l'assaut du 7 octobre 2023](#) aux sous-entendus explicites de Jean-Luc Mélenchon, en passant par la mansuétude de certaines figures à l'égard de groupes terroristes, cette gauche radicale s'est petit à petit mise au ban de la classe politique. Au point d'avoir endossé le costume de « parti repoussoir » jusque-là accolé au [Rassemblement national](#) (ex-Front national). « *Entre les deux, c'est LFI qui apparaît comme le plus inquiétant* », souligne Frédéric Dabi, directeur général opinion de l'Ifop.

Signe que cette bascule est intégrée par l'opinion, 57 % des sondés citent, selon une enquête Ifop pour la Fondapol et la branche française de l'American Jewish Committee (AJC), « *le rejet, la haine d'Israël* » comme première cause de l'antisémitisme. (...)

Par contraste, seuls 10 % des Juifs pointent du doigt l'« extrême droite », contre 33 % chez tous les Français. « *Il y a eu un passage de témoin maléfique entre LFI et le RN*, indique [Frédéric Dabi](#). *Malgré des préjugés antisémites qui ont la vie dure dans les deux électors, il y a eu une vraie inversion des valeurs.* » (...)

Parallèlement à la stratégie « communautariste » de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen a su très tôt que le dernier verrou de la « dédiablement » résidait dans son rapport à la communauté juive. Raison pour laquelle elle a mis en scène dès 2015 sa séparation politique d'avec son père sur la question de la Shoah. Et pris dès octobre 2023 la position inverse des Insoumis, en soutenant la riposte israélienne contre le Hamas et les Juifs dont elle se veut le « bouclier » contre l'islamisme. Une vaste opération de séduction qui aura comme point d'orgue la participation du RN à la grande marche contre l'antisémitisme en novembre. Manifestation où Emmanuel Macron et LFI brilleront par leur absence. Certes, Simone Rodan-Benzaquen « *ne peut pas balayer ces paroles* » encourageantes. Mais, elle n'ignore rien de la stratégie sous-jacente : « *C'est la meilleure façon de devenir un parti responsable, de gouvernement.* »

## **In the Wildersness : The Netherlands' new hard-right government is a mess**

Conflicts over asylum, farms and the constitution could bring it down

*Extraits :*

(...) For years the Dutch government has declined to build enough asylum centres, forcing municipalities to find housing. A painstakingly negotiated deal was supposed to start spreading applicants around the country next year. But the hard-right government that came to power in June plans to scrap that deal. On September 13th it announced a governing programme promising “the toughest asylum policy ever”.

Dick Schoof, the new prime minister, faces a series of baffling policy conundrums. He is a non-partisan former civil servant picked as a compromise: the anti-Muslim Party for Freedom (PVV) came first in the election, but two centre-right coalition partners, the Liberals and New Social Contract (NSC), ruled out the PVV's leader, Geert Wilders, as prime minister. The PVV got the immigration ministry, and has demanded a complete halt to asylum procedures. That would violate immigration law, so it wants to declare an asylum emergency and set the law aside for now. (...)

The Netherlands faces no migration crisis: its asylum numbers are about average for the EU. The coalition's plans on housing and climate are mostly skimpy or counterproductive. Many Dutch wonder whether it will make it to Christmas. But Mr Wilders's PVV is at 27% in the polls, higher than at the election. He might not mind another one. ■

[The Netherlands' new hard-right government is a mess \(economist.com\)](https://www.economist.com)

---

## **Nach FPÖ-Wahlsieg: Was Österreich jetzt braucht**

Der Rechtsruck in Österreich lässt die Wirtschaft nicht kalt. Eine Mitte-Links-Koalition aus ÖVP, SPÖ und NEOS sollte die Kraft zu notwendigen Reformen finden. (FAZ, opinion, 1 octobre, article payant)

*Extraits :*

(...) Österreichs konservative Volkspartei [ÖVP](#) ist der große Verlierer der historischen Rechtsverschiebung der Nationalratswahl. Und doch liegt die Bildung der nächsten Regierung in ihrer Hand. Die rechtspopulistische, fremdenfeindliche FPÖ ist zwar mit 29,1 Prozent erstmals die stärkste politische Kraft im Land, ihr fehlen aber die Mitstreiter. Ebenso wenig reichen die Stimmen von Sozialdemokraten (SPÖ), Grünen und der liberalen Neos zu einer Mehrheit links der Mitte. Die ÖVP, mit 26,5 Prozent zweitstärkste Kraft, hat jede Zusammenarbeit mit dem am rechten Rand im Trüben fischenden FPÖ-Vorsitzenden Herbert Kickl ausgeschlossen. Das lässt eine Hintertür offen, sollte Kickl nach seinem größten politischen Triumph auf Spitzenämter verzichten, doch das scheint ausgeschlossen.

Retten könnte sich die ÖVP in eine Koalition mit den Sozialdemokraten, die nach vorläufigem Ergebnis auf ihrem Stimmentief von 21,2 Prozent verharren, in eine Zitterkoalition mit zwei Stimmen Mehrheit. Darauf zu bauen kann wegen wechselseitiger Abneigungen und ideologischen Verwerfungen beider politischer Lager für die Parteiführungen keine Alternative sein. Überdies ist unklar, ob die [SPÖ](#) ihrem Vorsitzenden Andreas Babler, der mit seinem linken Kurs gescheitert ist, die Prokura zur Parteiführung nicht noch entzieht.

So oder so wäre ein dritter Koalitionspartner nötig. Nach den schlechten Erfahrungen wird die ÖVP auf die Grünen gern verzichten, zumal die Wahlanalysen zeigen, dass Wähler von ÖVP und SPÖ eine Dreierkoalition mit den bürgerlichen Neos am meisten präferieren. Als Mediator dienen sich die liberalen und eher wirtschaftsfreundlichen Neos auch schon an. Wirtschaftsvertreter sehen dies teils mit gemischten Gefühlen.

Es waren schließlich ÖVP und SPÖ, die über Jahre die aktuelle Malaise verursacht haben: Die Abgabenquote auf Arbeitseinkommen in Österreich ist so hoch wie sonst kaum auf der Welt, das Steuersystem macht

Vollzeitarbeit unattraktiv, die Staatsverschuldung liegt mit 78 Prozent vom Bruttoinlandsprodukt weit über jener Deutschlands mit 64 Prozent.

Die Arbeitslosenversicherung bietet zu wenig Anreize zur Arbeitsaufnahme, das privat mitfinanzierte Gesundheitssystem testet die Grenzen seiner Leistungsfähigkeit, und zu einer tragfähigen Reform der Rentenversicherung, die jedes Jahr mehr vom Staatsbudget verschlingt, fehlt den Politikern der Mut. Hinzu kommt: Die Abhängigkeit von Russlands Gas ist immer noch groß. (...)

Österreich braucht einen harmonischen Vielklang aus mehr wirtschaftlichen Freiheiten, Sozialreformen, staatlichen Investitionen in Infrastruktur statt in den Konsum und mehr Zurückhaltung bei den Staatsausgaben. Von ÖVP und SPÖ würde so ein Programm viel verlangen. Aber wer könnte es sonst umsetzen? Es steht viel auf dem Spiel: Die Stärkung der marktwirtschaftlichen Basis, die Verbesserung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit, der Erhalt des Lebensstandards und damit die Möglichkeit einer Verteidigung der freiheitlichen Gesellschaftsordnung in Österreich.

[Nach FPÖ-Wahlsieg: Was Österreich jetzt braucht \(faz.net\)](#)

---

### **Recht und Ordnung : The hard-right Freedom Party comes first in Austria**

A win for Herbert Kickl, a would-be Viktor Orban (The Economist, 30 septembre, article payant)

*Extraits :*

TWO DECADES ago it would have shocked the conscience of Europe. This time, it was generally expected. As forecast in the polls, a [hard-right populist party](#) came first in Austria's parliamentary elections on September 29th for the first time in the country's post-war history. The anti-immigrant Freedom Party (FPÖ), whose leader, [Herbert Kickl](#), says he wants to imitate Hungary's Viktor Orban, received 29% of the votes, according to initial exit polls—well above the 16% it got at the previous election in 2019. The governing centre-right People's Party (ÖVP) got 26%, followed by the Social Democrats (SPÖ) with 20%, their worst result ever. The liberal NEOS party and the Greens each got about 9%, comfortably above the 4% threshold to enter parliament. (...)

In recent weeks observers thought that massive floods in Austria and across central Europe might hurt the FPÖ, which denies the seriousness of climate change. They seem to have been mistaken. The FPÖ was in a jubilant mood. Christian Hafenecker, the party's general secretary, in effect said that Mr Nehammer should resign after his party's poor showing, and that he expects the FPÖ to lead the talks on forming a government.

Even so, the more likely outcome is a three-way coalition led by Mr Nehammer and the ÖVP, including the SPÖ and one other party. It would probably be a fragile construction. Mr Nehammer does not get on with Andreas Babler, the unpopular leftist leader of the SPÖ. His preference for a third partner is the NEOS, whose economic policies are close to his own. Mr Babler prefers the Greens. The travails of [Olaf Scholz's three-way "traffic-light" coalition](#) in Germany show how tricky a combo of three disparate parties is, in particular in challenging times. (...)

Even if the FPÖ and ÖVP end up in alliance under a compromise chancellor other than Mr Kickl, the FPÖ's leader would continue to pull the strings. *Some European hard-right leaders, such as Italy's Giorgia Meloni, have proven pragmatic once in power, but the FPÖ boss seems unlikely to be among them.* His self-proclaimed role model is Mr Orban, the Hungarian leader who has turned his country into a quasi-autocracy since coming to power in 2010. He is anti-immigration, anti-Islam and strongly Eurosceptic, and refuses to condemn Russia's invasion of Ukraine. His electoral programme, entitled "Fortress Austria", calls for ending political asylum entirely, which would breach European Union rules. (...)

Nonetheless, Mr Kickl is a cerebral strategist known for playing the long game. Should the ÖVP refuse to govern with the FPÖ, he might not be averse to remaining in opposition and fanning the flames of political polarisation. He will have another chance at the next parliamentary election in 2029, when he will still only be 60 years old.

If the FPÖ does end up leading a government, it will make Austria the latest in a growing cluster of European states where the populist hard right is in government or plays a crucial supporting role. These include Hungary, Italy, the Netherlands and Sweden (though Poland left the list last year). In 2000, when the FPÖ first entered a coalition with the ÖVP, other members of the European Union were so outraged that they attempted a diplomatic boycott of the country. Those days are long gone. ■

[The hard-right Freedom Party comes first in Austria \(economist.com\)](#)

---

### **Luc Rouban : «Dans un État qui s'affaiblit, les fonctionnaires se tournent vers le RN»**

ENTRETIEN - Le chercheur au CNRS Luc Rouban vient de publier une étude passionnante qui met en lumière une droitisation des fonctionnaires, de plus en plus séduits par le RN. Il l'explique par la perte du prestige social jadis associé à leur statut et par les attentats qui ont visé le corps enseignant. (Le Figaro, 28 septembre, article payant)

*Extraits :*

LE FIGARO. - Traditionnellement ancrés à gauche, les électeurs des trois fonctions publiques sont de plus en plus nombreux à se tourner vers le [Rassemblement national](#). En sept ans, le score des candidats du parti aux législatives est passé de 10 % à 32 % (de 12 % à 30 % dans la fonction publique de l'État, et de 17 % à 35 % dans l'hospitalière). Y a-t-il eu un tournant ? De quand date-t-il ?

LUC ROUBAN. - Cette droitisation s'est amorcée lors de l'élection présidentielle de 2012. C'est là qu'émerge le [vote Front national](#). S'il était déjà présent dans la police ou dans l'armée, il commence à se diffuser dans l'ensemble des fonctions publiques et notamment chez les employés.

C'est un tournant historique puisque la gauche était majoritaire dans les fonctions publiques depuis la III<sup>e</sup> République. Car le régime républicain s'est construit [sous la IIIe République](#) avec des services publics et des fonctions publiques largement marqués à gauche.

N'oublions pas que l'ensemble des fonctions publiques est en crise, avec un vrai problème d'attractivité. Il y a un problème de reconnaissance sociale. Le statut social de fonctionnaire était autrefois très valorisant, même sans salaires extraordinaires. Par le passé, tout le monde acceptait l'idée que les fonctionnaires soient moins payés que dans le privé, jugé précaire, car le fonctionnaire avait un statut social d'autorité. L'affaiblissement de l'autorité de l'État a provoqué un affaiblissement du statut social corrélatif du fonctionnaire, ce qui explique en grande partie leur vote pour le RN.

Au second tour des élections législatives, 20 % des enseignants ont voté pour le RN, impensable il y a encore quelques années...

Tout à fait. En 2012, le FN était entre 4 % et 5 %. Cela a sensiblement augmenté, surtout entre 2017 et 2024. On constate, historiquement, que plus le statut social et professionnel des enseignants est haut, moins cette catégorie professionnelle vote RN. D'ailleurs, il y a encore peu de votes RN chez les universitaires, agrégés ou professeurs de classes préparatoires. Et les professeurs des écoles votent d'ailleurs davantage pour le RN que les enseignants du secondaire et les universitaires. (...)

[Luc Rouban : «Dans un État qui s'affaiblit, les fonctionnaires se tournent vers le RN» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **NFP-RN, la grande mystification**

LA CHRONIQUE DE MICHEL RICHARD. Il paraît que la survie de Michel Barnier dépend du Rassemblement national. Mais sait-on que ce droit, Marine Le Pen le doit à la gauche... ? (Le Point, 28 septembre, article payant)

*Extraits :*

Mais on n'en restera pas là : le nouveau gouvernement est décrété par le NFP en état permanent de censure. Une censure de principe, systémique, aveugle. Rien de ce qui proviendra du gouvernement n'y échappera.

Libre au RN, s'appuyant sur ce socle, d'y ajouter, à son gré et à son heure, ses propres votes pour parvenir aux 289 voix fatidiques. *Et voilà donc la plus grande mystification politique qui soit : faire croire que le pouvoir est prisonnier du RN et s'en affliger à hauts cris alors que c'est la gauche, la gauche seule, qui donne à l'assassin l'arme qui lui permet de frapper.*

« Le gouvernement Barnier ne peut tenir que par l'assentiment du RN », assure un savant professeur de droit constitutionnel. Tu parles ! Il oublie juste d'ajouter que c'est parce que le NFP lui fait la courte échelle. Ce sont les voix du NFP qui sont mises à sa disposition sans même en discuter ! Open bar pour le RN ! Lequel pourra se rengorger d'une influence qu'il n'a pas de lui-même.

Pour le dire autrement, le NFP est le meilleur allié objectif du RN, sa « légende », comme on dit dans les services secrets, étant d'en être le pire adversaire. La gauche trouve à cette tromperie quelques avantages aussi substantiels que pervers. Attaquer à l'acide toute décision ou déclaration gouvernementale, chacune soupçonnée d'être dictée par l'extrême droite, en gage de son sursis, de sa survie.

[NFP-RN, la grande mystification \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr)

---

### **Building Fortress Austria : Austria's xenophobic right edges towards victory**

The Freedom Party is favoured to win the election on September 29th (The Economist, 27 septembre, article payant)

*Extraits :*

Listen to this story. Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Austria has been here before. On September 23rd Karl Nehammer, the centre-right chancellor, squared off in a televised debate against Herbert Kickl, the candidate of the hard right. The previous day Mr Kickl had refused to join a forum on a different station that included the leaders of the Social Democrats (SPÖ), the liberal NEOS party and the Greens. None of those parties has a realistic prospect of coming first in the election on September 29th. Mr Kickl, whose Austrian Freedom Party (FPÖ) has its best chance ever to lead the next government, got to face Mr Nehammer one-on-one.

Germany and other European countries are watching Austria's campaign nervously. The FPÖ's fortunes have often foreshadowed those of the hard right elsewhere. (...)

In theory any of the three top parties could form a coalition after the election, but the Social Democrats have shunned the FPÖ since that party's xenophobic turn in the 1990s. The ÖVP, on the other hand, has formed coalitions with them in 2000, 2003 and 2017. If the FPÖ wins the ÖVP would be its logical partner, but Mr Nehammer has vowed not to govern with Mr Kickl (whom he is said personally to loathe). Still, he could join a coalition with the party, with other FPÖ figures as ministers. In the debate Mr Nehammer said he has met many "sensible" FPÖ politicians.

The debate's polite tone suggested that if he wins, Mr Nehammer might lean towards a black-blue combo (black for the ÖVP and blue for the FPÖ). Previously he called Mr Kickl a security risk: the FPÖ's Russia-friendly profile led allied intelligence services to refuse to share information with the Austrians when he served as interior minister from 2017-19. (...)

A coalition between the ÖVP and the SPÖ is still possible. But Mr Nehammer's economic policies are closer to those of the FPÖ. In 2000, when the ÖVP broke the firewall between Europe's mainstream parties and hard-right populists, it was a shock; some thought it was merely an Austrian peculiarity. Today such firewalls are crumbling across the continent, and in Austria they have long gone. The upcoming election could put the Freedom Party back in government—and, for the first time, in the chancellor's office. ■

## «Die amerikanische Demokratie ist in Gefahr – nicht nur wegen Trump»

Kamala Harris gegen Donald Trump, Demokraten gegen Republikaner, eine Hälfte des Landes gegen die andere – selten zuvor war der Wahlkampf vor einer US-Präsidentschaftswahl so aufgeladen wie in diesem Jahr. Was kurzfristig für weitere Überraschungen sorgen könnte, gebe langfristig Grund zur Sorge, sagt der Politologe Stephan Bierling. (NZZ, 23 septembre, article payant)

*Extraits :*

«Die amerikanische Demokratie ist in Gefahr – nicht nur wegen Trump», sagt Stephan Bierling, Professor für Politik und transatlantische Beziehungen an der Universität Regensburg, kurz vor den Präsidentschaftswahlen. Bierling weist auf die «breite Spaltung in den USA» hin, die sich zwischen Demokraten und Republikanern gebildet habe. «Das ist für ein Präsidialsystem Gift», so Bierling in «NZZ Standpunkte». (...)

Donald Trump sei dabei zunächst einmal nur ein «Symptom von Entwicklungen, die sich über Jahrzehnte ins System gefräst haben». Er sei nicht ihr Verursacher. Und doch schwimme Trump auf diesen Entwicklungen. «Er nutzt sie, und er verschärft sie durch seine Rhetorik ungemein. Er ist Katalysator, Antreiber und Profiteur dieser Entwicklung.»

Mit seinem Ton verletze Trump dabei die Regeln der gewachsenen amerikanischen Demokratie. Wenn er etwa seine Gegner im Wahlkampf als Ungeziefer bezeichnet, dann missachte er das Gebot der Mässigung, das eine demokratische Gesellschaft immer brauche. (...)

Allerdings, so Bierling weiter, sei Trump nicht aus dem Nichts so mächtig geworden. Vielmehr habe er zehn Jahre lang eine sehr erfolgreiche Fernsehshow gemacht, «auf mittlerem intellektuellem Niveau», in der er viel gelernt habe. «Er probiert Dinge aus. Das funktioniert, das ist hohe politische Kunst. Und so wusste er sehr viel besser als andere, wie Amerika tickt und was man mit Amerika in der Zukunft machen kann.»

Das Problem seien Trumps autoritäre Grundinstinkte, sagt Bierling. «Ich glaube, er hat keine demokratische Faser in seinem Leib – und das amerikanische System ist nicht wirklich darauf vorbereitet, dass jemand wie er über dieses System wie ein Tsunami hereinbricht.» (...)

«Wechselwähler finden wir in den USA kaum mehr»

Die Mehrheit von ihnen zählt sich heute fest zu einem der beiden Lager. «Wechselwähler finden wir in den USA kaum mehr», sagt Bierling. «Wir haben im Grunde seit 2016, als Trump gegen Hillary Clinton antrat, kaum eine Veränderung der beiden Wählergruppen.» Nur noch etwa 3 Prozent der amerikanischen Bevölkerung würden laut Umfragen potenziell zwischen beiden Lagern wechseln.

[Bierling: Die amerikanische Demokratie ist in Gefahr – nicht nur wegen Trump \(nzz.ch\)](#)

---

## How the Trump Campaign Ran With Rumors About Pet-Eating Migrants—After Being Told They Weren't True

Springfield, Ohio, city officials were contacted by Vance's team and said the claims were baseless. It didn't matter and now the town is in chaos. (WSJ, 18 septembre, article payant)

SPRINGFIELD, Ohio—City Manager Bryan Heck fielded an unusual question at City Hall on the morning of Sept. 9, from a staff member of Republican vice presidential nominee JD Vance. The staffer called to ask if there was any truth to bizarre rumors about Haitian immigrants and pets in Springfield.

“He asked point-blank, ‘Are the rumors true of pets being taken and eaten?’” recalled Heck. “I told him no. There was no verifiable evidence or reports to show this was true. I told them these claims were baseless.”

By then, Vance had already posted about the rumors to his 1.9 million followers on X. Yet he kept the post up, and repeated an even more insistent version of the claim the next morning.

That night, former President [Donald Trump](#) stood on a Philadelphia debate stage and shot the rumor into the stratosphere. “In Springfield, they’re eating the dogs,” he said to 67 million viewers. “The people that came in, they’re eating the cats. They’re eating, they’re eating, the pets of the people that live there. And this is what’s happening in this country.”

In an instant, the everyday struggles of a typical American city grappling with an influx of immigrants were transformed into a bombshell political message laser targeted at voters distressed by immigration.

It was the culmination of a spectacular collision of forces that thrust Springfield into the heart of the U.S. presidential election. Over the summer, outside neo-Nazi groups—which specialize in exploiting local controversy to foment outrage about migrants—had seized on a local controversy and fanned the narrative of pet-eating Haitians.

Then the Trump campaign blasted those rumors to the world—and kept pushing them even after they were exposed as lies. The Trump campaign continues to run hard at the controversy. Trump last Friday said he planned “large deportations” from Springfield—whose Haitian community is overwhelmingly in the country legally. Trump campaign surrogate Vivek Ramaswamy plans to host a town hall in Springfield this Thursday. Vance said on Tuesday that Trump would like to visit Springfield, too, at some point. (...)

[How the Trump Campaign Ran With Rumors About Pet-Eating Migrants—After Being Told They Weren’t True - WSJ](#)

---

### **L'éditorial du *Figaro* : «Jean-Luc Mélenchon et la gauche tartufe»**

Le leader de LFI, c'est pratique pour gagner les élections, c'est plus problématique pour sa réputation. C'est dans le piège du pacte faustien que sont tombés un à un les tartufes socialistes, écologistes ou francs-tireurs comme François Ruffin. (Le Figaro, 17 septembre, article payant)

*Extraits :*

Quoi ! Qu'est-ce qu'on apprend ? [Jean-Luc Mélenchon](#) ne serait pas un paisible démocrate mais un stratège incendiaire ? Il aurait fait le choix du communautarisme électoral ? Après une décennie de compagnonnage avec La France insoumise, [François Ruffin découvre le croissant de lune](#) : une gauche raciale remplace la gauche sociale. Déjà la mécanique stalinienne en marche lui prépare le destin de Manuel Valls. Dans le même temps, François Hollande, membre d'une alliance dont il assume un programme largement inspiré par LFI (et avec laquelle il ne compte pas rompre), déplore lui aussi la «radicalité » de Jean-Luc Mélenchon.

On attend la déclaration de Gabriel Attal, qui, après avoir recommandé d'aller jusqu'au «bulletin LFI » pour faire barrage au RN, reconnaîtra qu'il était contradictoire de mener un front républicain avec des gens qui font campagne au faciès, [assument une rhétorique qui mène tout droit à l'antisémitisme](#) et finalement remettent en cause les principes de la République. Mélenchon, c'est pratique pour gagner les élections, c'est plus problématique pour sa réputation. C'est dans le piège du pacte faustien que sont tombés un à un les tartufes socialistes, écologistes ou francs-tireurs comme François Ruffin. Avec le patron des Insoumis, ils savent qu'ils ne seront jamais majoritaires, mais sans lui et ses coalitions bricolées - Nupes, NFP -, ils ne seraient pas à l'Assemblée. (...)

[L'éditorial du Figaro : «Jean-Luc Mélenchon et la gauche tartufe» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Cette gauche qui ne veut pas gouverner**

En enterrant d'emblée l'option Cazeneuve, le PS, qui aurait pu être à Matignon, s'est tiré une balle dans le pied et a joué le jeu de Mélenchon. Radiographie d'un sabotage organisé. (Le Point, 13 septembre, article payant)

*Extraits :*

(...) Ce refus de gouverner acte, selon plusieurs anciens responsables et cadres actuels du PS, une rupture dans l'histoire du parti à la rose. « *Le but de la direction du PS, aujourd'hui, n'est plus la gouvernance mais la protestation. Ils ont abandonné la culture de gouvernement. Le gauchisme a remplacé la social-démocratie*, regrette Cambadélis, qui ajoute : *Dans cette histoire, tout le monde a fait des coups tactiques. Le seul parti qui n'ait pas joué sa carte, c'est le PS. Cazeneuve a été prisonnier de l'immobilisme de Faure, qui est le produit de sa subordination à Mélenchon.* » (...)

Dans cet échec, il y a effectivement un gagnant : Mélenchon. [La nomination de Barnier](#) conforte son récit, sorte de réalité alternative qui consiste à dire que « l'élection a été volée » et que le peuple obtiendra, dans la rue, la destitution du président. « *Il a, finalement, obtenu ce qu'il voulait. Il savait très bien que la gauche ne serait pas aux manettes et il ne voulait pas qu'elle le soit. Dans son esprit, il n'y a rien et il ne peut rien y avoir entre Le Pen et lui. Castets n'a toujours été qu'un prétexte pour contraindre Macron à démissionner. Son seul but, c'est d'alimenter le chaos pour avoir une présidentielle anticipée. Rien d'autre ne compte pour lui* », décrypte un stratège du PS. (...)

[Cazeneuve à Matignon : comment le PS joue le jeu de Mélenchon \(lepoint.fr\)](#)

---

**« Pour la gauche, accepter les compromis est électoralement nécessaire et démocratiquement légitime »**

Si elle compte reconquérir le pouvoir, la gauche devra préserver l'unité de sa coalition tout en élargissant son socle électoral, un double défi qui oblige ses représentants à une posture d'ouverture, analyse le politiste Simon Persico dans une tribune au « Monde ». (Le Monde, tribune, 11 septembre, article payant)

*Voir "Article du jour"*

[« Pour la gauche, accepter les compromis est électoralement nécessaire et démocratiquement légitime » \(lemonde.fr\)](#)

---

**Comment la gauche française s'est « trumpisée »**

Non, la gauche n'a pas « gagné les législatives » ; oui, elle a empêché la nomination d'un social-démocrate à Matignon. Le NFP a montré son visage, celui d'une union bancal des mauvais perdants. (Le Point, opinion, 9 septembre, article payant)

*Voir "Article du jour"*

[La gauche française, mauvaise perdante, en voie de trumpisation \(lepoint.fr\)](#)

---

**AfD in Thuringia : How to deal with the hard-right threat in Germany**

As extremists win more votes across Europe, forming moderate and effective governments is getting harder (The Economist, 9 septembre, article payant)

[How to deal with the hard-right threat in Germany \(economist.com\)](#)

---

**Écartée du pouvoir, l'extrême droite allemande reste maîtresse du jeu en Thuringe et en Saxe**

Après des résultats spectaculaires dans les deux Länder de l'ex-RDA, personne ne veut discuter coalition avec l'AfD, qui va peser sur la politique de l'Allemagne entière. (Le Point, 5 septembre, article payant)

*Extraits:*

Tous les partis politiques allemands de droite à gauche sont catégoriques : pas question de faire appel à l'AfD pour former une coalition dans les Länder de Saxe et de Thuringe, où [le parti d'extrême droite a triomphé aux élections du dimanche 1<sup>er</sup> septembre](#). Avec près de 33 % des voix en Thuringe, où elle arrive en première position, et plus de 30 % en Saxe, où le ministre-président chrétien-démocrate sauve sa peau de justesse, l'AfD engrange un tiers des suffrages. Une démocratie en bon état de marche ne peut se permettre d'ignorer la voix du peuple, ne cessent de rappeler ses dirigeants depuis dimanche soir.

Alors que les pourparlers en vue de la formation d'une coalition vont commencer, Alice Weidel, la coprésidente du parti, exige d'avoir voix au chapitre : « Ce résultat est historique : 30 % des électeurs veulent que l'AfD gouverne. Notre main est tendue pour former un gouvernement. Nous représentons plus de 30 % des électeurs et aucun gouvernement stable n'est possible sans nous. »

Le problème est que personne n'a l'intention de se saisir de cette main tendue par un parti qui est, dans les deux Länder, sous surveillance de l'Office de protection de la Constitution (...)

Cependant, même si elle est écartée du pouvoir, l'influence de l'AfD restera grande. Tout d'abord par la pression qu'elle continuera à exercer dans le débat public et au sein des parlements régionaux au nom de la légitimité que lui ont conférée les urnes. Ses dirigeants ne manqueront pas une occasion pour dénoncer les piètres scores des petits partis qui vont essayer de s'unir pour former une coalition. (...)

Reste à savoir si l'AfD parviendra à conquérir les Länder de l'Ouest d'ici aux législatives de l'automne 2025. Au niveau national, rappelle un éditorialiste de l'hebdomadaire de centre gauche *Die Zeit*, les récents sondages ne la créditent que de 16 à 17 % des suffrages : « Que les choses soient claires : deux millions d'électeurs de Thuringe ne représentent pas la population allemande, pas plus que quatre millions d'électeurs en Saxe. Dans les sondages actuels, l'AfD ne fait que 16 à 17 % au niveau national. Et même si le parti affirme le contraire, on est bien loin de la majorité des Allemands. Les positions de l'AfD sont les positions d'une minorité. Et le fait que celles-ci soient exposées à grands cris n'y change rien. Dans l'isolement, c'est la quantité qui compte, pas le volume. » (...)

Il ne reste que peu de temps – treize mois tout juste – à la coalition tripartite (SPD-Verts-FDP) d'Olaf Scholz pour redresser la barre après les résultats pitoyables obtenus dimanche et [aux européennes du mois de juin](#). D'ici là, l'AfD peut étendre son influence à l'Est comme à l'Ouest. L'immigration, la sécurité intérieure et le pouvoir d'achat sont les grandes préoccupations des Allemands. Le gouvernement d'Olaf Scholz va devoir les convaincre qu'il s'attelle aux questions qui les angoissent.

[Écartée du pouvoir, l'extrême droite allemande reste maîtresse du jeu en Thuringe et en Saxe \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Berlin feels like an island in a swamp of neofascism – but the flood waters are rising**

I feel safe in the capital. An hour's drive away, white-pride tattoos remind me that we Berliners can't take our safe, hedonistic lives for granted any more (The Guardian, 5 septembre, libre accès)

*Extraits:*

I live on an island. I tend to forget this, but now with the last days of summer still perfect for a swim, I decide to drive an hour out of Berlin to a lake – and I'm instantly reminded of it. The first things I notice: idyllic nature, clean air – and a lot of neo-Nazis. It's not even hard to recognise them: in many parts of eastern [Germany](#) they stroll around with a puffed-out chest and unambiguous symbols tattooed on their arms, printed on their shirts or stuck to their cars.

Of course, in Berlin we have neo-Nazis, too, but their presence is more subtle. It certainly gives you a greater sense of security when you are not constantly confronted with white-pride slogans and you are not the only person of colour in a 500-metre radius. You will always find someone in this island to make eye contact with. Outside, it's better if you don't. (...)

The only exception is the new anti-immigrant “leftist conservative” party led by the ex-communist Sahra Wagenknecht. Her self-named party, Bündnis Sahra Wagenknecht, founded just this year, became the rising star in the latest elections, reaching double digits in Thuringia and Saxony. Wagenknecht’s fight against economic inequality (but only for the Germans!) seems to be just what the former communist eastern German states have been waiting for. According to the polls, Wagenknecht [could win](#) 17% of the vote share in Brandenburg on 22 September, which would be her best performance to date.

So the soup surrounding our island of Berlin becomes even murkier, with self-designated leftists who compromise on the basic consensus of anti-fascism. The danger of the waters seeping in seems inevitable, with federal elections coming up next year. (...)

Maybe it’s time for us Berliners to give up on the utopian idea that we are safe on our island – and instead strengthen our ties to the outside world. If we miss the chance to build alliances with the few anti-fascist comrades still drifting in the polluted surroundings, we will all go down in the same toxic waters.

*Fatma Aydemir is a Berlin-based author, novelist, playwright and a Guardian [Europe](#) columnist*

[Berlin feels like an island in a swamp of neofascism – but the flood waters are rising | Fatma Aydemir | The Guardian](#)

---

### **There’s only one way to keep Germany’s far-right AfD at bay. Address the concerns it exploits**

There are good reasons to place a political firewall around the extremists. But mainstream parties must also address the electorate’s loss of trust (The Guardian, tribune, 4 septembre, libre accès)

*Extraits:*

(...) As expected, Alternative für Deutschland (AfD) [won in Thuringia](#) with nearly 33% of the vote, and came second in Saxony with almost 31%. For the first time since the second world war, a far-right party has become a significant political force in Germany. (...)

Even if it’s difficult to justify from a purely democratic point of view, there are good reasons to maintain the *Brandmauer* (firewall) around the AfD. The party’s chapters in Thuringia and Saxony have been classified as “[rightwing extremist](#)” by [domestic intelligence](#). But where is the consternation in the mainstream parties over the loss of trust from vast swathes of the population? (...)

Disgruntlement with mainstream politics was long treated as a peculiarity of the former East Germany, which included Saxony and Thuringia. The vice-president of the Bundestag, Katrin Göring-Eckardt of the Green party, herself a native Thuringian, was not alone in claiming that some east Germans are “stuck in [dictatorship glorification](#)”. Now Göring-Eckardt’s Greens have been kicked out of the Thuringian parliament and are polling at 11% nationally. Telling voters that their concerns aren’t real, it turns out, is not an election-winning strategy.

Buteasterners are far from anti-democratic. There were lively public debates everywhere in the buildup to the elections. People discussed politics at workplaces and at the kitchen table. Turnout was at a record high, with three-quarters of people casting their vote. East Germans are neither fed up with politics nor with democracy. They are fed up with not being taken seriously.

The same applies to other demographics. A staggering 37% of young voters in Thuringia have voted for AfD. In Saxony it was 31%. Though higher than the national average, this is still in line with what we saw in the European parliamentary elections in June when the AfD beat all three parties of Scholz’s coalition in the 16-24 vote, coming second with 16% – just one percentage point behind the conservatives.

The AfD also won the working-class vote by some margin in the European elections, but this fact gained little media attention and seems to have raised no eyebrows in the other political parties. The working class used to be the SPD’s core base, giving it more than 30% of the vote in every election between the late 1950s and 2005. That this has since plummeted to a historic low is not because east Germans don’t understand democracy.

Ask Germans what their main concerns are. Immigration [tops the list](#), followed by energy prices, war and the economy. The word I heard over and over again in recent months was *angst*. Given that a growing number of immigrants are being charged with violent crimes, which are on the rise, many feel this is an issue of safety. But this is not just about immigration: people cite a deeper fear for the economic and political future of the country, amplified in the east but prevalent across Germany and the west.

These are uncomfortable topics to discuss, especially for left-leaning parties, but discussing them is exactly what they must do instead of handing a monopoly over those issues to the AfD. That is not the same as plunging into populism. If centrists don't start a constructive debate on sensitive issues, nobody will. The response to the regional elections must be more than preventing a far-right takeover. This is a belated wake-up call for Germany's mainstream parties. I hope it will be heard loud and clear in Berlin.

*Katja Hoyer is a German-British historian and journalist*

[There's only one way to keep Germany's far-right AfD at bay. Address the concerns it exploits | Katja Hoyer | The Guardian](#)

---

## Europe's Populist Surge Isn't Only About Immigration, It Is About Fading Trust

Pollsters and analysts think a key underlying motivator for voters is dwindling confidence in their governments (WSJ, 3 septembre, article payant)

*Extraits:*

BERLIN—Antiestablishment populism is on the rise in Europe, fueled not just by migration and economic and security fears, but by a deeper trend: Eroding confidence in governments' ability to overcome those challenges.

In Germany on Sunday, [the far-right AfD](#) and a new far-left populist party [obtained almost half the votes](#) cast in the eastern state of Thuringia, and together also took more than 40% in neighboring Saxony. In Thuringia, the AfD finished first, the first time a far-right movement has won a state election in postwar Germany.

In France, [a legislative election](#) that returned a hung parliament and gave the far-right National Rally almost a quarter of all seats—up sharply from the last election—has yet to yield a government two months later.

A litany of crises, from immigration to inflation and the war in Ukraine, has helped populists notch up electoral wins [from Italy to the Netherlands](#) and from [Sweden to Finland](#) in recent years. For some pollsters and analysts, however, crises are nothing new. What is new is voters' crumbling confidence that elected governments can solve them. (...)

In a Forsa survey of German voters published last week, 54% of respondents said they didn't trust any party to solve the country's problems. Only 16% said they trusted the government. Another survey of voters in France, Germany, Italy and Poland published by Sciences Po, a Paris-based university, earlier this year showed 60% of respondents had no trust in political institutions. The same proportion said democracy wasn't working. (...)

Even in France, where a two-round electoral system had long ensured stable majorities, political fragmentation is such that the past two parliamentary elections have returned hung parliaments. The latest in July still hasn't produced a government.

"I used to think politicians had basic honesty. That's over," said Gérard Brauchli, 72 years old, a retired ear, nose and throat doctor from central France. "They are not honest, not capable and they aren't courageous." (...)

Herfried Münkler, one of Germany's leading political scientists, said he thinks the lack of trust in government is partly the product of strident populist rhetoric, whose alarmism creates a sense of urgency that no government can ever get ahead of.

At the same time, "crises are stacking up like layers in a cake faster than they can be solved," he said, drawing an analogy with the 1920s in Europe. "Governments are overwhelmed... They are struggling to persuade people that while the problems are real, they are solvable."

There are concrete reasons why governments may feel less effective today. In France, Italy and the U.K., high public debt is restricting governments' policy choices. When newly appointed British Prime Minister Liz Truss unveiled plans for large unfunded tax cuts in 2022, worried investors caused a run on British government bonds, the pound fell to a record low against the dollar, and [she resigned after six weeks in office](#). (...)

[Europe's Populist Surge Isn't Only About Immigration, It Is About Fading Trust - WSJ](#)

---

### **Élections régionales en Allemagne : l'extrême droite signe une percée historique**

L'extrême droite allemande AfD s'est largement imposée aux élections en Thuringe et talonne les conservateurs en Saxe. Ces scores représentent un nouveau coup dur pour la coalition d'Olaf Scholz. (Le Point, 2 septembre, libre accès)

[Élections régionales en Allemagne : l'extrême droite signe une percée historique \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Scholz urges German parties to exclude far right as AfD poised for state election victory**

Alternative für Deutschland leader speaks of 'historic success' of top place in Thuringia and second in Saxony (The Guardian, 2 septembre, article payant)

*Extraits:*

(...) Alice Weidel, the AfD's co-leader, said: "It is a historic success for us. It is the first time we have become the strongest force in a state election. It is a requiem for this coalition [in Berlin]."

The 11-year-old AfD clinched its first mayoral and district government posts last year, but has never joined a state government. The remaining, democratic parties have vowed to maintain a "firewall" of opposition to working with the AfD, keeping it out of power.

The results in Saxony and Thuringia proved disastrous for the three ruling parties in Scholz's centre-left-led federal government, each scoring single-digit percentage shares of the vote in both states one year before Germany holds its next general election. (...)

The leftwing but socially conservative [Sahra Wagenknecht Alliance](#) (BSW), named after its firebrand leader, found that its calls for higher taxes on the rich, a tougher line on immigration and asylum and an end to military support for Ukraine struck a deep chord in the east.

As no party won an absolute majority, the eight-month-old BSW could prove key in talks on forming a government in both states, as it drew 11.8% in Saxony and 15.8% in Thuringia, according to the provisional results.

(...) Many eastern voters say they are increasingly [disillusioned with mainstream politics](#) more than three decades after national reunification, with the lingering impact of structural decline, depopulation and lagging economic performance compounding a sense that they are still second-class citizens.

[Scholz urges German parties to exclude far right as AfD poised for state election victory | Germany | The Guardian](#)

---

### **Schicksalwahl : The hard right takes Germany into uncharted territory**

The parties in Olaf Scholz's coalition are crushed in state polls (The Economist, 2 septembre, article payant)

*Extraits:*

AS THE DUST settled after elections in Saxony and Thuringia, two states in eastern Germany one thing was clear: the [hard right](#) had notched up a first. In Thuringia the Alternative for Germany (AfD)—a party whose

branches in both states have been formally designated as extremist—topped the polls in a state election for the first time since its founding just over a decade ago. In Saxony it fell just behind the centre-right Christian Democratic Union (CDU)—and only because many voters lent their votes to the conservatives to keep the AfD from top spot. Turnout in both states was high. Olaf Scholz, Germany’s chancellor, called the result “bitter” and urged other parties to keep the AfD from power. (...)

The symbolic nature of the results will resonate more than their substance. It is true that over 40% of voters in both states plumped for populist parties that sometimes sound like Kremlin mouthpieces. But German states have little power to shape the country’s foreign policy. Nor can election results in two small states whose combined population of 6.2m represents about 7% of the German total be taken as any sort of national bellwether. (...)

Yet Michael Kretschmer, the CDU premier in Saxony, was not wrong to say before the vote that his state was confronting a *Schicksalwahl*, or “fateful election”. The AfD has morphed from a group of grouchy Eurosceptics to a party whose more radical members, such as Mr Höcke, sometimes operate at the margins of democracy; some in Germany reckon the party should be banned. Its exploitation of grievances over inflation, immigration and Ukraine has found substantial backing not only in east Germany but across the country: the AfD has long occupied second spot in national polls, behind the CDU plus its Bavarian sister party, but ahead of all three parties of Germany’s national coalition.

The poor results for those parties will amplify tensions in the national coalition. The SPD will hope for a better performance in Brandenburg, another eastern state, which votes on September 22nd. But while the country chews over the consequences of the state elections, politicians in Saxony and Thuringia will now begin the painstaking work of negotiating coalitions—something that takes several weeks even at the best of times. (...)

Ms Wagenknecht, though, has made it clear that she will be no pushover in coalition talks. Before the elections she said that her BSW would only join parties in government that were committed to rejecting Mr Scholz’s recently agreed plan to station long-range American missiles in Germany from 2026. That may seem like a hubristic demand to make of a government that should be occupied with housing, education and policing. But it is a reflection of the uncharted territory into which German politics appears to be heading. ■

[The hard right takes Germany into uncharted territory \(economist.com\)](https://www.economist.com)

---

## Far Right Gets Historic Win in Eastern German Elections

Ballots in two states deliver the first far-right victory in Germany since the end of World War II—and a fresh embarrassment for Olaf Scholz’s government (WSJ, 2 septembre, article payant)

*Extraits:*

BERLIN—The [nationalist AfD](#) scored its first electoral victory in a German state election since its creation 11 years ago, according to projections on Sunday—a political earthquake and a milestone for a continent where centrist parties are increasingly on the defensive.

The AfD was ahead in Thuringia and a close second in Saxony while the three centrist parties forming Chancellor Olaf Scholz’s embattled government in Berlin were all but wiped out, initial surveys by public broadcaster ZDF showed shortly after the balloting ended.

With a combined population of just over six million, the two eastern states rarely make national news and the results have no practical bearing on the balance of power in Berlin. Despite its score, the AfD is unlikely to end up governing any of the states because it would need to form a coalition with a rival party and most have ruled out working with it.

Yet the vote has high symbolic value in Germany, where no far-right group has won a state or general election since the end of World War II and where centrist parties have successfully kept the AfD out of power since its creation in 2013. (...)

## **Mit den Wahlen in Thüringen und Sachsen bricht die Debatte über die Identität des Ostens und die Ignoranz im Westen wieder auf**

Die Deutschen müssen sich jetzt eingestehen, dass man mit der Wiedervereinigung die alten bundesrepublikanischen Verhältnisse verliert. (NZZ, 2 septembre, opinion, article payant)

*Extraits:*

(...) Der Osten Deutschlands? Im Normalfall interessiere dieser so sehr «wie die Rückseite des Mondes», aber bei Wahlen beobachtet man jedes Mal «das grosse Zittern», als würden «mongolische Heerscharen vor den Toren Europas stehen», stellte Dirk Oschmann in seinem Buch («Der Osten. Eine westdeutsche Erfindung», 2023) fest. So tobt auch um die Landtagswahlen 2024 in Thüringen und Sachsen sowie Brandenburg (22.9.) der Deutungskampf.

«Phu, der Osten!», seufzte die «FAS» vergangenen Sonntag und benannte – eher selten in der ewig schwierigen deutsch-deutschen Debatte – dann doch den tieferen Grund für die Hinwendung der Ostdeutschen zu populistischen Parteien wie der AfD und nun dem Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), die sich gegen das bestehende System richten und sich Putins autokratischem Russland zuwenden wollen: «Er liegt in der DDR.»

Was in Fachkreisen nie angezweifelt wurde, was Autoren wie Ilko-Sascha Kowalczyk («[Die Übernahme](#)»), Dirk Oschmann, [Ines Geipel](#) («Fabelland»), Steffen Mau («Ungleich vereint») oder Juliane Stückrad («Die Unmutigen, die Mutigen») seit Jahren thematisieren – die ambivalente Identitätssuche, die Kränkungen, die Wut, die Fremdenfeindlichkeit, die historische Kontinuität zweier Diktaturen im Osten und die mangelnde Aufarbeitung –, das alles interessierte die etablierte Politik kaum.

Nun bekommen allen voran die Grünen und die SPD von den Wählern die Quittung dafür, dass sie das Phänomen Ostdeutschland ignorieren und sich lieber mit Regenbogen- und Genderpolitik beschäftigen, Fragestellungen, die einem Malermeister in der Oberlausitz wurscht sind. Die AfD hat Themen wie Migration, innere Sicherheit, Arbeitslosigkeit, Corona-Politik auf ihre Art besetzt und die Ostdeutschen geschickt abgeholt: Umfragen prognostizieren der Rechtsaußenpartei 30 Prozent der Stimmen. Die Ursache liegt in einer Mischung aus postsozialistischer Entwicklung und reaktiver gesamtdeutscher Abwehrhaltung.

Es war eine Fehlannahme, dass man die rückwärtsgewandte, national gestimmte und nun zunehmend überalterte ostdeutsche Gesellschaft in ihrem Rückzug und ihrer Verklärung der DDR einfach in Ruhe lassen könnte. Warten, bis es vorbeigeht: Diese Ignoranz dürfte nun nicht in die Wahlurne einzahlen. (...)

Mittlerweile feiern auf sozialen Plattformen viele wieder eine DDR, die es so nie gab. Auf dieses hochpolierte nostalgische Moped springt nun locker auch ein Björn Höcke auf. Der thüringische AfD-Spitzenkandidat, Landes- und Fraktionsvorsitzende knattert auf Wahlplakaten mit einem hochpolierten Simson-Motorrad durch die Landschaft unter dem Motto «Wir lassen uns von den Grünen den Spass nicht verbieten». Währenddessen warnt im tiefen Westen Hamburgs die dortige Grünen-Justizsenatorin vor dem Einzug des «Faschismus».

Es ist nicht so schwer, sich vorzustellen, was einen mehr anzieht, wenn man das Gefühl hat, auf der dunklen Seite des Mondes zu sitzen.

[Identität Ost und Ignoranz West: Haben die Deutschen nichts dazugelernt? \(nzz.ch\)](#)

---

## **The Man Who Would Make Germany Far Right Again**

Björn Höcke wants to be the first politician to head a far-right government in postwar Germany. Polls say he has a chance. (WSJ, 26 août, article payant)

*Extraits:*

BERLIN—Since the end of World War II, the birthplace of Nazism has kept far-right forces out of power. A former high-school teacher who has never held political office is hoping to change that.

Björn Höcke, the firebrand head of the AfD party in the eastern German state of Thuringia, is leading ahead of a Sept. 1 regional ballot, according to an Aug. 13 survey by the INSA polling group. This puts a man who once said it was [problematic to represent Hitler as “absolutely evil”](#) in pole position to be the first postwar far-right politician to win a German state election.

Even if he doesn't end up governing, a ballot win would make history in Germany. Crowning one of Europe's most hard-line far-right groups would also mark an inflection point for a region where right-wing parties have [found success](#) by sanding down their ideological edges. (...)

The AfD as a whole remains a relatively broad church, home to conservatives as well as nationalists and nativist militants. But Germany's domestic intelligence agency has labeled the Thuringian branch an extreme-right organization because it says its positions are “against human dignity, democracy and the rule of law.” (...)

While he never served in the AfD's central executive bodies, Höcke and his supporters eventually emerged as victors from a string of internecine conflicts that led to the exile of most prominent members of the party's moderate wing. Jörg Meuthen, a former AfD chairman who left in 2022, said in a TV documentary this year that he regretted opposing a 2017 initiative to expel Höcke.

“Fundamentally, I find the goals that Höcke and his people are pursuing clearly dangerous for democracy,” Meuthen told public-sector broadcasters NDR and WDR. (...)

Even if the AfD wins the biggest share of the votes in Thuringia, Höcke still faces formidable hurdles to becoming governor. With no prospect of gathering more than 50% of the votes, he would need a coalition partner and no other party has so far been willing to engage.

“I'm no oracle,” said Salheiser, the director of the Jena-based institute, “but I'm assuming that regardless of its share of the vote and how many parliamentary seats it gets, the AfD won't be part of the next government.” (...)

[The Man Who Would Make Germany Far Right Again - WSJ](#)

---

### « Je nomme ici Monsieur Mélenchon »

Alors que deux voitures ont été volontairement incendiées devant la synagogue de la Grande-Motte samedi, le philosophe dénonce une atmosphère antisémite et « nomme » les LFIstes. (Le Point, tribune de BHL, 26 août, article payant)

*Extraits:*

(...) Cette France indigne des LFIstes qui piaffe

Je nomme ici Monsieur Mélenchon.

Je nomme Madame Rima Hassan qui, quelques heures avant l'attentat, déclarait qu'« en dehors de la pensée hégémonique occidentale, personne ne considère le 7 octobre comme un acte de terrorisme ».

Je nomme Monsieur David Guiraud et son ancien maître à penser, Alain Soral.

Je nomme tous ceux, élus et non élus, qui jouent avec les mots du « génocide » ; trouvent drôle l'idée d'un « bébé dans un four » ; relativisent, parce qu'elle est juive, le viol d'une enfant de 12 ans ; se mobilisent pour un humoriste qui caractérise un Premier ministre d'Israël comme un « nazi sans prépuce » ; règlent leurs querelles internes en qualifiant, ou laissant qualifier, leurs rivaux de « sales sionistes » ; ou trouvent des excuses à l'antisémitisme quand il n'est que « contextuel ».

Je pourrais également nommer, bien sûr, les antisémites de l'autre bord qui, comme par hasard, chez les néofascistes de Rivarol par exemple, estiment que c'est « l'extrême gauche » qui a, depuis la guerre de Gaza, « sauvé l'honneur de la France ».

Mais, pour l'heure, et comme la roue tourne, ce sont eux, les Insoumis, qui sont aux portes du pouvoir.

C'est cette France indigne des LFIstes qui piaffe, gronde, en appelle à la rue, menace, feint de céder la place et d' « ouvrir la voie » à un « soutien sans participation », revient.

C'est elle qui, après avoir instillé le venin de la haine dans deux campagnes électorales, législative, puis européenne, après avoir pris le reste de la gauche en otage et avoir étranglé la candidate à Matignon qu'elle prétendait soutenir, exige le ministère de ceci ou de cela.

Je n'ai pas de plan magique pour résister à la déferlante dont l'attentat contre la synagogue Beth-Yaacov de La Grande-Motte est la dernière manifestation en date.

Mais je suis plus convaincu que jamais qu'il faut refuser à ces gens de participer, si peu que ce soit, au gouvernement de la République.

[« Je nomme ici Monsieur Mélenchon » \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Sophia Aram : « L'extrême gauche est totalitaire et stupide »**

Attaquée de façon obsessionnelle par la « secte mélenchoniste », l'humoriste vide son sac. (Le Point, entretien, 21 août, article payant)

*Extraits:*

Le Point : Dans votre dernier spectacle, vous avancez l'idée, dans laquelle beaucoup de nos lecteurs se reconnaîtront sans doute, que ce n'est pas vous qui avez changé, mais la gauche. Quelles sont à vos yeux ses évolutions les plus déplorables – et dommageables ?

Sophia Aram : La soumission des sociaux-démocrates à la secte mélenchoniste ! L'incapacité de la gauche de gouvernement à dénoncer un programme abscons et à sortir d'une alliance mortifère de peur de perdre des élus, aux dernières législatives ou aux prochaines municipales. Le plus frappant, c'est la peur et le silence des sociaux-démocrates, qui se taisent et se soumettent au totalitarisme bruyant et à la bêtise crasse de l'extrême gauche. C'est curieux comme ils ont peur d'être traités de « *sociaux-traitres* »... Mais rien n'est impossible : les travaillistes anglais ont bien réussi à rompre avec les années Corbyn. (...)

Le 7 Octobre a radicalisé les positions. Les jugements sur vous aussi ?

Oui, car depuis leur volonté de me faire taire commence à se voir. On me prête des intentions dégueulasses et un pouvoir délirant. Mais l'extrême gauche est délirante, tant sur le plan des idées que sur la manière dont ils s'expriment et la violence de leurs attaques envers toutes les personnes qui ne pensent pas comme eux et ne rient pas des mêmes choses qu'eux. Pour résumer : leur fonctionnement, leurs méthodes et leurs manières sont devenus aussi totalitaires et stupides que leurs idées. Ce sont des crétiens violents. Et cette violence est, en outre, pratiquée en meute. C'est ce qui les caractérise aujourd'hui. (...)

Quel regard portez-vous sur la présence accrue du mot « islamophobie » dans le discours public ?

Je crois que les seuls à définir correctement l'« *islamophobie* », ce sont les islamistes eux-mêmes. Un islamiste tel Elias d'Imzalène explique clairement que « *l'islamophobie, c'est tout ce qui entrave la construction et le développement de la communauté, son expression, qu'elle soit visible ou politique, ici en France ou dans le monde* ». Il a au moins le mérite d'être clair. Ceux qui, comme les Insoumis, voient l'islamophobie partout s'inscrivent clairement dans une forme de collusion avec l'islam politique. (...)

Assistez-vous à une contraction de la liberté d'expression depuis le début de votre carrière ?

Je pratique mon métier d'humoriste de la même manière et avec la même liberté, mais cela déclenche plus de vagues et toujours plus de harcèlement en ligne. Ce n'est pas propre à l'humour, tous les journalistes, écrivains, élus et tous les individus sur les réseaux sociaux sont confrontés à ce phénomène. En invoquant l'offense, l'extrême gauche s'autorise la même violence que l'extrême droite, qui avait aussi lancé une vague de menaces

et d'intimidations contre moi, lorsque j'avais expliqué que j'avais du mal « à faire la différence entre un gros con et quelqu'un qui pense que tous ses problèmes sont liés à la présence de Noirs et d'Arabes sur le sol français ». Cette injonction permanente au respect d'un « sacré » relève d'une même fonction politique : menacer et interdire toute forme d'expression contradictoire. Là-dessus, extrême gauche et extrême droite partagent un goût identique pour les pratiques totalitaires et violentes. La bêtise d'une partie de leurs sympathisants leur permet d'attiser la haine à l'encontre de tous les contradicteurs. Leur puissance de harcèlement se limite heureusement aux réseaux sociaux. Il suffit d'éteindre et d'aller à la pêche pendant qu'ils vomissent leur haine. Puis de rallumer deux ou trois jours après lorsqu'ils ont choisi une nouvelle cible. Ce faisant, ils enferment leurs « communautés » dans une vision archaïque du monde, plaçant l'offense avant la liberté de rire ou la liberté d'expression. (...)

[Sophia Aram : « L'extrême gauche est totalitaire et stupide » \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Casseurs prépubères, ouvriers «patriotes» ou délinquants récidivistes : ces émeutiers qui plongent le Royaume-Uni dans l'insurrection**

Prônant leur «ras-le-bol» de l'immigration incontrôlée et de la délinquance étrangère, de nombreux émeutiers, très majoritairement issus de classes populaires, mettent à sac l'Angleterre. (Le Figaro, 7 août, article payant)

*Extraits:*

(...) Pour les autorités, la responsabilité de l'English Defence League - un groupuscule nationaliste créé il y a quinze ans et qui mobilise régulièrement des milliers de personnes lors de marches anti-immigration dans tout le Royaume-Uni - ne fait aucun doute. Mais dans les tribunaux, où ont d'ores déjà comparu de nombreux émeutiers, la réalité semble nuancée, faisant apparaître des profils issus de classes populaires, des pères de familles se revendiquant «patriotes», de jeunes enfants et même un homme de 69 ans, le prévenu le plus âgé pour l'heure, qui était venu à une marche armé d'une batte de baseball. (...)

Des profils qui semblent pour l'heure différents du récit des autorités, qui pointent la responsabilité de l'ultra-droite dans les émeutes. Certains accusés, qui ont été présentés au tribunal ce lundi, sont toutefois des délinquants multirécidivistes. (...)

Il faudra attendre de nouvelles arrestations et comparutions pour en savoir plus sur le profil des émeutiers. Toujours est-il que les villes touchées sont, dans leur majorité, des cités ouvrières, parfois classées comme les plus pauvres du pays. Hartlepool, dans le nord-est de l'Angleterre, où de nombreux commerces ont été pillés et une mosquée ciblée, est l'une des communes les plus défavorisées. Longtemps connue comme étant un bastion travailliste, elle s'est tournée vers la droite en 2021, en élisant un député conservateur. Aldershot, dans le Sud, où un hôtel abritant des migrants a été attaqué, mais également Manchester, où les violences ont été nombreuses, sont également marquées par la précarité. À [Sunderland](#), un enfant sur trois vit dans la pauvreté, d'après un rapport local. (...)

[Casseurs prépubères, ouvriers «patriotes» ou délinquants récidivistes : ces émeutiers qui plongent le Royaume-Uni dans l'insurrection \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Droht in Grossbritannien ein «Bürgerkrieg»? Neben Rechtsextremen ziehen auch radikale Muslime auf die Strassen**

Nach den Unruhen in England nimmt die Zahl der Verhafteten markant zu. Gleichzeitig steigt die Angst vor Konfrontationen zwischen Rechtsradikalen und Islamisten. (NZZ, 7 août, article payant)

*Extraits:*

(...) Die Lage bleibt angespannt. Die «Times» publizierte Nachrichten aus einer einschlägigen Chat-Gruppe im Netzwerk Telegram, wo Rechtsextreme die Adressen von rund 40 Kanzleien von Migrationsanwälten veröffentlichten – zusammen mit genauen Anleitungen zur Verübung von Brandanschlägen.

Ladenbesitzer oder Passanten mit Migrationshintergrund wurden Opfer von Gewalt, doch nahm jüngst auch die Gewaltbereitschaft von muslimischen Gruppierungen zu. So gab es Berichte über Übergriffe in Stoke, wo muslimische Banden im öffentlichen Raum «Allahu akbar» skandierten und sich mit Stangen und Stöcken bewaffneten.

In Plymouth im Süden Englands gerieten rechte und linke Aktivisten aneinander. Zu einer Eskalation kam es überdies in Birmingham. Hier musste der Sender Sky News am Montag eine Live-Schaltung abbrechen, als verummte Muslime «Free Palestine» riefen und vor der Kamera mit den Fingern Pistolenschüsse simulierten.

(...) Die Lage bleibt angespannt. Die «Times» publizierte Nachrichten aus einer einschlägigen Chat-Gruppe im Netzwerk Telegram, wo Rechtsextreme die Adressen von rund 40 Kanzleien von Migrationsanwälten veröffentlichten – zusammen mit genauen Anleitungen zur Verübung von Brandanschlägen.

Ladenbesitzer oder Passanten mit Migrationshintergrund wurden Opfer von Gewalt, doch nahm jüngst auch die Gewaltbereitschaft von muslimischen Gruppierungen zu. So gab es Berichte über Übergriffe in Stoke, wo muslimische Banden im öffentlichen Raum «Allahu akbar» skandierten und sich mit Stangen und Stöcken bewaffneten.

In Plymouth im Süden Englands gerieten rechte und linke Aktivisten aneinander. Zu einer Eskalation kam es überdies in Birmingham. Hier musste der Sender Sky News am Montag eine Live-Schaltung abbrechen, als verummte Muslime «Free Palestine» riefen und vor der Kamera mit den Fingern Pistolenschüsse simulierten.

(...)

[Strassenschlachten in England: Rechtsradikale gegen Islamisten \(nzz.ch\)](#)

---

### **If You Want to Understand Why Democracy Is Under Attack, Read This Book**

In “Black Pill,” the journalist Elle Reeve finds that the once-fringe alt-right is dead — because now it’s mainstream. (NYT, 5 août, book review, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits:*

(...) Reeve chronicles the alt-right’s rise in “Black Pill,” a chilling and insightful account of the throughline from dopey internet memes to Donald Trump’s 2016 victory, the seductions of QAnon and the storming of the Capitol. In Reeve’s telling, Charlottesville was the fulcrum between a before, when hateful ideologies were coalescing, largely out of view, and the after — which we now inhabit. If you want to understand why it increasingly feels like liberal democracy is failing, and why white supremacy, misogyny, antisemitism and homophobia are ascendant, read this book. (...)

That mass delusion, as insane as it may seem — that a deep state exists within the government, supported by celebrities and business leaders, operating a Satan-worshiping human-trafficking network — continues to infect minds both on the internet and in real life. If, as Reeve claims, “the alt-right is essentially dead,” it is only because so many of its ideas and obsessions are no longer alternative.

[Book Review: ‘Black Pill,’ by Elle Reeve - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

---

### **Crise de confiance : Les Français pensent que les partis politiques ne sont ni crédibles ni porteurs de solutions mais comment en sont-ils arrivés là ?**

82% des Français ont une mauvaise opinion des partis politiques, selon le dernier sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro. Mais comment en sont-ils arrivés là ? (Atlantico, 5 août, entretien, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits:*

Atlantico : 82% des Français ont une mauvaise opinion des partis politiques, selon le [dernier sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro](#). Les Français pensent que les partis politiques ne sont ni crédibles ni porteurs de solutions mais comment en sont-ils arrivés là ? Quelles sont les racines profondes de cette défiance des citoyens envers les partis politiques ?

Eric Deschavanne : La « racine profonde » est le sentiment de l'impuissance publique. La défiance, à cet égard, ne porte pas spécifiquement sur les partis politiques, mais sur la classe politique. La foi en la capacité de la société à se gouverner elle-même par l'intermédiaire de ses représentants décline fortement. Les deux grands facteurs de transformation de la société au cours des dernières décennies, la désindustrialisation et l'immigration de masse, n'ont pas été l'objet d'une décision démocratique : s'impose en conséquence le sentiment que l'évolution du pays n'est pas gouvernée ni maîtrisée.

On serait par ailleurs bien en peine d'indiquer un grand projet collectif réalisé par la classe dirigeante au cours du dernier demi-siècle. Je ne vois qu'une grande œuvre accomplie, la construction de la zone euro, mais celle-ci a eu pour effet une prise de conscience progressive de la dépendance irréversible de la politique nationale à l'égard de la politique européenne, bouleversant ainsi le rapport à la représentation nationale.

Autre enseignement de ce sondage : 75 % des Français considèrent que les partis politiques ne sont pas porteurs de nouvelles idées. Les partis politiques sont-ils dans l'incapacité de tenir un discours économique et social adapté au monde d'aujourd'hui ?

Maxime Tandonnet : Les partis politiques sont effectivement dans l'incapacité de tenir des discours économiques crédibles. Les questions régaliennes et de sécurité comptent beaucoup pour les citoyens également. L'incapacité à tenir un discours sur ces sujets est particulièrement flagrante sur l'économie. La situation est complexe car les citoyens attendent beaucoup de l'Etat et l'opinion est contradictoire à cet égard. Les Français attendent une protection de l'Etat et en même temps ils aspirent à davantage de liberté. Il est certain que les partis politiques n'ont pas trouvé le bon ton. Les partis sont soit très portés vers des mesures d'assistanat ou des mesures sociales impliquant un interventionnisme de l'Etat. C'est le cas de la gauche qui préconise dans le programme du Nouveau Front Populaire les 32 h, un revenu jeune, une forte augmentation du SMIC.

Le discours de la droite ne trouve pas non plus les bons mots. Les partis de droite ont un discours ultra libéral sur la réduction des services publics et du nombre de fonctionnaires. Tout cela ne plaît pas non plus aux électeurs. Il y a un niveau intermédiaire que les partis politiques n'ont pas été en mesure de trouver et de définir.

[Les Français pensent que les partis politiques ne sont ni crédibles ni porteurs de solutions mais comment en sont-ils arrivés là ? | Atlantico.fr](#)

---

### «L'extrême gauche (et la France) au pied du mur face à la tragédie vénézuélienne»

Si La France insoumise n'élève pas la voix contre la répression ordonnée par Nicolas Maduro, c'est parce que la faillite de la «révolution bolivarienne» qui a tant inspiré Jean-Luc Mélenchon risque de disqualifier sa propre «révolution citoyenne», analyse l'historien Christophe de Voogd. (Le Figaro, 4 août, tribune, article payant)

*Extraits:*

(...) [Le silence observé sur la tragédie vénézuélienne par l'extrême gauche](#) française, d'ordinaire si loquace et toujours omniprésente sur les réseaux et les plateaux, a de quoi surprendre. Une explication simple pourrait être son désarroi devant le possible effondrement d'un régime si longtemps admiré. (...)

Il est impossible de décrire ici la richesse de leur palette qui fait l'admiration et le bonheur documentaire du spécialiste de rhétorique politique : contre-vérités pures et simples ; omission ou minimisation de faits cruciaux ; usage systématique du «deux poids, deux mesures» et inversement ; fausse symétrie où l'on met sur le même plan démocraties et dictatures ; manichéisme radical où «ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous» ; relégation d'emblée de l'adversaire, même le plus modéré, dans la «fachosphère» ; enfin, art suprême, inversion

accusatoire qui transforme l'agresseur en agressé et la victime en bourreau, le tour de force étant la nazification d'Israël, État fondé par les survivants de la Shoah. Alors pourquoi ce long silence sur le Venezuela ?

(...) le cocktail politique chaviste, mi-électoral, mi-insurrectionnel inspire Jean-Luc Mélenchon comme en témoigne sa vision de la prise du pouvoir développé dans son blog personnel : *«La première phase peut être dite «instituyente». L'acteur social s'avance sur la scène, formule ses revendications. Il s'institue. Progressivement il élargit sa base à des catégories sociales de plus en plus nombreuses et diverses. Cet acteur s'auto-désigne lui-même «le peuple» (sic) [...] La phase suivante est «destituyente». La forme est une mise en cause générale de la légitimité des autorités politiques. [Elle] est caractérisée par l'affrontement plus ou moins violent avec les personnages représentant le monde politique gouvernemental, les médias, mais aussi parfois les élus en général [...]. La dernière étape est «constituante». Deux cas se présentent. Premier cas, au sens littéral, la revendication d'une nouvelle organisation des pouvoirs publics et des droits individuels provoque la convocation d'une Assemblée constituante (Venezuela, Equateur, Tunisie, Chili). Deuxième cas, des forums publics, des assemblées se mettent à discuter des formes que devrait avoir un État juste (Indignados Puerta del Sol en Espagne, Nuit debout à Paris)».* L'on peut s'étonner, au passage, que le leader de la France insoumise et ses «orateurs» ne soient jamais interrogés sur cet appel caractérisé à la sédition.

(...) l'on sait comment le procès de Nuremberg a heureusement disqualifié le nazisme et le fascisme. Tant que n'aura pas eu lieu, sous une forme ou sous une autre, un Nuremberg du communisme – l'occasion manquée des années 1990 - la route de notre servitude restera grande ouverte à de redoutables entrepreneurs politiques. Telle est la vraie leçon que la France et le monde entier devraient tirer de la terrible expérience vénézuélienne.

[«L'extrême gauche \(et la France\) au pied du mur face à la tragédie vénézuélienne» \(lefigaro.fr\)](#)

---

## **Venezuela : mais où est passé Mélenchon ?**

Le leader LFI a toujours affirmé son soutien au régime autoritaire de Maduro. Depuis la révolte qui a suivi sa réélection, aucun Insoumis ne s'est exprimé. (Le Point, 1<sup>er</sup> août, article payant)

*Extraits:*

(...) Ces jours-ci, Jean-Luc Mélenchon n'a pas utilisé sa boîte à meuh. On ne l'a pas entendu, pas plus que ses lieutenants Insoumis, évoquer la situation à Caracas. Depuis la victoire, dimanche, de Nicolas Maduro à l'élection présidentielle avec un peu plus de 51 % des suffrages, la rue s'embrase. Les statues de Chavez sont déboulonnées, les portraits de Maduro, arrachés. On dénombre une douzaine de morts, manifestants et militaires compris, et plusieurs centaines d'arrestations parmi les opposants, qui contestent le résultat. (...)

Le soutien à Maduro vient surtout de l'ennemi commun. Mélenchon attribue les maux vénézuéliens aux « États-Unis d'Amérique », pays contre lequel il se bat depuis ses premières années militantes. Maduro n'est qu'une victime des « agressions » nord-américaines, selon Mélenchon. Le déclin économique ? Les États-Unis en sont responsables, ils « sabotent » l'économie locale depuis « plus de vingt ans », dit-il sur sa chaîne YouTube en 2019, année où Guaido, le président de l'Assemblée, se proclame président par intérim, provoquant une crise sanglante (quelque 70 morts). Les pays de l'Union européenne ne sont pas en reste : dans l'esprit de Mélenchon, ils ne sont que des « succursales » du grand Satan nord-américain dans « l'offensive violente politico-judiciaire » contre le Venezuela. Et tant pis si la déroute économique et sociale du pays démarre bien avant les premières sanctions économiques des États-Unis, en 2013. (...)

Dix ans plus tard, 80 % de la population vénézuélienne est en situation de pauvreté monétaire, avec un revenu moyen (employés et ouvriers du privé) de 136 dollars par mois, et le pays, l'un des plus dangereux au monde, est classé 177<sup>e</sup> sur 180 pour la corruption par Transparency International. « Le manque d'accès aux droits économiques et sociaux [reste] vivement préoccupant », assure de son côté Amnesty International. On aimerait entendre la boîte à meuh.

[Venezuela : mais où est passé Mélenchon ? \(lepoint.fr\)](#)

---

## «Il y a un risque d'une coalition des extrêmes» : la réforme des retraites menacée à l'Assemblée

La gauche, comme le RN, veut abroger la réforme des retraites. La menace est en tout cas prise au sérieux dans l'exécutif (*Le Figaro*, 25 juillet, article payant)

*Extraits :*

La menace est en tout cas prise au sérieux dans l'exécutif. « Il y a un risque d'une coalition des extrêmes pour abroger la réforme des retraites », s'alarme un ministre. Car les chiffres parlent d'eux-mêmes : une Assemblée nationale sans majorité claire pourrait en trouver une sur l'abrogation de cette réforme. Les voix du RN plus celles de la gauche seraient suffisantes. Mais le chemin pour y arriver pourrait être plus compliqué que prévu. (...)

[Majoritaire au sein de ce cénacle](#) - plus haute instance exécutive de l'Assemblée -, la gauche espère que le rapport de force finira par lui être favorable. Le député LFI Antoine Léaument l'a d'ailleurs confirmé sur le réseau X, mardi : « Voilà pourquoi il était si important d'obtenir la majorité au bureau de l'Assemblée : permettre la recevabilité de cette proposition de loi. » Si le NFP l'emporte sur ce terrain, aucun filtre ne pourrait plus s'opposer à ce que l'Assemblée examine l'abrogation de la réforme des retraites. Voire qu'elle l'adopte, comme peut le laisser croire le soutien annoncé du RN au NFP. La question n'est donc plus de savoir qui aura la peau de la réforme des retraites, mais quand celle-ci sera abrogée. (...)

[«Il y a un risque d'une coalition des extrêmes» : la réforme des retraites menacée à l'Assemblée \(lefigaro.fr\)](#)

---

## Antisémitisme à LFI : bientôt l'appel au meurtre ?

Les déclarations du député Insoumis Thomas Portes sur les athlètes israéliens bénéficient du total soutien du parti mélenchoniste. Abject (*Le Point*, 25 juillet, édito, article payant)

*Extraits :*

[Le député Portes](#) est peut-être plus familier des interpellations gueulardes que de la compulsion des livres d'histoire, mais il ne peut, bien sûr, ignorer [le carnage de Munich, en 1972](#), durant lequel onze athlètes israéliens furent assassinés par l'organisation palestinienne Septembre noir. Il ne lui a pas non plus échappé que [la délégation venue pour les JO à Paris est déjà très menacée](#).

Si ce n'est pas un appel au meurtre, il s'agit du moins d'un message confortant ceux qui seraient tentés par le passage à l'acte. Mais le pire n'est peut-être pas là : LFI ne s'est absolument pas désolidarisée de Thomas Portes ! Comme d'habitude, pas de pas en arrière, pas d'excuse, on tient la position, aussi abjecte soit-elle. Nous avons donc en France un parti aspirant à participer au gouvernement qui ne rechigne pas à user d'une rhétorique susceptible d'animer des assassins sur notre sol... (...)

LFI n'a certes pas le monopole de l'abjection. La campagne des législatives a mis au jour [un nombre significatif de candidats RN tenant des propos antisémites ou racistes](#). Parfois les deux. La spécificité de LFI, dans cette morbide époque, tient peut-être à l'inafaillible soutien que l'appareil offre à ses ouailles, même dans leurs pires turpitudes. Les purges sont finalement réservées à ceux qui dénoncent la pente du mouvement. Et le clan mélenchoniste poursuit sa marche, sans payer le prix – notamment médiatique – de son cynisme. Tout passe. (...)

[Antisémitisme à LFI : bientôt l'appel au meurtre ? \(lepoint.fr\)](#)

---

## La CGT joue la carte du Nouveau Front populaire, un tournant politique majeur

Lors de la campagne des élections législatives, le syndicat a appelé à « voter pour le programme » de l'alliance de la gauche. Une rupture avec la ligne actée en 2005, consistant à « exclure toute attitude de soutien d'un projet politique » (*Le Monde*, 24 juillet, article payant)

*Extraits :*

Sophie Binet n'a pas indiqué de préférence quant au nom du (ou de la) futur(e) premier(e) ministre, mais elle a affiché son impatience pour la mise en place rapide d'un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP). A l'instar de sa fédération des cheminots, la secrétaire générale de la CGT a invité ses militants à se rassembler devant les préfectures et le Palais-Bourbon, jeudi 18 juillet, jour de l'ouverture de la XVIIe législature, « pour mettre l'Assemblée nationale sous surveillance et appeler au respect du vote populaire ».

Au diapason d'une majorité de syndicats, et fidèle à ses combats, la CGT, avec la CFDT, l'UNSA, la FSU et Solidaires, a mené campagne lors du scrutin législatif, contre l'extrême droite, « raciste, antisémite, islamophobe, sexiste, homophobe et violente ». Mais elle est allée plus loin, effectuant un tournant politique majeur.

Le 1er juillet, au lendemain du premier tour des élections législatives, dans une déclaration solennelle, son comité confédéral national – son « parlement », qui réunit ses fédérations et ses unions départementales – a lancé un appel à « voter pour le programme du Nouveau Front populaire ». Dans [le même texte](#), il a appelé « l'ensemble des candidat(e)s républicains à s'engager à abroger la réforme des retraites, à renoncer définitivement à celle de l'assurance-chômage et de la fonction publique, à prendre des mesures pour augmenter les salaires, les pensions et minima sociaux, à garantir un investissement massif dans nos services publics ». (...)

Mme Binet assure que son positionnement, qualifié d'« historique » par M. Mélenchon, lui a fait gagner des adhérents. Mais sa stratégie est risquée, d'abord si le NFP n'accède pas au pouvoir, ensuite si, dans cette hypothèse, il n'arrive pas à appliquer son programme, faute de majorité. Au premier tour des législatives, selon un sondage de l'institut Toluna Harris interactive auprès d'un échantillon de 6 081 personnes, 61 % des sympathisants CGT ont voté pour un candidat soutenu par le NFP au premier tour. Mais 17 % ont choisi le Rassemblement national.

[La CGT joue la carte du Nouveau Front populaire, un tournant politique majeur \(lemonde.fr\)](#)

---

**NPA : nouveau parti antisioniste** (Franc-Tireur, 24 juillet, tribune, libre accès)

*Extraits :*

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) a été accueilli à bras ouverts au sein du Nouveau Front populaire. On parle pourtant d'un parti de rupture, et pas seulement avec le capitalisme... Il est également sous le coup d'une enquête pour apologie du terrorisme. Le 8 octobre 2023, au lendemain des massacres perpétrés par le Hamas en Israël, le mouvement de Philippe Poutou se réjouissait de cette orgie de sang, de tortures et de viols, en affirmant – pas bégueule sur la méthode terroriste – son « soutien aux Palestiniens et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisis pour résister ». Le communiqué se concluait par un enthousiaste appel à l'« Intifada ! ». (...)

[NPA : nouveau parti antisioniste \(franc-tireur.fr\)](#)

---

**« Malheureux comme un Juif en France »**

TRIBUNE. L'écrivain Lionel Abbo, qui était « heureux en France » avant le 7 octobre, raconte son malaise et son désarroi depuis l'attaque du Hamas (Le Point, 24 juillet, tribune, article payant)

*Extraits :*

(...) Le 7 octobre, s'est produit un renversement de valeurs inédit. L'agresseur est devenu la victime. L'assassin est devenu l'opprimé. Le terroriste est devenu le résistant. Partout dans le monde, des barrières sont tombées. La parole antisémite a cessé de devenir un tabou.

Dans les tweets, dans les manifs, on ne dit pas encore « mort aux Juifs ». On crie « mort à Israël ». « Mort aux sionistes ». À la fin, on vise les mêmes personnes. Pour le moment avec des mots. Demain, avec le canon d'un

fusil ? Partout, des drapeaux palestiniens. Et des provocations, chaque fois plus décomplexées. Des mains rouges. Des triangles rouges. Des symboles, non pas de lutte, mais de destruction. De disparition. [From the river to the sea](#). (...)

Tous ces suppôts de Mélenchon ont mis le feu à la campagne. Et collé sur le front des Juifs de France une cible. Ils peuvent toujours prétendre le contraire, les faits sont là. Dans l'actualité, le viol d'une jeune fille de 12 ans, les étudiants bloqués dans les facultés, les manifestations devant Sciences Po, les appels au boycott, les affiches des otages déchirées dans les rues, les agressions, les insultes. (...)

Je me sens français, j'aime mon pays, et je ne veux pas l'écrire, parce que l'écrire, c'est déjà se justifier, laisser penser que ça pourrait changer. Je crois en mon pays, en ses institutions, j'entends les voix qui me défendent. Caroline Fourest. Raphaël Enthoven. Sophia Aram, qui tiennent la dragée haute à Guillaume Meurice, [Blanche Gardin](#) et Izïa Higelin. L'antisémitisme devient bobo. Cool. Branché. Une opinion de beaux quartiers. Un truc de lecteurs de Libé. (...)

Il faudra se souvenir de ce 7 octobre, comme d'un jour funeste qui a changé la perspective de chaque Juif sur le monde. Comme d'un jour funeste où le Hamas a ouvert une boîte de Pandore remplie de haine. Depuis le 7 octobre, l'existence d'Israël est menacée. Depuis le 7 octobre, chaque Juif, où qu'il se trouve sur la planète, a le droit de se sentir en danger. Depuis le 7 octobre, chaque Juif se sent pris en otage par la société. J'étais heureux en France. Depuis le 7 octobre, j'aspire à le redevenir.

[« Malheureux comme un Juif en France » \(lepoint.fr\)](#)

---

## **Les Français vont finir par se rendre compte que les Insoumis se sont trompés d'époque**

L'accumulation des promesses irréalisables, combinée à un déficit d'expertise et à un manque d'éducation insupportable, va finir par écœurer une grande majorité des Français. Cela explique que le monde des affaires ne croit pas une seconde qu'ils pourront accéder au pouvoir (Atlantico, 23 juillet, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits :*

(...) En affirmant haut et fort que ce ne sera que le programme, tout le programme et rien que le programme, la France Insoumise s'interdit tout compromis pour faire avancer le débat et la gouvernance. Bref, ils ne veulent pas gouverner, ils veulent créer le chaos. Contrairement à ce qu'ils affirment, les projets qu'ils ont publiés dans le registre de l'économie sont d'un archaïsme coupable. Tous leurs projets se rattachent à l'idée que le moteur de l'économie est la demande. Si on relance la demande, on génère de la prospérité. Parce que la demande de consommation finale apporte des commandes au système de production. Mais cette vieille idée si chère à Keynes ne peut pas fonctionner aujourd'hui. Ce qui nous manque, c'est un choc d'offre de production, sinon on ne fera que donner du travail aux pays émergents et creuser nos déficits. (...)

La France Insoumise est le seul courant politique à ne pas prendre en compte la fragilité du budget complètement piégé par son déséquilibre et son endettement. La France Insoumise n'en parle pas pour une raison très simple : elle a besoin de la dette pour survivre et protéger le niveau des dépenses. Donc, pas question d'aborder ce problème. Pas question d'imaginer participer à un gouvernement parce que la première tâche de ce gouvernement sera de préparer la présentation budgétaire.

[Les Français vont finir par se rendre compte que les Insoumis se sont trompés d'époque | Atlantico.fr](#)

---

## **En visant la délégation israélienne aux Jeux olympiques, les Insoumis font l'unanimité contre eux**

«La délégation israélienne est la bienvenue en France», a assuré Stéphane Séjourné, le ministre des Affaires étrangères, lundi. Une réponse aux propos du député LFI Thomas Portes (Le Figaro, 23 juillet, article payant)

*Extraits :*

(...) cette nouvelle polémique vient encore un peu plus diviser la gauche alors même qu'elle tente toujours de s'accorder sur le nom d'un premier ministre à proposer à Emmanuel Macron. Plus de trois semaines après la victoire du Nouveau Front populaire aux élections législatives anticipées, les quatre partis ne parviennent toujours pas à s'entendre... À noter toutefois que les positions de ces Insoumis sur ce sujet ne sont pas nouvelles, et précédaient bien l'accord du NFP. Dès le mois de février, 26 députés de la Nupes - dont des écologistes avec des Insoumis - [avaient écrit une lettre à Thomas Bach](#), président du Comité international olympique (CIO). Ils exigeaient déjà que soient « appliquées à Israël les mêmes sanctions qu'à la Russie ou à la Biélorussie » pour les Jeux à Paris.

[En visant la délégation israélienne aux Jeux olympiques, les Insoumis font l'unanimité contre eux \(lefigaro.fr\)](#)

---

**Trump's Cynical Attempt to Pit Recent Immigrants Against Black** (NYT, 23 juillet, Paul Krugman, opinion, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits :*

(...) Until now, most of the anti-immigration sloganeering coming from Donald Trump and his campaign has involved [false claims](#) that we're experiencing a migrant crime wave.

Increasingly, however, Trump and his associates have started making the case that immigrants are stealing American jobs — specifically, the accusation that immigrants are inflicting terrible damage on the livelihoods of Black workers.

Of course, the idea that immigrants are taking jobs away from native-born Americans, including native-born Black Americans, isn't new. It has, in particular, been an obsession for JD Vance, complete with [misleading statistical analysis](#), so Trump's choice of Vance as his running mate in itself signals a new focus on the supposed economic harm inflicted by immigrants. (...)

What seems relatively new, however, is the attempt to pit immigrants against Black Americans. True, Trump prefigured this line of attack during his June debate with Biden, when he declared that immigrants are "[taking Black jobs](#)," leading some to mockingly question which jobs, exactly, count as "Black." (...)

But again, even if we ignore the cynicism, this new line of attack on immigration is just wrong on the facts.

If immigrants are taking away all the "Black jobs," you can't see it in the data, which shows [Black unemployment](#) at historic lows. If Black wages have, as Trump claims, gone way down, someone should tell the Bureau of Labor Statistics, which says that median [Black earnings](#), adjusted for inflation, are significantly higher than they were toward the end of Trump's term. (You should ignore the spurious bump during the pandemic, which reflected [composition effects](#) rather than genuine wage gains.) (...)

The bottom line is that the attempt to portray immigration as an apocalyptic threat to Black Americans is refuted by the facts. Will it nonetheless work politically? I have no idea.

[Opinion | Trump's Cynical Attempt to Pit Recent Immigrants Against Black Americans - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

---

**Why Are There Neo-Nazis on the Streets of Nashville?** (NYT, 23 juillet, tribune, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits :*

To be clear, the presence of a few neo-Nazis harassing people in Nashville does not signal an imminent return to life as we knew it in the Jim Crow South. Even the Republican governor of Tennessee [denounced the Nazis](#). The Republican supermajority of the Tennessee statehouse [did the same](#).

Nevertheless, the presence of Nazis on the streets of Nashville tells us something about the similarity between the politics of the past and our own political moment. The shameless promoting of whiteness. The transfer of odious private ideas to the public arena. The confidence that no harm or even accountability will come to anyone who espouses them. (...)

The number of hate and extremist groups operating in the United States has reached an all-time high. “With a historic election just months away, these groups are multiplying, mobilizing and making — and in some cases already implementing — plans to undo democracy,” [said Margaret Huang](#), the Southern Poverty Law Center’s president and chief executive, in a call with reporters in early June.

Those of us who live in the states controlled by Republican supermajorities already [enjoy fewer freedoms](#) than those who don’t. Now, aided by recent rulings from the Supreme Court, right-wingers are aiming to make life in the rest of the country look the way it looks here. The way it once looked nearly everywhere.

The difference now, at least here, is that Nashville is [telling the neo-Nazis to go home](#). In response to hate groups’ efforts to recruit from the ranks of military and law enforcement, Jeff Preptit, a Metro Council member, [is drafting legislation](#) that would prohibit Nashville police officers from joining a hate or paramilitary group or displaying or posting insignias “that advocate racism, violence, misogyny, homophobia or other kinds of hate or discrimination.”

And Mayor Freddie O’Connell, [speaking at an event for the release of “Dynamite Nashville,”](#) announced that he had asked the police chief to assign a member of the cold-case unit to reopen the investigation into three racist bombings that have remained unsolved for more than 60 years. [Opinion | Why Are There Neo-Nazis on the Streets of Nashville? - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

---

## **Culte du secret et art de l’infiltration: le trotskisme en action de Jean-Luc Mélenchon**

À 72 ans, le vindicatif meneur de la gauche radicale rêve d’entrer en 2027 à l’Élysée, d’où il entend abolir le capitalisme et dynamiter les institutions. Alors qu’il se démène en coulisses et surveille les tractations entre formations du Nouveau Front populaire, voici un décryptage de ses méthodes, vieilles d’un siècle (Le Figaro, 21 juillet, article payant)

*Extraits :*

«Trotskiste? On y est complètement!» s’exclame [Stéphane Courtois](#), à propos de la stratégie des insoumis pour arracher le pouvoir. Vingt-sept ans après son Livre noir du communisme (Robert Laffont), l’historien observe [Jean-Luc Mélenchon](#) avec un mélange de fatalisme et de curiosité. «Quand la Chine, la Russie, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba auront renoncé à l’idéologie marxiste-léniniste, la France restera le dernier pays communiste de la planète, assure-t-il. Il y a chez nous une formidable continuité historique. [La Révolution française](#) et surtout sa phase la plus radicale (1792-1794) sont notre modèle initial. La gauche se perçoit dans le sens de l’histoire.»

Une vidéo datant du 7 octobre 2012 montre un Jean-Luc Mélenchon haranguant ses camarades, tel un Robespierre ou un Saint-Just, en promettant au micro: «Comment croyez-vous qu’on transforme un peuple révolté en un peuple révolutionnaire? Comment sa conscience peut-elle s’éveiller? Par les discours, bien sûr. Mais aussi par la pratique de la lutte, insiste-t-il. La conquête de l’hégémonie politique a un préalable. Il faut tout conflictualiser.» Le tribun entérine une phrase de Trotski, reprise par le Vénézuélien Hugo Chávez: «La révolution avance sous le fouet de la contre-révolution.» Comme si l’époque actuelle, avec les dérives de la mondialisation et du capitalisme, constituait le carburant à la révolution qu’il appelle de ses vœux. Même si [l’idéologie communiste](#) appliquée en politique a provoqué la mort d’au moins 75 millions de personnes au fil du XX siècle, selon le consensus des historiens, «Méluche» entend poursuivre le combat.

«Mélenchon est tout entier plongé dans la symbolique de la Révolution française lorsqu’il parle de “droit de veto royal sur le suffrage universel” à la suite de la lettre du président Macron [publiée le 10 juillet dans la presse quotidienne régionale, NDLR]. La référence à la Constitution de 1789 est claire. À l’époque, dans cette

monarchie constitutionnelle, lorsque le roi a mis son veto pour la première fois en juillet 1790, l'Assemblée législative le lui a refusé, mettant fin à l'équilibre des pouvoirs», rappelle Stéphane Courtois. (...)

[Culte du secret et art de l'infiltration: le trotskisme en action de Jean-Luc Mélenchon \(lefigaro.fr\)](#)

---

## **DAS WAHRE GESICHT DER AFD: Keine braven Bürger**

Die AfD will nicht nur ein paar Sorgen der Bürger aufgreifen. Sie will nicht nur Probleme bei der Migration lösen. Sie will in die Spuren der Nazis treten und die Demokratie beseitigen (FAZ, 22 juillet, commentaire, article payant)

*Extraits :*

Diese Partei will eben nicht nur ein paar dringende Sorgen der Bürger aufgreifen. Sie will nicht nur Probleme bei der Migration lösen. Sie will, um Elsässer zu variieren, in diesem Land ein „Regime“ aufrichten, das nicht mehr Deutschland wäre. Dieses Regime würde die EU, die Grundlage des deutschen Wohlstands, „sterben“ lassen, wie das der thüringische Landesvorsitzende [Bernd Höcke](#) so plastisch gesagt hat. Die offenen Sympathien der AfD für den Kriegsherren und Autokraten Wladimir Putin sowie für die MAGA-Republikaner Donald Trumps lassen fürchten, dass ihr erstrebtes Regime die Demokratie in ihrem Kern gefährden würde. Und die Idee der „Remigration“, also der Massendeportation deutscher Bürger, die gerade in dieser Partei en vogue ist, läuft auf nichts anderes hinaus als auf eine gewaltsame Umvolkung des deutschen Staatsvolks in seiner heutigen vielfältigen Gestalt.

Vor allem aber ist die AfD die einzige wichtige Partei der neuen europäischen Rechten, die kaum verhohlen mit Sympathien für Hitlers Mordstaat spielt. Das zeigt sich nicht nur, wenn Kraus die SS, die Vollstreckerin des Holocausts, verharmlost. Es zeigt sich auch, wo Alexander Gauland die Nazizeit als „Vogelschiss“ der deutschen Geschichte beschreibt oder wo Höcke sein Gefolge ermuntert, seine SA-Lösungen zu brüllen, weil er selbst sich nicht traut.

[Kommentar zur AfD: Keine braven Bürger \(faz.net\)](#)

---

## **Hillbilly energy : J.D. Vance is now the heir apparent to the MAGA movement**

What Donald Trump's vice-presidential pick suggests about how he would govern (The Economist, 16 juillet, article payant)

*Extraits :*

For as long as Donald Trump has dominated the Republican Party, much of the old establishment had assumed it could wait him out and eventually return to espousing Reaganite conservatism. After all, Mr Trump is a unique political talent but has not produced a consistent, comprehensive political programme. Yet the Republican presidential candidate's choice of J.D. Vance, a senator from Ohio, as his running-mate makes it much likelier that the maga movement will last beyond Mr Trump's time in politics. (...)

The 39-year-old rose to national prominence with his bestselling 2016 memoir “Hillbilly Elegy”, which was later turned into a film. Mr Vance grew up in a socially dysfunctional working-class family but quickly rose above his modest upbringing. He served in the Marine Corps and graduated from Yale Law School, eventually joining Mithril Capital, a venture-capital firm started by Peter Thiel, one of the founders of PayPal. (...)

Mr Vance is indeed a shameless pugilist willing to back Mr Trump in virtually any situation. He has said he would not have certified the results of the 2020 election had he been vice-president. (...)

As much as Mr Vance has coarsened American political discourse, his influence on policy could be more damaging. Steve Bannon, Mr Trump's former adviser, said last month that Donald Trump was “a moderate in the maga movement”. If that's the case, then Mr Vance now rests firmly on the group's right wing. (...)

The most optimistic conclusion from all this may be that Mr Vance's views are driven more by political opportunism than genuine ideological conviction—and that he could yet return to a more reasonable place. (...)

[J.D. Vance is now the heir apparent to the MAGA movement \(economist.com\)](#)

---

### **Loris Chavanette : « Les Insoumis rejouent la Révolution jacobine »**

INTERVIEW. En suggérant une « marche vers Matignon » pour faire plier Emmanuel Macron, Adrien Quatennens « vulgarise la Révolution française », estime l'historien (Le Point, 15 juillet, entretien, article payant)

*Extraits :*

(...) On retrouve certains axiomes de la Révolution dans la rhétorique des Insoumis. D'abord, le sens qu'ils donnent au mot « peuple » : il ne désigne pas la majorité des citoyens, mais la catégorie indéfinie des membres des couches ouvrières. Autrement dit, la qualification du peuple souverain ne se fonde pas sur des critères purement politiques, mais économiques et sociaux. N'est pas du peuple et ne peut comprendre celui-ci l'individu gagnant confortablement sa vie. C'est un discours binaire, hypermanichéen et accusateur, car il a vocation à exclure l'autre. Ainsi les moyens employés par LFI renvoient aussi à la Révolution, avec l'appel régulier à des formes d'insubordination, voire de révolte. Quand Adrien Quatennens suggère une « marche vers Matignon » pour faire reconnaître la supposée victoire du Nouveau Front populaire, il vulgarise la Révolution. Mais il s'agit d'un simple tweet, il ne faut pas accorder trop d'importance à ces gesticulations jacobines... Autre exemple : en octobre 2022, dans un contexte d'inflation, Jean-Luc Mélenchon appelle le peuple à « [faire mieux](#) » que les femmes qui marchent sur Versailles les 5 et 6 octobre 1789. Il fera de même en avril 2023, face à la réforme des retraites.

Enfin, les fins poursuivies renvoient à la Révolution française dans ce qu'elle a de plus radical, et donc à la révolution bolchevique proprement dite, dans la mesure où il ne s'agit pas seulement pour les Insoumis de corriger des abus, réformer les institutions et équilibrer la balance sociale, mais véritablement d'un projet de régénérer les institutions et le corps social. Ce dernier consiste même à fonder, inventer, un homme nouveau, absolument universel, sur le modèle de la « créolisation », comme si la volonté politique pouvait tout changer. Cette croyance dans la toute-puissance de l'État contre le réel des individus est proprement révolutionnaire, et même dangereuse et liberticide en soi. Camille Desmoulins moquait la politique de Robespierre et des terroristes de 1793 en lui reprochant de recourir aux mêmes procédés que l'Inquisition catholique. « Forcez-les à entrer (dans la foi) » est la méthode des régimes autoritaires. (...)

[Loris Chavanette : « Les Insoumis rejouent la Révolution jacobine » \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Violence and voters : Fortunately, Donald Trump's would-be killer failed. What next?**

Politicians should try to lower the political temperature (The Economist, 15 juillet, article payant)

*Extraits :*

(...) While mourning the bystander who perished and others who were injured, Americans can breathe a sigh of relief that the assassin failed in his objective. For an already fraught election to be decided by a bullet would be appalling. For one unbalanced man to veto the democratic preferences of tens of millions of voters would be an outrage.

Nonetheless, this near miss bodes dismally for the rest of the campaign. As Republicans gather in Milwaukee this week for their party's convention, it is essential that partisans on both sides seek to calm the national mood, rather than inflaming it further. There is a high risk that some will do the opposite. (...)

How senior Republicans and Democrats respond now matters a great deal. Reagan made light of his brush with death in 1981, joking when he went into hospital that he hoped the surgeon was a Republican. It would be wise

for Mr Trump to act similarly. His initial statement was admirably calm, even if some of his allies have blamed his political opponents for the shooter's depraved actions. Mr Trump should make clear that nobody should take vengeance on his behalf. In a best-case scenario, the awful attempt on the candidate's life could provide an opportunity to reset the terms of this election. No matter how divided the country is, even Mr Trump's most bitter foes should be clear: political violence has no place in a democracy. ■

[Fortunately, Donald Trump's would-be killer failed. What next? \(economist.com\)](#)

---

### **Jean-François Copé et Hervé Morin : «Face à la menace de l'extrême gauche, la droite doit enfin se réveiller»**

À l'issue du second tour des élections législatives, la coalition du Nouveau Front populaire risque, si elle arrive au pouvoir, de plonger la France dans le chaos, alertent le maire (LR) de Meaux et le président (Les Centristes) de la région Normandie (Le Figaro, 15 juillet, tribune, article payant)

*Extraits :*

(...) [la coalition du Nouveau Front populaire](#) prétend imposer aux Français un gouvernement pour appliquer un programme d'extrême gauche hyper dangereux, dont les valeurs sont à l'opposé de notre universalisme républicain et dont le programme économique nous mènerait tout droit dans le gouffre. Une option d'ailleurs massivement rejetée par près de 75% des Français, la gauche n'ayant jamais réalisé un score aussi faible.

Si Mélenchon et ses vassaux socialistes ayant ressorti toute la panoplie gauchiste du placard (communautarisme, augmentation massive des impôts et des dépenses publiques, les plus folles, déconstruction de notre appareil sécuritaire, anti capitalisme et antisémitisme...) prenaient le pouvoir, la France plongerait instantanément dans le chaos !

Le temps est donc venu que la droite de gouvernement très majoritaire dans les collectivités locales et au Sénat, s'adresse aux millions de Français qui ne se retrouvent ni dans les inepties des extrêmes ni dans les travers du «en même temps». Il nous faut proposer des mesures reposant sur les quatre piliers qui permettront à la politique de retrouver ses lettres de noblesse : l'ordre, le progrès social, la politique économique de l'offre, les libertés locales. Et ce, en restant attachés à nos engagements européens. (...)

Troisième pilier, amplifier la politique de l'offre déjà engagée depuis sept ans pour consolider nos entreprises et encourager les investisseurs étrangers. C'est la seule stratégie possible pour réindustrialiser notre pays, baisser le chômage, restaurer notre compétitivité et notre productivité, seuls moyens capables de donner réellement du pouvoir d'achat aux Français. Il y a urgence à adresser des messages rassurants à un monde économique aujourd'hui terrorisé par le risque de collapse qui menace notre pays. Il serait irresponsable de renoncer à tous les bénéfices du marché commun européen et de ses 450 millions de consommateurs mais aussi des conséquences du Brexit. (...)

[Jean-François Copé et Hervé Morin : «Face à la menace de l'extrême gauche, la droite doit enfin se réveiller» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Dominique Schnapper: «Le populisme de Marine Le Pen n'est pas le fascisme de Mussolini»**

Dans Les Désillusions de la démocratie, la sociologue nous rappelle combien nous en sommes devenus les enfants gâtés. Les sociétés démocratiques sont de moins en moins inégalitaires, et pourtant le sentiment d'inégalité ne cesse d'augmenter (Le Figaro, 13 juillet, entretien, article payant)

*Extraits :*

(...) Malgré tout, l'État-providence continue de redistribuer...

Très généreusement, en effet. L'Insee a montré, en 2022, que le rapport entre le revenu primaire (avant la redistribution) des 10% des individus les plus aisés et des 10% les plus pauvres est de 13, mais il est ramené à 7

si l'on prend en compte les transferts liés à la redistribution financière, et même à 3 s'il s'agit d'une redistribution incluant la valorisation monétaire des services publics.

L'ascenseur social n'est donc pas si bloqué que ça...

Pas autant qu'on le dit. Une étude récente de l'OCDE montre que la reproduction sociale, indiscutable, concerne 70% de la population. Néanmoins, 12% des jeunes nés dans les catégories les plus pauvres accèdent aux classes aisées, et 15% des jeunes les plus aisés se retrouvent dans les classes les plus pauvres. [Il existe donc un renouvellement](#). Malgré cette mobilité, l'intégration des démocraties par la vertu de la société salariale est ébranlée.

Mais, en période de crise, tout cela coûte «un pognon de dingue»...

Il est vrai que la situation des comptes publics en France est inquiétante. En 2020, notre pays consacrait 31% de son PIB aux dépenses sociales. La moyenne des autres pays de l'OCDE est de 20%. Le budget social en France est supérieur au budget de l'État. Malgré cela, chacun voit bien que l'État ne peut pas tout, comme le disait justement un responsable socialiste. (...)

On sait que la perception du bien-être décroît à mesure que celui-ci augmente...

Dans nos démocraties extrêmes, le «ressenti» est privilégié malgré notre révérence affirmée pour la science. L'homo democraticus contemporain accepte de moins en moins les insuffisances de la démocratie, alors même que l'évolution va dans le sens de ses revendications. Les sociétés démocratiques sont de moins en moins inégalitaires, mais la conscience des inégalités ne cesse d'augmenter.

Pessimisme toquevillien! Vous le citez: «L'esprit d'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande.» Comment faire face à cela?

Je ne sais pas. La passion pour l'égalité qui se nourrit elle-même me paraît tellement liée à la nature même de la démocratie qu'on peut essayer de l'expliquer et de la comprendre - ce que nous essayons de faire dans notre dialogue -, mais je ne vois pas ce qu'on pourrait faire pour l'empêcher de se développer. (...)

[Dominique Schnapper: «Le populisme de Marine Le Pen n'est pas le fascisme de Mussolini» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Violence : «Non, LFI n'est pas un parti comme les autres»**

En refusant d'exclure la violence du champ politique, les Insoumis se sont placés en marge de notre espace démocratique, estime la normalienne et agrégée de philosophie, Élisabeth Geffroy (normalienne, agrégée de philosophie et rédactrice en chef de la revue «La Nef» (Le Figaro, 13 juillet, tribune, article payant)

*Extraits :*

Dans un même mot, ce sont plusieurs réalités qui peuvent se bousculer. Ainsi, la violence couvre autant l'intimidation que la torture, l'agressivité que le viol ou la mutilation, l'insulte que la barbarie ou le meurtre sauvage. Et face à ces différents visages de la violence, chacun distingue et hiérarchise, chacun opère naturellement une gradation entre ce qui est objet de notre réprobation et ce qui nous horrifie au plus haut point. L'intimidation n'est pas l'agression, l'injure n'est pas l'assassinat féroce, un rapport de force défavorable n'est pas la pratique de l'esclavage. Mais il est un point commun à ces violences très diverses : elles ont été exclues de l'espace politique bâti par nos démocraties. Notre vision et notre édifice politiques reposent sur cette idée admise que [la violence engendre la violence](#), charriant plus de problèmes qu'elle n'apporte de solutions, et qu'en politique la parole vaut action, que le maniement des mots vient rendre caduc le recours à la violence, que le débat public a remplacé l'usage de la force brute.

À quoi bon rappeler ces évidences ? Peut-être justement parce qu'elles perdent leur caractère d'évidence et nous rassemblent de moins en moins. Tout cet édifice est en train de se fissurer depuis quelques semaines – ou quelques mois. Une porte a été ouverte. Un espace de pensée s'est créé, qui réhabilite la violence et entend lui redonner droit de cité dans le champ politique. Pire, qui accorde une place et des lettres de noblesse même à la

violence la plus extrême, la plus atroce : par exemple, celle qui a déferlé avec [les commandos du Hamas le 7 octobre](#) dernier, bourreaux exposant joyeusement leurs massacres, leurs abjections, leurs infanticides, bourreaux que certains n'ont pas réussi à qualifier de «terroristes», bourreaux à qui ils ont osé octroyer le beau titre de «résistants», bourreaux qui attirent sur eux toute leur puissance de compassion. Une brèche a été creusée, en rupture totale avec nos pratiques politiques et nos principes communément partagés.

Et elle l'a été [par la France insoumise, par le NPA](#), par des formations tenant le haut du pavé au sein du Nouveau Front populaire. (...)

[Violence : «Non, LFI n'est pas un parti comme les autres» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Législatives : pourquoi le RN a obtenu plus de voix, mais moins de sièges que le NFP ?**

Le parti de Jordan Bardella et ses alliés ont obtenu plus de 36% des voix au second tour des élections législatives, le plaçant comme première force politique du pays. Pourtant, il est seulement le troisième groupe au sein de l'hémicycle (Le Figaro, 8 juillet, article payant)

*Extraits :*

(...) Le résultat final peut sembler paradoxal. Donné favori dans de nombreux sondages d'entre-deux tours, le Rassemblement national n'arrive qu'en troisième force de l'hémicycle avec 143 sièges. Derrière le Nouveau Front populaire (184 sièges) et le camp présidentiel (166 sièges). Résultats d'autant plus paradoxaux que le parti de Jordan Bardella a rassemblé 10 millions d'électeurs (36% des suffrages), contre 7,5 millions pour la coalition des gauches (25%) et 7 millions pour le camp présidentiel (23%). Premier en nombre de suffrages exprimés, le RN se retrouve pourtant troisième en nombre de sièges. Un résultat célébré à gauche notamment par la voix de l'écologiste Marine Tondelier, pour qui «le peuple a gagné».

La clé de ce décalage se trouve dans le mode de scrutin des élections législatives : majoritaire à deux tours, ce dernier permet un jeu politique qui a mené à ce résultat. «C'est d'abord une question d'offre», détaille ainsi Pierre-Hadrien Bartoli, directeur des études politiques Harris Interactive. «Les électeurs du Rassemblement national ont effectivement été plus nombreux ce 7 juillet, mais ils sont répartis sur l'ensemble du territoire.» (...)

La raison ? Les nombreux désistements poussés par le Front républicain. (...) «La répartition sur le territoire des voix du RN a donc fait passer ses candidats sous le seuil d'éligibilité.»

Les désistements ont été d'autant plus efficaces que les consignes de vote ont bien été suivies par les électeurs. «72% des personnes qui ont voté à gauche au premier tour se sont en effet reportées sur les .candidats Ensemble! au second tour dans le cadre d'un duel avec le RN»

[Législatives : pourquoi le RN a obtenu plus de voix, mais moins de sièges que le NFP ? \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Meloni Condemns Fascist Nostalgia Amid Scandal in Her Party's Youth Wing** (NYT, 3 juillet, opinion, quelques articles gratuites / sem.)

A news report used a hidden camera to show members of the youth arm of Brothers of Italy glorifying fascism

*Extraits :*

Italy's prime minister, Giorgia Meloni, urged leaders of her political party on Tuesday to reject antisemitism, racism and nostalgia for totalitarian regimes after an Italian news outlet caught on a hidden camera members of the youth section of her party glorifying fascism.

"I am angry and saddened by how we were represented by the behavior of some youth of our movement," Ms. Meloni wrote in [an email](#), seen by The New York Times, to directors of her party, Brothers of Italy.

The news report, which came out in two episodes last month, was filmed by a journalist with the Italian news outlet Fanpage.it who pretended to be an activist with National Youth, the youth arm of Brothers of Italy.

The report said the hidden camera showed members of the movement doing fascist salutes, praising the Italian fascist dictator Benito Mussolini, instructing others to spread stickers with fascist slogans and defining themselves as fascists. People identified by the report as members of the youth group were filmed while shouting, “Sieg heil,” an expression adopted by the Nazis. Other people identified as members of the youth wing were filmed as they made racist and antisemitic comments. (...)

[Meloni Condemns Fascist Nostalgia Amid Scandal in Her Party’s Youth Wing - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com/2022/07/01/europe/italy-meloni-fascist.html)

---

**Une majorité absolue RN, « un scénario possible mais pas le plus probable »** (Le Point, interview, 1 juillet, article payant)

Jean-Yves Dormagen, fondateur de l’institut Cluster17, livre au « Point » les enseignements à chaud de ce premier tour des législatives

*Extraits :*

(...) Pourquoi ces triangulaires sont un enjeu décisif pour ces élections ?

Les triangulaires favorisent le RN. La question est donc de savoir comment les électeurs vont réagir à ces résultats, et en particulier l’électorat de gauche. Ce dernier s’abstiendrait-il en cas de duel Renaissance-Rassemblement national ? Les électeurs de Renaissance sont encore plus nombreux à déclarer s’abstenir en cas de second tour Nouveau Front populaire-RN. Ces abstentionnistes feront-ils finalement barrage ? Il est trop tôt pour le dire. (...)

Un scénario de majorité absolue pour le RN est-il envisageable au vu des premières estimations ?

Le Rassemblement national est le grand favori de ce scrutin. Oui, il peut obtenir une majorité absolue dimanche prochain. Un scénario possible, mais pas des plus probables.

Les premières projections de sièges à l’Assemblée nationale sont-elles fiables ?

Non, ces projections ne sont pas fiables : elles ne reposent pas sur des données réelles. Tant que l’on ne connaît pas le nombre de triangulaires, la réaction des électeurs aux résultats et au scénario possible d’accession du Rassemblement national au gouvernement la semaine prochaine, ces simulations restent quelque peu hasardeuses. (...)

[Législatives : une majorité absolue RN à l’Assemblée, « un scénario possible mais pas le plus probable » \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr/elections/legislatives/une-majorite-absolue-rn-a-l-assemblee-un-scenario-possible-mais-pas-le-plus-probable-2022-07-01_1170112.html)

---

**Giorgia Meloni veut métamorphoser la démocratie italienne** (Le Monde, Analyse, 28 juin, article payant)

La cheffe de l’exécutif italien fait de son projet de réforme constitutionnelle une priorité. Le texte, approuvé en première lecture par le Sénat, le 18 juin, prévoit l’élection du président du conseil au suffrage universel direct, en lui garantissant une majorité absolue au Parlement. Ses détracteurs dénoncent une dérive illibérale

*Extraits :*

La présidente du conseil national conservatrice Giorgia Meloni en a fait la « mère de toutes les réformes ». Objectif politique majeur de son mandat, la réforme des institutions est censée porter une transformation radicale des équilibres constitutionnels italiens au profit du chef de l’exécutif. Pour ses détracteurs, elle induirait une concentration des pouvoirs inédite dans l’histoire républicaine, voire une dérive illibérale susceptible de contraster avec l’image policée que la dirigeante venue du post-fascisme a, jusqu’à présent, projetée dans ses engagements européens et internationaux.

Approuvé en première lecture le 18 juin par le Sénat, le texte prévoit, selon une formule unique au monde, l'élection du président du conseil des ministres au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans, en même temps que les élections législatives. Vainqueur des élections, le parti ou la coalition du chef de l'exécutif élu se verrait garantir une majorité absolue des sièges au Parlement sans qu'un seuil ait été pour l'instant défini, une loi électorale aux contours encore inconnus devant suivre. Un parti ayant remporté moins de 50 % des voix mais arrivé en tête pourrait ainsi, théoriquement, obtenir plus de la moitié des sièges, selon le nouveau système qui instituera une prime de majorité.

Pour M<sup>me</sup> Meloni, il s'agit notamment de rompre avec deux singularités de la vie publique italienne. D'abord, la réforme empêcherait les changements de majorité en cours de législature, un président du conseil perdant la confiance des parlementaires pouvant demander la dissolution du Parlement. Ensuite, le texte affaiblirait considérablement le rôle du président de la République, face à un président du conseil drapé dans sa légitimité populaire. (...)

Force modératrice, garant des valeurs de la Constitution et référence morale, le chef de l'Etat a actuellement son mot à dire sur la nomination des ministres et peut assurer, en cas de crise, la fonction de « moteur de réserve de la République », selon l'expression du constitutionnaliste Francesco Clementi. Il a pu ainsi nommer des chefs de gouvernement dits « techniques » pour faire face à des circonstances exceptionnelles. (...)

[Giorgia Meloni veut métamorphoser la démocratie italienne \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

---

### **Comment l'extrême droite s'est enracinée en ex-Allemagne de l'Est** (Le Point, 26 juin, article payant)

REPORTAGE. Les européennes le confirment. L'AfD est devenue la première force politique de l'ancienne Allemagne de l'Est. Trente ans après l'unification, l'Allemagne reste un pays divisé

*Extraits :*

C'est comme si le comportement électoral était soumis à une loi géographique singulière : [plus on pousse vers l'est, plus la carte de l'Allemagne se colore d'un bleu clair](#) comme un ciel d'été. Bleu, la couleur de l'AfD, « la couleur du renouveau et de la foi dans l'avenir », scandent les stratèges du parti d'extrême droite.

Görlitz est la ville la plus à l'est de l'[Allemagne](#). Un joyau Renaissance et baroque, une des rares villes en Allemagne à ne pas avoir été mutilées par les bombardements. Adossée à la Pologne et à quelques kilomètres de la République tchèque, Görlitz se vante d'être une cité européenne, ouverte sur le monde. Pourtant, aux européennes, l'AfD, parti très eurosceptique, a décroché dans le district de Görlitz son meilleur score pour toute l'Allemagne : 40,1 % des suffrages. Contre 23,7 % pour la CDU, la droite traditionnelle.

Les sociaux-démocrates et les Verts sont quasiment anéantis. « Ceux-là, ça ne vaut même plus la peine de les mentionner », constate Hajo Exner avec le petit sourire satisfait de celui qui vient de décrocher le pompon. Hajo Exner est le président de l'AfD pour le district. Sauf que « ceux-là » forment la coalition qui dirige l'Allemagne là-haut, à Berlin, et que, de facto, les européennes « remettent en question la légitimité du chancelier [Olaf Scholz](#) et de ses compères au sein de la coalition ». (...)

Aujourd'hui aussi, les sympathisants de l'AfD ont l'impression d'avoir été poussés en marge de la société, lésés. À leurs yeux, les partis traditionnels font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Dans les hôpitaux, les transports, la vie de tous les jours à Görlitz, rien ne change. « Tout cela, souligne Raj Kollmorgen, ressemble étrangement à l'ancienne RDA. Les élites ne font rien, les institutions sont paralysées, alors devons-nous faire une nouvelle révolution pour que ça bouge ? Les gens ont l'impression que l'AfD est le seul parti qui les comprend. »

Sur le versant ouest de l'Allemagne, le ressentiment augmente aussi. Les Osis sont perçus comme des ingrats qui en demandent toujours plus. Au lieu de regarder du côté de la Pologne et de la Tchéquie, ces anciens pays frères de démocraties populaires, ils se comparent aux riches Hambourg et Constance à l'ouest avec un sentiment d'injustice et d'envie.

Le résultat des européennes est d'autant plus préoccupant qu'en septembre les régionales vont avoir lieu en Saxe. Ce Land, vivier de l'extrême droite, est gouverné depuis trente ans par les conservateurs de la CDU, qui refusent de pactiser avec l'AfD. Celle-ci parviendra-t-elle, cette fois-ci, à renverser la coalition (CDU-SPD-Verts) du ministre-président Michael Kretschmer, un natif de Görlitz ? Une perspective d'autant plus préoccupante que la course à la chancellerie approche. Les Allemands se rendront aux urnes à l'automne 2025.

[Comment l'extrême droite s'est enracinée en ex-Allemagne de l'Est \(lepoint.fr\)](#)

---

**Pierre Valentin: «Hollande, Ayrault, Jospin... Comment expliquer la soumission du centre gauche aux Insoumis?»** (Le Figaro, Tribune, 24 juin, article payant)

Par jeunisme et sacralisation de «l'Autre», les grandes figures de la gauche de gouvernement renient leurs convictions pour s'unir à une gauche radicale avec laquelle ils partagent surtout un ennemi commun, analyse l'essayiste (Auteur de « Comprendre la révolution woke », Gallimard, coll. « Le Débat », 2023).

Extraits :

Corrélativement, la seule façon de « coaliser » cette ribambelle de minorités aux revendications incompatibles - et de ce point de vue l'intersectionnalité ne se distingue pas de la stratégie de Terra Nova explicitée en 2011 – c'est un mettant en exergue un ennemi commun, c'est-à-dire la seule identité susceptible en temps normal de nous unir : l'appartenance à la nation française. (...)

Le politologue Pascal Perrineau, dans La Logique du bouc émissaire en politique : usages et mésusages de la notion d'anti-fascisme, écrivait dernièrement : « On peut avoir l'impression que plus la gauche et la macronie pâtissent d'un déficit d'idéologies de référence plus elles n'hésitent pas à manier la diabolisation de l'adversaire de droite pour retrouver une raison d'être. » L'unité des progressistes a ainsi souvent été principalement « négative », ce qui a donné lieu à une logique de « dis-moi qui tu hais, je te dirai qui tu es ». Marcel Gauchet note par exemple dans La Droite et la Gauche : histoire et destin, que s'il y a bien évidemment des gauches très différentes, elles ont en elles « un même sens de la “position contre”, une même foi dans la nécessité et la fécondité de la lutte, qui facilite les convergences ». (...)

Jeunisme, racialisme, sacralisation de « l'Autre », unité négative... toutes ces bombes à retardement idéologiques que la gauche a admise en son sein depuis de nombreuses décennies explosent désormais au grand jour. L'ironie étant que Lionel Jospin, qui reconnaissait jadis lui-même que tout cet « antifascisme » n'était que « théâtre », feint encore d'y croire en soutenant ostensiblement cette alliance. Les éléphants socialistes ne comprennent pas qu'ils se rendent ici volontairement à leur propre cimetière. Combien de fois auront-ils été prévenus ?

[Pierre Valentin: «Hollande, Ayrault, Jospin... Comment expliquer la soumission du centre gauche aux Insoumis?» \(lefigaro.fr\)](#)

---

**Martin Gurri : « Le génie de la Ve République était de cacher le chaos français derrière une présidence monarchique, Emmanuel Macron a tout fait exploser »** (Atlantico, Interview, 23 juin, quelques articles gratuites / sem.)

Pour l'ancien analyste de la CIA qui avait notamment prédit l'avènement des Gilets jaunes, le président de la République avait pour mission de sauver le pouvoir des élites françaises. Par son extrémisme personnel, il les aura envoyées sur la touche.

*Extraits :*

La politique française depuis la Révolution a une tendance à sombrer dans le chaos. La Ve République a été conçue pour dissimuler ce chaos derrière une présidence monarchique. Il s'agissait d'une initiative structurelle brillante qui a réussi pendant 60 ans.

Mais le monde a changé – et les élites qui contrôlent les institutions semblent n’avoir absolument aucune idée du nouveau monde dans lequel elles évoluent désormais. Ils sont désorientés et démoralisés. L’information circule plus vite qu’ils ne peuvent la gérer, et une grande partie est produite d’en bas, par des gens ordinaires qui ne sont pas investis dans les structures de pouvoir permanentes. Il ne s’agit pas d’un dilemme propre à la France : il est mondial et universel dans toute la société. Mais la France, politiquement et culturellement, est le pays le plus conservateur parmi les démocraties ; il a résisté aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle.

Emmanuel Macron, en tant qu’homme politique, a été un agent du chaos. Il a favorisé l’anéantissement des partis centristes et n’a autorisé que l’extrême gauche et l’extrême droite comme alternatives à lui-même. D’un autre côté, la présidence Macron a été une opération afin de garantir et de préserver le monopole du pouvoir de l’élite établie : sa posture typique a été celle d’un homme mettant ses doigts dans un barrage qui fuit. Avec les élections européennes, le barrage a éclaté. Les vieilles institutions et les anciens protagonistes politiques sont visiblement balayés.

Le chaos a toujours été là, mais il est désormais manifeste et incontournable. La France est enfin dans l’air du temps. Je dis toujours que le peuple américain est sensé mais qu’il souffre actuellement d’un épisode psychotique. On peut en dire autant des Français. À vos lecteurs perplexes face aux événements de leur pays, je dis : Bienvenue dans mon monde...

[Martin Gurri : « Le génie de la Ve République était de cacher le chaos français derrière une présidence monarchique, Emmanuel Macron a tout fait exploser » | Atlantico.fr](#)

---

**L’appel des intellectuels : l’arc républicain contre l’antisémitisme** (Le Point, Pétition collective, 19 juin, article payant)

TRIBUNE. Dans ce texte à l’initiative de Daniel Salvatore Schiffer, 27 intellectuels, dont Bernard Kouchner, Michel Onfray et Mona Ozouf appellent à « ne pas voter pour ce mensonger, fallacieux et pseudo “Nouveau Front populaire” »

[L’appel des intellectuels : l’arc républicain contre l’antisémitisme \(lepoint.fr\)](#)

---

**ZONE FRANCHE : Camarades progressistes, les juifs vous présentent leurs excuses** (Atlantico, Billet d’humeur, 19 juin, libre accès)

Sans ces juifs pinailleurs qui polluent le bel élan unitaire, Mélenchon serait le prochain Premier ministre et le capitalisme serait enfin vaincu. Désolé pour la gêne occasionnée

*Extraits :*

C’est connu, les juifs ont de nombreuses façons de se rendre insupportables. Lorsqu’ils ne sont pas occupés à manipuler la finance mondiale, contrôler les médias et organiser l’État profond, ils [crucifient des messies](#) et massacrent des petits enfants pour revendre leurs organes. C’est [dans leurs gênes](#). De vrais malfaisants.

Comme [disait Soral](#), le type qui donnait des cours du soir à David Guiraud et [le formait intellectuellement sur YouTube](#) dans les années 90 : « En gros, c’est à peu près ça leur histoire, tu vois. Ça fait quand même 2 500 ans que chaque fois qu’ils mettent les pieds quelque part, au bout de 50 ans ils se font dérouiller ».

Et il n’a pas tort. Pour la seule France, la première prise de conscience de leur toxicité date du concile de Clermont en 535 avec l’interdiction qui leur est faite d’occuper un emploi public. Puis c’est le [cycle expulsion/rappel/tolérance polie/expulsion](#) qui se poursuit sous à peu près toutes les dynasties et tous les régimes, pour culminer avec les lois raciales de 1940 et les déportations vers les camps de vacances du Grand-Est (enfin, là-dessus, le débat reste ouvert, hein...).

Y aurait-il vraiment autant de fumée sans feu ? Allons donc ! [Dragon céleste](#) un jour, dragon céleste toujours. (...)

**The French parliamentary elections : “A hard-right 28-year-old could soon be France’s prime minister”**  
(June 18)

*Pay wall* : Jordan Bardella is poised, social-media savvy and enigmatic (The Economist)

*Excerpt* :

(...) the trouble for centrist voters hoping to obstruct his path to the Matignon, as the French prime minister’s office in Paris is known, is that Mr Bardella has so far managed to shrug off inconvenient details or failings. That he grew up in Seine-Saint-Denis is widely known; less so, that he attended a private Catholic school there, not the public lycée.

Voters seem no more bothered by his loose grasp of policy detail. During a recent live debate against Gabriel Attal, Mr Macron’s 35-year-old prime minister, Mr Bardella was forced to confess that he had not read the text of a bill in the European Parliament that he had voted against. A poll the next day, however, suggested that the debate had convinced more people to vote for Mr Bardella’s party than Mr Attal’s. If Mr Bardella represents anything in these populist times it is that reasoned argument and rational debate are flimsy weapons against the force of simplistic promises and narrative politics.

[A hard-right 28-year-old could soon be France’s prime minister \(economist.com\)](#)

---

**Nathalie Heinich, sociologist: "No, that left is definitely not ours anymore, and definitely not since October 7, 2023"** (June 17)

*Pay wall* : Nathalie Heinich, sociologue : « Non, cette gauche-là n’est décidément plus la nôtre, et définitivement depuis le 7 octobre 2023 »

La sociologue, membre de l’Observatoire des idéologies identitaires, explique, dans une tribune au « Monde », pourquoi elle ne se reconnaît pas dans une union de la gauche dont la « fraction radicale » a, selon elle, « abandonné les valeurs fondamentales » (Le Monde, Guest Essay)

*Excerpt* :

Pour la première fois de notre vie, nous ne savons plus où habiter, politiquement. Nous n’avons plus de famille. Et, tels des enfants devenus subitement orphelins dans un conte horrifique, nous errons hors de ce qui n’est même plus chez nous, dans l’ombre de cet ogre – un parti d’extrême droite incompétent, borné et xénophobe – qui menace de dévorer notre pays, et nous avec. Nous attendons, nous espérons, malgré tout, nous réveiller de ce cauchemar – mais c’est la réalité.

De quel sursaut citoyen, s’arrachant au cynisme des petits calculs et aux outrances des dictateurs en puissance, pourrait venir le salut, c’est-à-dire la résurrection d’une famille, d’un lieu où habiter dans ce marasme politique ? Nous attendons. En vain ?

[Nathalie Heinich, sociologue : « Non, cette gauche-là n’est décidément plus la nôtre, et définitivement depuis le 7 octobre 2023 » \(lemonde.fr\)](#)

---

**“How far-right parties seduced young voters across Europe”** (June 15)

*Free access* : Young people abandoned mainstream parties in last weekend’s European elections – a sign that their anxieties are not being heard (The Guardian, Opinion)

*Excerpt* :

(...) we are nonetheless witnessing something new: the first signs of a populist insurrection of the young. In both European and national elections, [voters under 30](#) have given their support to far-right parties such as Alternative für Deutschland (AfD) in Germany, Rassemblement National (National Rally) in France, Vox in Spain, the Brothers of Italy, Chega (Enough) in Portugal, Vlaams Belang (Flemish Interest) in Belgium and the Finns party in Finland.

The lowering of the voting age to 16 in Austria, Belgium, Germany and Malta and to 17 in Greece is only magnifying this trend. In Germany, the [ultra-right AfD enjoys unrivalled popularity](#) among the young, gaining the support of [17% of 16- to 24-year-olds who voted](#). French students have not been chanting, as they did during the 2017 presidential election: “[Neither Le Pen nor Macron](#), neither the Patriot nor the Boss: we deserve better than that.” This time, 32% of the French youth, irrespective of gender, [supported National Rally](#). The gains were so substantial that they prompted president Emmanuel Macron to call [early elections](#).

This is in stark [contrast to the 2019 EU elections](#) when young voters overwhelmingly backed Green parties – true to our image of young people as cosmopolitan, culturally liberal and worried about the planet. Just five years later, they voted for forces who want to undo the Green Deal and rein in the EU. Indeed, Green parties suffered severe losses this weekend. (...)

So, what happened to the young? Why this dramatic change of heart?

Young people around the world are increasingly miserable and restless. (...)

But in this case, why not vote for the left? Rising support for the far right is all the stranger because surveys indicate that the left’s trademark themes of social and economic justice are now [more important for voters](#) than the far-right’s flagship issue: immigration. The left’s agenda – combining cultural liberalism with social justice and care for the environment – would seem to respond to many young people’s concerns. Yet Europe’s youth are abandoning left-leaning parties. (...)

[How far-right parties seduced young voters across Europe | Albena Azmanova | The Guardian](#)

---

### **Francis Fukuyama: "We must be prepared to fight for democracy" (June 14)**

*Pay wall* :Francis Fukuyama : « Il faut être prêt à se battre pour la démocratie » : INTERVIEW. Trente ans après son livre « La Fin de l’Histoire », le penseur politique américain analyse la montée des régimes autoritaires à travers le monde (Le Point, Interview)

*Excerpt* :

Depuis environ quinze ans, la démocratie recule partout dans le monde. Les régimes autoritaires au pouvoir en Russie et en Chine s'affirment désormais bien au-delà de leurs frontières. Dans de nombreuses démocraties établies, il y a une poussée des mouvements populistes, à commencer par les États-Unis. Les institutions libérales, rouage nécessaire au bon fonctionnement des démocraties, y sont sous pression. Dans le même temps, des pays qui semblaient engagés dans un processus démocratique ont reculé, comme la Tunisie ou la Birmanie. Nous vivons un moment très dangereux. L'Ukraine est le pays où la démocratie est menacée le plus clairement. Mais c'est un exemple parmi d'autres. (...)

Parmi les personnes qui refusent de s'opposer aux dictateurs, certains se revendiquent comme pacifistes...

Tout dépend de quel côté du spectre idéologique ils se trouvent. Je pense que les gens de gauche qui sont pacifistes doivent comprendre que le monde entier ne fonctionne pas selon leurs principes. Le pouvoir et parfois la puissance militaire sont déterminants. L'Europe ne serait pas libre, prospère et en sécurité si l'Allemagne n'avait pas été vaincue pendant la Seconde Guerre mondiale et si l'Otan n'avait pas repoussé l'expansion soviétique.

Aujourd'hui, l'Europe a de nouveau besoin de puissance militaire. Quant aux gens de droite, certains ont de la sympathie pour les « hommes forts » et les leaders autoritaires, mais ils devraient savoir que leur liberté n'est

pas un acquis immuable et qu'il leur serait pénible de vivre dans des pays totalitaires comme la Russie ou la Chine. (...)

L'Otan reste-t-elle la meilleure garantie de paix pour l'Europe ?

Macron a dit un jour que l'Otan était obsolète. Les événements récents ont montré que rien n'est plus faux. Je pense qu'il ne faut pas seulement compter sur l'Otan, il faut la renforcer. Les menaces auxquelles certains pays de l'Otan, comme la Pologne et les États baltes, sont confrontés nécessitent des mesures bien plus robustes. Un récent rapport sur les défenses aériennes de l'Otan indique qu'elles sont loin d'être suffisantes en cas de conflit plus large avec la Russie. Il ne s'agit donc pas seulement de continuer à compter sur l'Otan, mais de la mettre à jour pour qu'elle puisse répondre aux défis actuels.

Un nouveau modèle semble émerger, qu'on pourrait qualifier d'« autoritarisme doux ». Cela vous inquiète-t-il ?

Oui, c'est très préoccupant. Dans de nombreux pays, tels que l'Inde, la Turquie, la Hongrie ou les États-Unis sous Trump, des leaders démocratiquement élus essaient de démanteler les institutions libérales, comme l'État de droit et les contre-pouvoirs constitutionnels. Il faut distinguer les différents modèles illibéraux. Le modèle singapourien est par exemple très différent du modèle hongrois.

Viktor Orban voudrait mener la Hongrie vers un système politique beaucoup plus autoritaire, mais il est contraint par l'appartenance de son pays à l'Union européenne. C'est vraiment l'UE qui le freine. L'autoritarisme hongrois est « doux » uniquement en raison de ces pressions extérieures. Orban le transformerait en autoritarisme dur s'il le pouvait. En Inde, il ne fait aucun doute que Narendra Modi est très populaire, mais il a aussi vraiment attaqué les droits des citoyens indiens qui ne sont pas hindous. La partie libérale de la démocratie libérale en Inde est donc attaquée avec la montée du BJP [le parti de Modi, NDLR].

[Francis Fukuyama : « Il faut être prêt à se battre pour la démocratie » \(lepoint.fr\)](#)

---

**“Legislative elections: according to the European projection, the Macronists and LR are threatened with extinction”** (June 13)

*Pay wall* : Législatives: d'après la projection des européennes, les macronistes et LR menacés de disparition - Sur la base des résultats du 9 juin, 536 duels sur 577 pourraient opposer le parti nationaliste au «Front populaire» (Le Figaro, Fig Data)

[Législatives: d'après la projection des européennes, les macronistes et LR menacés de disparition \(lefigaro.fr\)](#)

---

**“Why political centrists must rediscover their passion”** (June 12)

*Pay wall* : A moderate proposal : Why political centrists must rediscover their passion - They need to be clear about what opposing populism does and doesn't mean, argues Yair Zivan (The Economist, Guest Essay)

*Excerpt* :

William butler yeats's “The Second Coming” was written as a warning about the state of the world. Although “Things fall apart; the centre cannot hold” has perhaps become the most famous line of his poem, it is two other lines that should concern us all. As an estimated 2bn people across the world head to the polls in 2024, Yeats's warning that “the best lack all conviction” while “the worst are full of passionate intensity” resonates loudly.

Democracies are being torn apart by extremism and polarisation. The gains made by the far right in the European parliamentary elections in recent days are only the latest sign of the rising dangers of populism. Its impact will continue to be felt across European politics for years to come.

William butler yeats's “The Second Coming” was written as a warning about the state of the world. Although “Things fall apart; the centre cannot hold” has perhaps become the most famous line of his poem, it is two other

lines that should concern us all. As an estimated 2bn people across the world head to the polls in 2024, Yeats's warning that "the best lack all conviction" while "the worst are full of passionate intensity" resonates loudly.

[Why political centrists must rediscover their passion \(economist.com\)](https://www.economist.com)

---

### **Alain Minc: "It will be chaos at best, RN at worst!" (June 12)**

*Pay wall* : Alain Minc : « Ce sera au mieux le chaos, au pire le RN ! » - Si Marine Le Pen et Jordan Bardella raflaient la majorité absolue, le président, avertit l'essayiste, n'aurait plus d'autre option que de quitter le pouvoir (Le Point, Interview)

*Excerpt* :

Alain Minc : Jusqu'à présent, Emmanuel Macron était un joueur de poker qui ne mettait en jeu que son destin personnel, c'était sa liberté. Cette fois, il met en jeu notre pays, et c'est à mon avis impardonnable. Il a inventé la roulette russe, mais avec cinq balles dans le barillet et un seul compartiment vide. Y a-t-il une chance que la situation parlementaire soit plus favorable à l'univers macroniste dans trois semaines qu'elle ne l'est aujourd'hui ? Aucune. (...)

Il y a deux hypothèses. Une première où, avec l'effet d'entraînement des européennes et la règle extrêmement violente des 12,5 % des inscrits nécessaires pour se qualifier au second tour des législatives, le Rassemblement national obtient la majorité absolue ou tout près. Cela veut dire, concrètement, que nous aurons une élection présidentielle dans les six mois qui suivent. (...)

L'autre hypothèse, c'est que l'Assemblée nationale soit encore plus ingouvernable, avec davantage de députés RN, beaucoup moins de députés macronistes, donc une équation presque insoluble. Mais cela peut ouvrir un espace aux Républicains pour faire le pivot, quel que soit leur score. Ils peuvent tendre la main à la droite dure, tout en dialoguant avec le centrisme, qu'on n'appellera plus le macronisme. Car le macronisme est mort. Au fond, tout se résume à une équation simple : au mieux le chaos, au pire le RN. (...)

Il doit mener cette campagne, ou pas ?

S'il veut perdre encore des voix, oui. Jeudi dernier, il a merveilleusement présidé l'hommage aux anciens combattants. Quand on le regardait, on était fiers pour la France, qui était bien représentée. Mais, le même soir, il allait pérorer à la télévision dans une machine à perdre des voix ! Je dis toujours qu'il y a deux mots pour parler de politique en anglais : policy et politics. Jeudi, c'était 17 sur 20, voire 18, à Omaha Beach, et 3 sur 20, voire 2, le soir. Il ne comprend pas, et ça ne lui est pas tellement imputable, que sept ans d'un pouvoir absolu fabriquent une hostilité incroyablement lourde. Or son pouvoir a été absolu puisqu'il l'a exercé seul.

[Législatives : « Ce sera au mieux le chaos, au pire le RN ! » estime Alain Minc \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr)

---

### **Republican roadblock against the RN: "A strategy doomed to failure" (June 11)**

*Pay wall* : Barrage républicain contre le RN : « Une stratégie vouée à l'échec », pour Jean-Yves Camus - Pour le politologue, le score retentissant du RN aux européennes n'est pas un « vote sanction », mais un vote d'adhésion à des problématiques négligées. Pour l'un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite, directeur de l'Observatoire des radicalités de la Fondation Jean-Jaurès, analyser les progrès toujours plus importants du RN comme le produit d'un vote contestataire est une lourde erreur, qui condamne à l'échec. (Le Point, Guest Essay)

*Excerpt* :

Le RN est le parti qui a le plus rapidement cristallisé son vote : très tôt dans la campagne, les électeurs avaient la certitude de leur choix. Ils plébiscitent un certain nombre d'items, qui sont des marqueurs du RN. Le pouvoir d'achat, la distance par rapport aux « élites », la sécurité, l'identité, l'immigration. Ce n'est quand même pas difficile à intégrer, sauf à être dans le déni, quand les enquêtes d'opinion le confirment depuis plus de vingt ans ! À un moment donné, il faut admettre que, oui, le RN est une famille politique qui se construit sur des

idées, et pas seulement sur un rejet. La fracture entre le peuple et les « élites », par exemple, traduit une certaine vision de la démocratie, portant une remise en cause de la démocratie représentative et des mécanismes de sélection des élites, et un appel à davantage de démocratie directe. Ce n'est pas, comme on tente de nous le faire accroire, un simple rejet poujadiste. (...)

Décrire le Rassemblement national comme un péril pour la démocratie, c'est une stratégie vouée à l'échec, puisque moins de la moitié des Français sont d'accord avec cette vision. C'est une stratégie d'évitement, qui continue à masquer le manque de réflexion sur la nature idéologique, la structuration, les évolutions et les constantes du phénomène RN. Et j'en suis effaré. Les droites extrêmes, que je préfère appeler « droites radicales », sont le sujet le plus étudié en sciences politiques. Mais tout se passe comme si personne ne lisait le travail d'analyse que nous produisons depuis des décennies ! Au fond, on préfère se contenter des vieux réflexes, qui ne sont que la continuation d'épisodes antérieurs de la vie politique.

Réduire le vote RN à un vote raciste et identitaire est une vision simpliste. En réalité, deux France continuent de s'affronter – de quelque manière qu'on les appelle, France d'en haut et France d'en bas, ou France des métropoles contre France périphérique. Ce sont deux récits nationaux, deux conceptions de la France et de la souveraineté. J'ajoute qu'il faut distinguer identitaire et raciste. Qu'est-ce qu'on appelle « identitaire » ? Un certain nombre de Français souhaitent que les termes du contrat national, qu'ils ont toujours connu, perdurent. Ils s'inquiètent du fait qu'une minorité, qui ne se reconnaît pas dans les termes de ce contrat républicain, cherche à nous entraîner vers des rivages communautaristes qui ne sont pas dans notre tradition. De nombreux Français partagent ce constat. Est-ce que cela fait d'eux des « racistes » ? Ou est-ce que cela fait d'eux des gens attachés à un modèle de civilisation, et de société ? (...)

La campagne très communautariste de La France insoumise, dont le score frôle les 10 %, a-t-elle renforcé le RN ?

Les réactions au scrutin dimanche soir étaient frappantes. Tout le monde s'est focalisé sur le péril du Rassemblement national, en passant sous silence les 10 % de La France Insoumise, qui a pourtant mené une campagne totalement antinationale, en se focalisant sur un enjeu étranger à la politique française, et en important un conflit porteur de divisions. C'est pourtant un danger pour la cohésion nationale, qui n'a pas été suffisamment pris en compte.

[Barrage républicain contre le RN : « Une stratégie vouée à l'échec », pour Jean-Yves Camus \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Historian Timothy Garton Ash: “Wake up! After these elections, Europe is again in danger”**

*Free access* : Don't let anyone tell you the results are 'not so bad'. The hard-right vote can pull the entire EU to the right, and imperil Ukraine (The Guardian, Guest Essay)

*Excerpt* :

Please don't be reassured by European Commission president Ursula von der Leyen's complacent statement that “the centre is holding” during what we might call E-day – 9 June 2024, when the results of 27 different national elections to the European parliament were announced. That's true in the aggregate distribution of seats between the main party groups in the European parliament, with her own centre-right European People's party group coming out comfortably on top. But the EU is run by national governments even more than by its directly elected parliament, and E-Day produced hard-right successes in core member states that range from the significant to the shocking.

None of these Eurosceptic parties will be so stupid as to advocate following Britain's Brexit by trying Frexit, Dexit or Nexit. Instead, they will continue to pull the EU to the right from inside, with an even harder line on immigration, determined opposition to the green measures urgently needed to address the climate crisis, reduced support for Ukraine and – nationalist as they all are – clawing back national control from Brussels. So don't let anyone tell you “it's not so bad”. It's bad, and could get worse. (...) Most dramatic is France (...)

Then came the bombshell. Macron, whose always extraordinary self-confidence is now visibly tipping into hubris, announced that he was dissolving the French parliament and calling fresh elections on 30 June, with a second round on 7 July. (...) But given the depth of popular anger, there's a serious risk that – just three days after Britain gets a government of the pragmatic, very cautiously pro-European centre-left in its election on 4 July – France may get a government of the Eurosceptic hard right, binding the hands of Macron, the continent's leading advocate of a stronger Europe. If so, this would be France's Brexit moment, although without the resulting exit. (...)

All of this is before we get to the most important election for Europe this year, which doesn't happen in Europe. A victory for Donald Trump in November's US presidential election would weaken and probably further divide Europe, as hard-right populist nationalists, quite possibly including Meloni, would line up as the European party of Trump.

So is it time to despair and emigrate to New Zealand? Certainly not. There's still a large majority of Europeans who don't want to lose the best Europe we've ever had. But they need to be mobilised, galvanised, persuaded that the Union really does face existential threats. (...)

What we need is a combination of national governments and European institutions that between them deliver the housing young people currently cannot afford, the jobs, the life chances, the security, the green transition, the support for Ukraine. Will Europe wake up before it is too late?

[Wake up! After these elections, Europe is again in danger | Timothy Garton Ash | The Guardian](#)

---